

Mars 2019

Le Hezbollah après Idleb

Observatoire du monde arabo-musulman
et du Sahel

JULIE CHAPUIS - DANIEL MEIER

SOMMAIRE

INTRODUCTION	3
1 – LE HEZBOLLAH ET LE REGIME SYRIEN : UNE RELATION AMBIGUË HISTORIQUEMENT ANCREE	7
1.1 – Une relation tendue (1982-1990)	7
1.2 – « Sous le toit syrien » : certification de la Résistance sous contrainte (1990-2000)	10
1.3 – Interdépendance stratégique (2000-2005)	13
1.4 – Émancipation du Hezbollah : un partenariat stratégique (2005-)	17
2 – L'ENGAGEMENT DE LA RIL EN SYRIE : MODALITES ET EFFETS AU LIBAN.....	25
2.1 – Une « légitime défense »	25
2.2 – Le risque d'une démobilisation du camp résistant	35
2.3 – Effets en termes d'hégémonie politique ?	39
2.4 – Traitement de la question des réfugiés syriens.....	45
3 – LE HEZBOLLAH SUR LA SCÈNE RÉGIONALE ET INTERNATIONALE	51
3.1 – Iran, Syrie, Israël/Palestine, Irak, Yémen : cercle d'influence, relations politiques en mouvement.....	51
3.2 – Le parti au cœur de la tension irano-saoudienne et ses ramifications internationales	58
CONCLUSION ET PROSPECTIVE.....	65
BIBLIOGRAPHIE	69

Le Hezbollah après Idleb

INTRODUCTION

Née pendant la guerre civile libanaise, la Résistance portée par le Hezbollah s'est inscrite dans le sillage de la résistance sadriste qui avait mobilisé la communauté chiite alors en proie à la domination des zuamas et au mépris de l'État central. Ainsi réactualisé, cet appel à la Résistance formulé par le Hezbollah ne s'adressait plus aux « déshérités » (*mahrumîn*) chers à l'imam Sadr, mais aux *mustad'afîn*, ainsi que le stipulait la « lettre ouverte aux opprimés » (*Al-Risâlat Al-Maftûha ila Al-Mustad'afîn*) qui annonçait la formation officielle du Hezbollah en 1985. Cette terminologie, puisée dans le Coran et largement reprise dans le lexique révolutionnaire iranien, est intéressante à relever pour comprendre cette réactualisation de la Résistance proposée par le Hezbollah, dans la mesure où elle induit un état temporaire sur lequel on peut agir, et introduit donc l'option d'une résistance *active*. Cette résistance active que revendique le Hezbollah depuis sa formation est multi-sectorielle et multi-dimensionnelle. Elle s'exerce d'abord, tant du point de vue chronologique que du point de vue des priorités de l'organisation, dans le secteur militaire à travers la Résistance islamique au Liban (RIL) (*al-muqâwama al-islamiyya fî Lubnan*), qui s'est formée en 1982 avec l'aide logistique, financière et organisationnelle des Pasdaran pour combattre l'armée israélienne qui venait d'envahir le Liban. Elle s'exerce ensuite dans les secteurs social et politique à travers l'organisation du Hezbollah qui est venue s'adjoindre à la RIL dès 1985 pour la renforcer, voire la préserver, en développant toute une ingénierie sociale et en investissant l'espace politique.

Différents termes sont mobilisés pour traduire ces différents secteurs dans lesquels s'objective cette Résistance : la *muqâwama* est associée au secteur militaire, la *mumana'a* au secteur politique, et le *sumûd* au secteur social. Mais au-delà de ces différenciations sectorielles qu'ils traduisent, ils introduisent également des différenciations en termes de valeur, de mode d'action, de destinataires et d'espace-temps. Dans la langue française, le terme résistance possède plusieurs valeurs, (tantôt « positive », tantôt « négative », tantôt « nulle ») que l'on retrouve dans son étymologie puisqu'il est formé à partir du préfixe *re-*, qui indique à la fois le caractère réactif, itératif et augmentatif du verbe *sistere*, qui recouvre, quant à lui, l'idée générale d'« être debout ». Dans la

langue arabe, Roger Nabaa relève les mêmes nuances¹ et leur traduction par des termes différents : la *muqâwama* traduirait une résistance positive, la *mumana'a* une résistance négative, et le *sumûd* une résistance nulle. Seules la *muqâwama* et la *mumana'a* traduisent une résistance active². Construites sur le schème *فَاعِلْ* (*fa'ala* – signifiant « faire faire »), qui exprime un rapport de force entre deux entités (*qâwama/mana'a*), elles relèvent donc d'une interaction tantôt positive, tantôt négative.

Ainsi, en tant que « résistance positive », la *muqâwama* est porteuse d'une revendication et s'exerce sous une forme offensive, tandis que la *mumana'a*, qui suggère l'idée d'une « résistance au négatif », se manifeste sous la forme de l'obstruction voire de la protestation, et adopte une forme défensive. La première consiste ainsi à « se mettre debout », « se dresser » devant l'ennemi, quand la seconde incite à « entraver » ses projets, à « mettre en échec » ses objectifs, à « l'empêcher de réaliser » ses buts. Autrement dit, la première s'opposerait davantage aux acteurs, et la seconde davantage à leurs actions. Quelle que soit leur valeur, il s'agit donc toujours de résister à un autre, mais le rapport à cet autre est différencié : alors qu'en situation de *muqâwama*, le destinataire est déjà à l'intérieur et il faut se lever (*qâma*) pour le repousser, dans le cas d'une résistance *mumâna'a*, le destinataire est à l'extérieur et il faut l'empêcher (*mâna'*) de rentrer. De même, quand la *muqâwama* se projette dans l'avenir, mue par un objectif positif, libératoire, à atteindre, la *mumâna'a*, elle, ne se projette pas dans l'avenir dans une perspective de délivrance : elle cherche tout juste à le préserver. Aussi, la *mumâna'a* convoque davantage sinon un retour, du moins une conservation (*statu quo*), qu'une projection dans le temps. De fait, *muqâwama* et *mumâna'a* ne s'inscrivent *a priori* pas nécessairement dans une même territorialité, ni dans une même temporalité.

En cela, la projection de la résistance armée du Hezbollah en Syrie est problématique du point de vue du système Résistant qu'il prétend incarner : la déterritorialisation inédite de la Résistance islamique a mis en tension sa *muqâwama*, qui, jusque-là dirigée contre un ennemi unidimensionnel plus ou moins partagé (Israël), à partir du territoire national, avait fait son succès. En empruntant les attributs de la *mumana'a*, cette réactualisation de la *muqâwama* pose problème au-delà du fait qu'elle sert à préserver un régime syrien dont le destin mêlé avec le Liban a été contesté, et dont l'existence même est contestée. Elle pose aussi problème en ce qu'elle consacre une confusion des résistances, induite par le surinvestissement du secteur politique qu'a opéré le

¹ NABAA Roger, « Israël et la fin de la "pureté des armes" », *Esprit*, n° 369, « Que devient la guerre au Proche-Orient ? », novembre 2010, pp. 139-150.

² Nous laissons ici de côté le terme de *sumûd*, qui renvoie davantage à une résistance passive. Le *sumûd*, de *sâmada*, n'est pas construit sur le schème *فَاعِلْ* mais sur le schème, plus courant, *فَعْل* (*fa'ala* – du verbe faire), qui n'indique pas la présence d'un tiers : il n'y a donc pas forcément d'interaction. Contrairement aux deux autres concepts de résistance, qui induisent une dynamique « positive » ou « négative », cette résistance-là n'indique pas une dynamique mais un état stable, nul, qui peut être (comme le zéro) positif ou négatif. La résistance *sumûd* relève donc d'une force statique et intériorisée. En cela, le *sumûd* serait plus proche du concept de résilience que de celui de résistance.

Hezbollah en 2005-2006 lorsque la tutelle syrienne sur le Liban a pris fin, ne garantissant ainsi plus la certification de la *muqâwama*, et lorsque cette dernière est apparue suffisamment dissuasive pour mettre en veille le front Sud et imposer un *statu quo* à la frontière libano-israélienne. Ce processus, que d'aucuns ont considéré comme le signe d'un transfert d'une résistance *muqâwama* vers une résistance *mumana'a*, montre en fait davantage l'interdépendance qui s'est nouée entre la *muqâwama* et la *mumana'a*. Cette interdépendance qui s'est manifestée en 2008 lorsque le Hezbollah a investi militairement l'espace politique domestique, et qui a d'ailleurs été inscrite dans la nouvelle charte politique dont le Hezbollah s'est doté en 2009, complexifie le modèle résistant qu'il prône et éventuellement sa reproduction dans l'après-guerre syrienne.

Bien qu'elle fasse encore l'objet de négociations, pour ne pas dire de marchandages, en particulier entre la Russie, l'Iran et la Turquie, la zone d'Idleb constitue un enjeu primordial pour le régime syrien : sa reconquête doit marquer la victoire définitive de Damas face aux rebelles islamistes qui y sont encore retranchés³. Aussi, s'interroger sur le Hezbollah après Idleb revient à s'interroger sur le devenir du Hezbollah une fois la victoire de Damas assurée et, partant, la *muqâwama* préservée. Dans cette perspective, il faut d'abord replacer cette interdépendance stratégique qui lie aujourd'hui le Hezbollah et le régime syrien dans le temps relativement long de leurs relations, car c'est en partie à travers elle que s'est structuré le modèle résistant du Hezbollah. Ce sera l'objet de la première partie. Dans la deuxième partie, nous verrons quelles sont les modalités de l'engagement de la RIL en Syrie, comment le Hezbollah la légitime en mobilisant le mode défensif de la *mumana'a* et quels sont les effets perceptibles de cet engagement en termes de mobilisation et d'hégémonie du Hezbollah dans son espace domestique. La troisième partie abordera la position de la RIL sur la scène régionale et ses investissements ou relations avec les théâtres d'opérations en Palestine, au Yémen ou en Irak. Il y sera également question des conséquences, sur le Hezbollah, de la tension régionale irano-saoudienne et de la position anti-iranienne du gouvernement américain. L'étude se conclura sur quelques éléments de prospective mettant en avant des lignes de faille et les enjeux qui s'annoncent dans un avenir proche.

³ Plusieurs dizaines de milliers de combattants du Tahrir al-Cham, de Ahrar al-Cham, et de l'Armée syrienne libre (ASL) y seraient retranchés ; d'après *L'Orient le Jour*, 18 janvier 2018.

I – Le Hezbollah et le régime syrien : une relation ambiguë historiquement ancrée

I.1 – Une relation tendue (1982-1990)

La relation qu'entretient le Hezbollah avec le régime syrien a été relativement ambiguë initialement, notamment parce que le Hezbollah s'est formé en dissidence par rapport au mouvement mené par l'imam Moussa Sadr, qui avait créé la milice Amal en 1975, alors protégée du régime syrien. En effet, dès la création d'Amal, plusieurs de ses membres avaient rejoint aussi l'organisation des étudiants musulmans qui s'inspirait des prêches de Mohammed Husayn Fadlallah. Prônant le changement révolutionnaire des régimes en place et l'édification d'États islamistes, alors qu'Amal entamait bientôt sa sécularisation, cette « école de cadres » comptait plusieurs milliers de militants et de sympathisants au Liban, parmi lesquels figuraient de futurs dirigeants du Hezbollah – dont deux secrétaires généraux, Abbas al-Moussawi et Subhi al-Tufayli, l'actuel vice-secrétaire général du parti Naïm Qassem, ou encore Mohammed Raad. Dans le contexte de la guerre civile, ce courant dissident s'est matérialisé sous une forme milicienne, et la première fracture est apparue au moment de l'entrée de la puissance syrienne dans le conflit libanais, autour du positionnement versatile qu'a adopté le régime syrien sur la question palestinienne et du suivisme des cadres d'Amal.

Craignant que les événements libanais n'entraînent une action militaire israélienne vers la plaine de la Bekaa, autrement dit à sa frontière, et souhaitant contrôler la résistance palestinienne et la dissocier du Mouvement national libanais⁴, le régime syrien a proposé sa médiation dès le début de la guerre civile libanaise, puis négocié son intervention avec les chefs de milices et responsables politiques qui l'ont accueillie plus ou moins favorablement. En juin 1976, la Syrie a engagé ses troupes et déployé un important dispositif sécuritaire dans la région de la Bekaa avant de parvenir jusqu'à Beyrouth où, en août, elle a massacré ses anciens alliés palestiniens et de nombreux Chiites dans le camp de Tell el-Zaatar, provoquant ainsi une véritable fracture au sein d'Amal.

C'est dans la plaine de la Bekaa, que les Syriens se sont installés le plus durablement et le plus visiblement. La situation géographique de la vallée et sa disposition en entonnoir faisaient, en effet, de la Bekaa un espace clé pour le contrôle de la circulation vers la

⁴ Dirigé par le *leader* druze Kamal Joumblatt, le MNL rassemble à sa création en 1969 : son parti le PSP, le Parti communiste libanais, le Parti social nationaliste syrien (PSNS), le Parti d'action socialiste arabe, les formations palestiniennes du Front Populaire de Libération de la Palestine (FPLP) et du Front Démocratique pour la Libération de la Palestine (FDLP), et d'autres formations plus marginales, parmi lesquelles les Mourabitoun (nasséristes) et le parti Baath libanais.

Syrie. Au nord, la vallée, prolongée par la « trouée de Homs », offrait un couloir de communication naturel vers la Syrie centrale et ses grandes villes (Homs, Hama et Alep) reliées par la route internationale Chtaura-Baalbek-Homs. La Bekaa constituait donc un point stratégique essentiel pour le régime syrien. Dans sa partie centrale, il avait installé son centre de commandement, tandis que ses nombreux camps d'entraînement et barrages routiers ponctuaient ostensiblement la plaine et ses axes routiers. Cette présence syrienne a affecté durablement l'économie locale, principalement agricole : concurrence des produits syriens, taxation sur toutes les productions, stérilisation des terrains agricoles occupés par les camps militaires, réquisition des habitations par l'armée, extension des surfaces de cannabis et réintroduction des cultures de pavot sous la conduite de trafiquants turcs et supervision des autorités syriennes permettant l'autofinancement des milices locales⁵ sont autant de pratiques qui ont été imposées à la région et à ses habitants, parmi lesquels le Hezbollah a recruté.

C'est dans cette même plaine de la Bekaa qu'a émergé le Hezbollah dont étaient d'ailleurs originaires les premiers cadres dirigeants. À Baalbeck, Abbas al-Mussawi avait été chargé par Fadlallah de créer une *hawza*⁶ qui, avec l'aide financière de l'Iran, s'est développée et a socialisé bon nombre de cadres du Hezbollah en devenir. Dans son sillage, des comités de soutien à la Révolution iranienne avaient été formés en 1978 et des manifestations y étaient organisées, d'abord timidement puis plus ostensiblement lorsque la République islamique d'Iran a été proclamée, le 1^{er} avril 1979. Lorsque, au moment de l'invasion israélienne de 1982, Khomeyni a décidé d'envoyer des Pasdaran stationner dans la Bekaa pour y former les combattants de la Résistance islamique, la puissance syrienne, qui partageait avec Téhéran une même inimitié à l'égard du Baath irakien, avait mis à leur disposition des casernes désaffectées le long de la frontière. Mais cet épisode, souvent retenu comme l'événement fondateur du Hezbollah, a coïncidé avec un élargissement de la fracture interne à Amal, dont le nouveau *leader*, Nabih Berri, était considéré comme bien trop modéré à l'égard d'Israël.

Pensant l'invasion israélienne temporaire, Nabih Berri l'avait en effet bien accueillie dans la mesure où elle était susceptible de liquider définitivement la présence armée de l'OLP : il avait alors intégré le comité de Salut public qui signait, en mai 1983, un accord militaire avec Israël, avant que sa milice n'entreprenne d'éradiquer elle-même la présence de l'OLP dans les camps palestiniens entre 1985 et 1987. Désapprouvant la trahison de leur *leader* et cette guerre interarabe qui avait fait plusieurs milliers de morts, plusieurs membres d'Amal avaient alors quitté l'organisation pour aller grossir les rangs du Hezbollah. Inquiet de cette chiitisation de la résistance et de l'influence iranienne au Liban, le régime syrien avait alors cherché à réduire la marge de manœuvre du Hezbollah : d'abord en massacrant 27 de ses membres dans son QG de Beyrouth en 1987,

⁵ BENNAFLA Karine, « Le développement au péril de la géopolitique : l'exemple de la plaine de la Bekaa (Liban) », *Géocarrefour*, vol. 81/4, 2007, pp. 277-286.

⁶ École religieuse chiite.

puis en soutenant Amal dans les combats fratricides qui l'opposaient à la milice chiite. Traduisant cette rivalité croissante entre la Syrie et l'Iran, ces combats avaient éclaté en mai 1988 au sud du pays, montrant l'avantage militaire d'Amal, avant de s'étendre violemment à Beyrouth et de retourner le rapport de force en faveur du Hezbollah. Un premier cessez-le-feu, en mai 1988, avait consacré ce rapport de force et rétabli un calme précaire, mais les affrontements s'étaient à nouveau déplacés dans le sud autour du massif montagneux de l'Iqlim al-Tuffâh, qui, situé à une quinzaine de kilomètres à l'est de Saïda, constituait un accès direct à la « zone de sécurité » instaurée et contrôlée par Israël et donc une voie de passage essentielle pour les combattants du Hezbollah. À Saïda, la milice Amal y était mieux implantée et y bénéficiait d'une audience plus large que le Hezbollah, mais ce dernier avait établi une alliance informelle avec l'Organisation populaire Nassérienne (OPN) de Mustapha Saad, que d'aucuns considéraient alors comme le *leader* local sunnite, « pivot autour duquel pouvaient s'effectuer regroupements et négociations relatifs à la gestion de la ville et à son contrôle »⁷. Là encore, malgré un cessez-le-feu signé à Damas en présence d'une délégation iranienne, en janvier 1989, les combats avaient continué, Amal ayant imposé un siège de cent jours aux combattants du Hezbollah avant que ce dernier ne reprenne l'avantage. Les combats n'avaient pris fin qu'en novembre 1990, lorsque les deux parties avaient signé une trêve sous l'égide de leurs parrains iranien et syrien, alors que ce dernier avait déjà entériné sa mainmise sur le Liban.

Cet épisode est donc venu clore une période de tension entre la Syrie et le Hezbollah, qui, malgré l'appui syrien à Amal, a progressé sur le terrain militaire et politique, en montrant sa capacité à recruter et à s'allier avec des formations politiques locales non-chiites. Aussi, lorsque le régime syrien a imposé sa tutelle sur l'État libanais – considérant le Liban à la fois comme une source d'enrichissement grâce au racket de son économie, comme une monnaie d'échange dans une négociation avec Israël pour la libération du Golan, et comme un glacis stratégique défendu par une lourde occupation de la Bekaa et par la résistance islamique au sud –, il a eu besoin du Hezbollah et lui a alors accordé le droit exclusif de conserver ses armes (cependant que toutes les autres milices étaient désarmées par le Parlement libanais en 1991) tout en garantissant leur transit depuis l'Iran. Pour conserver ce privilège, et plus largement pour défendre sa revendication résistante dans l'espace social et politique, le Hezbollah a dû faire des concessions et se plier aux exigences de Damas, d'autant que son parrain iranien s'est montré moins favorable à son égard (notamment du point de vue financier) sous les mandats des présidents Rafsandjani et Khatami (1987-2005).

⁷ BONNE Emmanuel, *Vie publique, patronage et clientèle : Rafic Hariri à Saïda*, Aix-en-Provence, Cahiers de l'IREMAM, n° 6, 1995, p. 23.

1.2 – « Sous le toit syrien » : certification⁸ de la Résistance sous contrainte (1990-2000)

La tutelle syrienne imposée sur le rétablissement d'un pouvoir central libanais a contraint le Hezbollah à modifier ses rapports avec l'entité étatique libanaise, désormais liée à Damas. À partir de là, c'est avec Damas que celui-ci a dû négocier sa certification résistante, de même que les conditions de sa participation au système politique qui s'est opérée dès 1992, avec son entrée au Parlement.

Dès lors, il s'est d'abord agi pour le Hezbollah de remplir le rôle pour lequel il avait été créé, à savoir défendre les intérêts de la Résistance. Pour ce faire, le Hezbollah s'est saisi du Parlement comme d'un espace public : il y sollicitait une assistance pour les populations victimes des bombardements israéliens et un système de dédommagement, il y défendait les prisonniers détenus en Israël ou à la prison de Khiam, il s'y opposait à la politique d'endettement menée par les gouvernements Hariri, susceptible, selon lui, d'assujettir la politique nationale aux *desiderata* occidentaux, hostiles à la résistance⁹. Parallèlement, le parti réclamait une institutionnalisation de la Résistance et sa qualification en tant que telle dans les médias, au cours des rassemblements politiques populaires ainsi que des rencontres internationales, des sommets et des congrès – tout en organisant lui-même sa promotion à travers ses diverses institutions (en particulier médiatiques) et événements. *A fortiori*, à chaque crise avec Israël, le Hezbollah attendait du gouvernement qu'il agisse en complémentarité avec lui, en soutenant politiquement la cause de la Résistance sur la scène interne et en l'appuyant diplomatiquement face aux pressions extérieures, moyennant quoi il respectait son engagement de ne pas déstabiliser (par les armes) le pouvoir. À partir de cet équilibre, le Hezbollah a utilisé le Parlement pour avancer la Résistance comme objet d'un consensus national intercommunautaire. Sauf que si le principe même de la Résistance faisait effectivement l'objet d'un consensus porté par l'ensemble des forces politiques et des autorités religieuses libanaises, son appropriation par le Hezbollah suscitait déjà quelques débats dans la classe politique libanaise et, plus largement, dans la société libanaise. Aussi, pour obtenir sa certification en tant qu'acteur surdéterminant la cause résistante, le Hezbollah a capitalisé sur sa capacité à monopoliser la pratique résistante, en s'imposant comme acteur hégémonique de la résistance armée. Il a aussi lissé son discours et nuancé sa pratique contestataire dans l'espace politique, se pliant ainsi aux exigences de Damas. Deux moments en particulier, celui de l'opération « Justice rendue » en 1993 et celui de l'opération « Raisins de la colère » en 1996, ont donné corps au con-

⁸ Pour Charles Tilly et Sidney Tarrow, la certification peut se définir comme « *un signal émis par une autorité extérieure montrant qu'elle est disposée à reconnaître et à soutenir l'existence et la revendication d'un certain acteur politique* » (TILLY Charles et TARROW Sidney, *Politique(s) du conflit, de la grève à la manifestation*, Paris, Sciences Po Presses, 2008, p. 353).

⁹ AL-BIZRI Dalal, *Islamistes, parlementaires et Libanais, Les interventions à l'Assemblée des élus de la Jama'a Islamiyya et du Hizb Allah (1992-1996)*, Beyrouth, Documents du Cermoc, n° 3, 1999, pp. 13-15.

sensus national et conduit l'État libanais à apporter une caution politique d'abord réservée, puis officielle, à la cause résistante, et même à activer sa diplomatie pour obtenir une reconnaissance internationale de la légitimité résistante. Dans ces deux moments, Damas a accordé la certification attendue par le Hezbollah, mais aussi cherché à en limiter les bénéfices politiques, ce que le Hezbollah n'a pas contesté.

En 1993, l'armée israélienne soutenue par l'Armée du Liban-Sud, a affronté la résistance islamique au Sud-Liban et y a pris pour cibles les infrastructures économiques, urbaines et routières, causant de nombreuses victimes civiles et un important exode. Tandis que les autorités israéliennes avaient parié sur un retournement de la population et de l'État contre la résistance armée, ces agressions ont provoqué l'effet inverse jusque chez ses plus farouches opposants. Ainsi, sur le terrain militaire, le gouvernement libanais a laissé une grande marge de manœuvre au Hezbollah, en lui assurant un soutien discret *via* ses services de renseignement militaire. Mais dans le champ politique, Damas a encouragé le gouvernement – sans avoir d'ailleurs à le contraindre – à circonscrire les actions du Hezbollah. C'est à ce moment, en effet, qu'est intervenue l'interdiction, puis la sanglante répression par l'armée libanaise de la manifestation qu'il avait organisée à Beyrouth pour protester contre le processus d'Oslo. Soucieux de préserver sa résistance armée et ses relations avec le régime syrien, le Hezbollah avait alors tenu le gouvernement – et en particulier le Premier ministre – pour seul responsable de cette répression et appelé ses partisans à ne pas engager de représailles. Rien donc contre l'armée libanaise. Et pour cause : sous le commandement d'Émile Lahoud, proche de Damas, l'armée devait incarner à elle-seule cette formule consensuelle nouée autour de la Résistance, à travers le triptyque « l'armée, le peuple, la Résistance » (*al-jaysh, al-cha'b, al-muqâwama*). Rien non plus contre la puissance syrienne, qui circonscrivait pourtant ici le champ d'action du Hezbollah au seul espace militaire du Sud-Liban, l'empêchant d'empiéter dans l'espace politique au centre. Certes, Damas avait, non sans cynisme, obtenu du Premier ministre, Rafic Hariri, qu'il accorde le statut de « martyrs » aux victimes de la répression, et affirmé au Hezbollah qu'il continuait à soutenir sa résistance armée, dont il avait d'autant plus besoin que les négociations syro-israéliennes sur le Golan avaient abouti à un échec, mais le régime syrien avait rapidement avancé d'autres conditions à son soutien.

C'est en 1996, dans le deuxième moment où le contexte conflictuel a réactivé le consensus national, que Damas a imposé de nouvelles exigences. Suite à l'opération « Raisins de la Colère » lancée par Israël, le président de la République libanaise avait déposé plainte auprès du Conseil de sécurité des Nations unies, et l'État libanais avait commémoré l'événement en déclarant un jour de deuil national, soutenu par une campagne médiatique célébrant les « martyrs nationaux ». Dans la foulée, les « arrangements d'avril », qui stipulaient que les deux parties en conflit – « la Résistance » et « l'armée israélienne » – ne devaient pas bombarder les populations civiles, reconnaissaient de *facto* la Résistance. Cet unanimité ambiant autour de la Résistance devait profiter au

Hezbollah, qui partait alors seul en campagne pour les élections législatives qui devaient se tenir peu après. Mais, cherchant à diluer cette puissance politique potentielle, Damas avait exigé¹⁰ du Hezbollah qu'il fasse liste commune avec Amal dans les circonscriptions de la Bekaa et dans celles du Sud¹¹, où il avait obtenu les meilleurs scores en 1992¹². Les deux partis rivaux avaient alors dû modifier leurs listes électorales et annoncer publiquement leur alliance, ce qui avait provoqué l'indignation des partisans du Hezbollah. Pour calmer les protestations qui s'étaient multipliées à sa base, notamment au Sud-Liban, où le secrétaire général, Hassan Nasrallah, avait dû se rendre en personne pour apaiser les tensions, la direction du parti avait invoqué l'unité résistante¹³. Si dans les circonscriptions du Sud-Liban, le compromis était resté à l'avantage du Hezbollah, qui y avait négocié 2 sièges supplémentaires à l'issue du scrutin, le parti ne remportait que 7 sièges à l'échelle nationale (soit 1 de moins qu'aux élections précédentes) tandis qu'Amal gagnait 8 sièges (soit 3 de plus qu'en 1992). Certes, le différentiel n'était pas si important, mais le rapport de force avait changé : Damas avait réussi à fractionner les gains politiques potentiels du Hezbollah et à les transférer en gains politiques réels vers Amal.

Tandis qu'il a dû partager avec Amal les gains politiques de sa certification résistante dans l'espace politique national, le Hezbollah a pu en revendiquer l'exclusivité dans l'espace politique local. L'autonomie militaire que les puissances syrienne et iranienne lui ont accordée au Sud-Liban s'est en effet accompagnée d'une émancipation politique relativement tolérée dans l'espace municipal que Damas cherchait davantage à observer qu'à maîtriser. Aussi, dès lors qu'il s'est agi de gérer les effets de la Résistance et d'exercer un *leadership* local, ni la certification résistante négociée avec Damas, ni l'alliance politique contrainte contractée avec Amal n'ont résisté. Elles y ont même servi les desseins du parti de Dieu puisqu'en ayant donné un cadre légal à sa Résistance d'une part, et en lui ayant permis d'agencer sa normalisation d'autre part, elles ont renforcé sa légitimité locale. Ainsi, lorsque cette légitimité locale a été mise à l'épreuve par les élections municipales de 1998, il a pu transformer cette légitimité en une légalité locale, en remportant certes moins de municipalités en nombre qu'Amal, mais davantage de sièges municipaux que son rival, preuve qu'il a conquis des localités plus importantes. En pénétrant l'espace politique libanais, le Hezbollah a montré qu'il avait « *inté-*

¹⁰ La décision avait d'ailleurs été directement transmise à Nasrallah par l'armée syrienne positionnée dans la Bekaa ; d'après HARB Mona, *Le Hezbollah à Beyrouth (1985-2005)*, Paris, IFPO-Karthala, 2010, p. 200.

¹¹ En dehors de ces circonscriptions, la compétition entre les deux partis avait été non seulement autorisée, mais particulièrement vive, dans les districts de Baabda, de Beyrouth et de Jbeil, où les rivaux chiites se disputaient 5 sièges en 1996.

¹² À l'issue du scrutin législatif de 1992, le Hezbollah avait obtenu 2 députés dans le Sud-Liban, 4 dans la Bekaa, 1 au Mont-Liban (circonscription qui comprend la *dahiye*), et 1 à Beyrouth.

¹³ QASSEM Naïm, *Hezbollah, la voie, l'expérience, l'avenir*, Beyrouth, Éditions Al-Buraq, 2002, p. 67.

riorisé la prééminence syrienne sur les rouages de l'État libanais »¹⁴ tout en se frayant des espaces d'autonomie, même relative.

1.3 – Interdépendance stratégique (2000-2005)

En 2000, deux événements ont concouru à améliorer la position du Hezbollah face au régime syrien. D'abord, la libération du Liban-Sud a permis au Hezbollah d'accéder au rang de « Résistance nationale ». Ensuite, la fragmentation du pouvoir autoritaire consécutive à l'arrivée au pouvoir de Bachar el-Assad a contribué à élargir sa marge de manœuvre, d'autant que le retrait unilatéral israélien gênait Damas dans la justification de sa présence militaire au Liban. Mais avec la libération du Sud-Liban s'est aussi posée la question de la pérennité d'une résistance armée. Si le consensus national se maintenait fragilement dans l'acceptation consensuelle d'une Résistance victorieuse puisqu'elle avait effectivement mené au retrait unilatéral de Tshal, des voix s'élevaient déjà pour désarmer le Hezbollah¹⁵. La Résistance n'était pas encore directement menacée, notamment parce qu'elle bénéficiait d'une légalité¹⁶ et d'un large soutien populaire, mais sa légitimité était mécaniquement remise en cause. Aussi s'est-il agi pour le Hezbollah de renouveler ses revendications pour re-légitimer sa Résistance et de préserver la certification résistante que lui garantissait encore le régime syrien. Sauf que, le verrou israélien ayant sauté, la question de la présence syrienne, qui avait été jusqu'ici timidement et marginalement remise en cause – essentiellement au sein du milieu maronite¹⁷ puis druze –, finit elle aussi d'être un « tabou »¹⁸ et le régime syrien ainsi mis en difficulté au Liban avait donc besoin du Hezbollah à ses côtés. Dès lors, une relation d'interdépendance entre les deux acteurs s'est nouée.

Avec la libération des terres libanaises, le Hezbollah a dû repenser sa stratégie militaire et l'adapter. Au niveau stratégique, il s'agissait toujours de défendre le territoire, mais

¹⁴ CHARTOUNY-DUBARRY May, « Pluralisme communautaire et islamisme dans la République libanaise de Taëf », in CHARTOUNY-DUBARRY May et KODMANY-DARWISH Bassma (dir.), *Les États arabes face à la contestation islamiste*, Paris, Ifri-Armand Colin, 1997, p. 166.

¹⁵ Une des voix les plus célèbres est celle de Gibran Tuéni, directeur du quotidien *Al-Nahar*, qui formule, dans ses éditoriaux des critiques particulièrement vigoureuses contre le discours de la Résistance. Anti-syrien de la première heure, il prendra activement part à la Révolution du Cèdre et sera élu député (grec-orthodoxe) de Beyrouth sur la liste menée par Saad Hariri en 2005, avant d'être assassiné en décembre 2005 (l'attentat sera revendiqué par un groupe jusqu'alors inconnu, « les Combattants de l'unité et de la liberté d'al-Sham » – en référence à la Grande-Syrie).

¹⁶ À plusieurs reprises, Rafic Hariri avait promis au Hezbollah de ne pas toucher au dossier des armes du Hezbollah, considérant qu'il s'agissait là d'une « affaire strictement libanaise devant être résolue par le dialogue interne » (d'après HISRT David, *Une Histoire du Liban*, Paris, Perrin, 2010, p. 357).

¹⁷ La figure du cardinal Nasrallah Sfeir, patriarche des maronites, est sans doute la plus connue de cette opposition à la Syrie. Réunis en conclave, les évêques maronites avaient déploré la « perte de souveraineté du Liban » et « l'hégémonie imposée sur toutes ses institutions » (d'après HISRT David, *Ibid.*, p. 351).

¹⁸ BAHOUT Joseph, « Le réveil de Beyrouth, entretien avec Joseph Bahout », *Esprit*, n° 314, mai 2005, p. 120.

cette fois d'une agression potentielle et non plus effective, justifiant ainsi l'introduction d'une « défense passive » au niveau opérationnel. Israël n'ayant plus tant intérêt à ré-engager les hostilités étant donné le coût politique que lui avaient valu les dernières années d'occupation, le Hezbollah pouvait d'autant plus facilement réorienter son dispositif militaire vers une défense passive en renforçant en particulier ses capacités en termes de renseignement : structuration et consolidation des aménagements souterrains, mise en place de patrouilles de surveillance et de dispositifs d'alerte et innovation en matière cybernétique. En même temps, le Hezbollah réactivait aussi la menace en multipliant les points de litige avec Israël¹⁹ : la détention de prisonniers libanais dans les geôles israéliennes, les violations régulières de la souveraineté du Liban sur son espace aérien, terrestre et maritime et l'occupation pérenne du secteur des fermes de Chebaa et des hauteurs de Kfar Chouba étaient autant d'éléments permettant de re-légitimer sa Résistance, mais aussi d'adjoindre à sa « défense passive » une « défense active » qu'Ali Fayyad a décrite comme une « défense stratégique » se fondant à la fois sur « le droit à la riposte dans les régions libérées » et sur celui « de prendre l'initiative dans la région encore occupée »²⁰. Pour pousser Damas à mettre un terme aux initiatives militaires du Hezbollah, le gouvernement israélien d'Ariel Sharon avait alors ciblé la puissance syrienne au Liban, violant ainsi la trêve implicite qui avait empêché une confrontation directe entre ces deux puissances pendant vingt ans. Mais cette stratégie offensive israélienne, aussi temporaire fût-elle, a concouru non seulement à amalgamer davantage encore l'État libanais et le pouvoir syrien, mais aussi à renforcer l'interdépendance entre le Hezbollah et le régime syrien. Car après que le Hezbollah ait riposté aux attaques israéliennes, les ministres des Affaires étrangères syrien et libanais avaient réaffirmé publiquement la coordination de leurs gouvernements en matière de politique étrangère, le chef du parlement, Nabih Berri, avait déclaré que toute attaque contre les Syriens au Liban ou en Syrie était considérée comme une agression contre le Liban, et le Hezbollah pouvait en profiter pour étendre ses activités et ses revendications autour du village de Ghajjar, dont la partie syrienne était encore occupée par Israël.

Dans le champ politique, pour contrer l'effritement du consensus national, le Hezbollah a cherché à unifier les forces politiques de la Résistance dans le bloc « Résistance et Développement » qu'il a alors formé, de son plein gré, avec son ancien rival Amal²¹. En

¹⁹ Bien sur les négociations de Camp David entamées en juillet 2000, sont intégrées à la stratégie du Hezbollah et ses échecs sont souvent invoqués pour réactiver cette « menace israélienne ». De même, l'Intifada al-Aqsa qui éclate en septembre 2000, vient nourrir l'image d'une « menace provocatrice ».

²⁰ FAYYAD Ali, « La résistance au Liban-Sud : une défense stratégique à fonction offensive », *Confluences Méditerranée*, n° 51, 2004, p. 160.

²¹ Ce n'est d'ailleurs qu'à partir de 2000 qu'Amal et le Hezbollah entament un retour en arrière sur leur relation et proposent leurs récits respectifs des affrontements meurtriers qui les ont opposés (d'après LAMLOUM Olfa, « Retour sur les traces d'un conflit : Amal vs Hezbollah (1988-1990) », Ifpo, Actes Sud, 2010, <http://halshs.archives-ouvertes.fr/docs/00/44/62/96/PDF/Lamloum-AmalvsHezbollah.pdf>, consulté le 15 octobre 2018).

effet, lorsqu'ils ont réitéré leur alliance pour les élections législatives de juin 2000, celle-ci s'est faite autour d'un Hezbollah qui, auréolé de sa victoire militaire, ne s'adaptait plus aux *desiderata* de la puissance syrienne affaiblie : en l'absence de décision tranchée au sommet du régime syrien, « *les intérêts contradictoires des officiers supérieurs en charge de chaque région libanaise, se neutralis[ai]ent* »²². À l'issue du scrutin, le Hezbollah a progressé – en particulier au Liban-Sud, où ses candidats ont bénéficié d'une large avance sur les autres candidats chiites – puisqu'il a remporté 9 sièges (soit un de plus qu'en 1996), ce qui en faisait alors le premier parti au Parlement. Ainsi, le Hezbollah était en mesure de réclamer un ou plusieurs postes ministériels, mais il avait finalement choisi de se tenir en dehors du large gouvernement de coalition mené par Rafic Hariri, et de se poser en chef de file de l'opposition parlementaire²³, montrant ainsi qu'il avait parfaitement saisi les bénéfices politiques qu'il pouvait accumuler en restant dans l'opposition politique, autant que les coups qu'il pouvait prendre en s'intégrant davantage dans un gouvernement dont il ne partageait pas la ligne (en particulier sur sa politique économique et sur la coopération entre la résistance islamique et l'armée au Sud, ainsi que sur la place respective des Sunnites et des Chiites dans l'État). Mais surtout, le Hezbollah limitait ainsi son institutionnalisation pour ne pas prendre le risque d'être associé malgré lui à des décisions qui auraient pu être en contradiction avec son idéologie ou ses orientations politiques, sous peine de se retrouver en conflit avec Damas.

À mesure que la tutelle syrienne s'est radicalisée – à la fois dans son exercice de la répression et dans celui de la corruption²⁴ –, une contestation libanaise s'est formée. Portée par le Premier ministre Rafic Hariri, et soutenue par les réseaux internationaux qu'il avait activés, cette contestation a été facilitée par l'extérieur : d'abord à travers l'adoption par le Congrès américain, en 2003, du *Syria Accountability & Lebanese Sovereignty Restoration Act*, qui prévoyait l'adoption de sanctions économiques et diplomatiques contre Damas, en raison de « *son soutien au terrorisme et de son occupation du Liban* »²⁵ ; puis à travers la résolution 1559, adoptée par le Conseil de sécurité des Nations unies, en 2004, à l'initiative de la France²⁶ et des États-Unis, qui exigeait « *le départ des forces étrangères [syriennes] du territoire libanais* », le « *désarmement de toutes les milices libanaises [Hezbollah] et non libanaises [palestiniennes]* », et la « *tenue d'élections*

²² PICARD Elizabeth, « Élections libanaises : un peu d'air a circulé... », *Critique Internationale*, n° 10, 2001/1, pp. 21-31.

²³ Les députés du Hezbollah s'opposèrent ainsi à la nomination de Rafic Hariri à son poste de Premier ministre. Il y fut élu avec 106 voix contre 22 (parmi lesquelles, donc, les 9 voix des députés du Hezbollah).

²⁴ Cette radicalisation s'est renforcée avec l'arrivée d'une nouvelle génération de fonctionnaires syriens, plus jeunes et plus « grossiers ». La redistribution du butin libanais – chiffré à près de 2 milliards \$ par an –, acquis par extorsion, racket et détournements de fonds publics, participait ainsi à la stabilité du régime baasiste (d'après HISRT David, *op. cit.*, p. 351).

²⁵ Le *Syria Accountability and Lebanese Sovereignty Restoration Act of 2003* est disponible sur http://www.fas.org/asmp/resources/govern/108th/pl_108_175.pdf

²⁶ L'étroite relation que Rafic Hariri entretenait avec le président de la République française, Jacques Chirac, avait motivé la France, pourtant farouchement opposée au projet américain de « Grand Moyen-Orient », à rejoindre les États-Unis sur ce dossier.

présidentielles hors de toute interférence étrangère », en l'occurrence syrienne²⁷. La réaction syrienne ne s'était pas fait attendre : Damas, qui avait un temps envisagé de laisser le choix au Parlement libanais de prolonger le mandat d'Émile Lahoud ou d'élire un autre président²⁸ – si tant est qu'il lui soit allié –, avait alors imposé au Conseil des ministres un projet de loi amendant la Constitution pour permettre l'extension du mandat présidentiel de Lahoud. Sa reconduction avait finalement mis au pas brièvement ses opposants présumés²⁹ et mis à découvert ses opposants déclarés : les quatre ministres qui s'étaient prononcés contre la prorogation avaient démissionné dans la foulée du vote, et l'un d'eux, Marwan Hamadé, avait été blessé dans un attentat quelque temps après, provoquant la démission du Premier ministre, Rafic Hariri, et marquant ainsi la fin de la période d'accommodement avec Damas. Lorsque Rafic Hariri lui-même est tué dans un attentat à la bombe, le 14 février 2005, la contestation qui s'était jusqu'alors essentiellement manifestée dans l'entre-soi d'une élite politique et intellectuelle, gagnait la rue pour réclamer l'indépendance du Liban. Le gouvernement Karamé démissionnait le 27 février et Damas annonçait son retrait du Liban le 5 mars. En avril 2005, la Syrie retirait du territoire libanais ses troupes et ses services de renseignement³⁰. Le Hezbollah, qui était resté réservé – tant sur la prorogation d'Émile Lahoud que sur l'assassinat de Rafic Hariri –, en avait alors appelé à un mouvement national de « remerciement à la Syrie » qui rassemblait, le 8 mars, plusieurs centaines de milliers de personnes³¹ sur la place Riad el-Sol (adjacente au Grand Sérail) à Beyrouth. Pour autant, le Hezbollah a rapidement acté le départ du régime syrien en ce qu'il lui permettait, à lui aussi, de s'émanciper de sa tutelle, et ce d'autant plus aisément qu'il bénéficiait à ce moment-là, à nouveau, du soutien présidentiel iranien avec l'arrivée au pouvoir de Mahmoud Ahmadinejad, en juin 2005³².

²⁷ Les trois principaux artisans de la résolution 1559 ayant chacun leur priorité : le désarmement du Hezbollah pour les États-Unis, le retrait syrien pour la France et la tenue d'élections libres pour Rafic Hariri.

²⁸ MEIER Daniel, « La stratégie du régime Assad au Liban entre 1970 et 2013. Du pouvoir symbolique à la coercition », in BURDY Jean-Paul (dir.), *Syrie : la régionalisation et les enjeux internationaux d'une guerre imposée*, *Eurorient*, n° 41-42, 2013, L'Harmattan.

²⁹ Entretien des relations particulièrement froides avec Émile Lahoud, Rafic Hariri avait été convoqué à de nombreuses reprises à Damas et fait l'objet de nombreuses rumeurs le donnant comme un agent à la solde des Américains, voire des Israéliens.

³⁰ BENNAFLA Karine, *op. cit.*

³¹ D'après les organisateurs, la manifestation aurait rassemblé 1,6 million de personnes, tandis qu'*Al Jazeera* en annonce 1,5 million, et la chaîne de télévision du Courant du Futur, *Future TV*, 200 000, dont une partie serait constituée de Syriens réquisitionnés pour gonfler le nombre de participants à la manifestation.

³² On peut d'ailleurs noter que cette « iranisation » accrue s'observe dans la structure même de l'organisation, avec la tendance à une progression des cadres issus du Sud-Liban, une région historiquement marquée par le chiisme iranien, plutôt que de la Bekaa.

1.4 – Émancipation du Hezbollah : un partenariat stratégique (2005-)

Le 14 mars, les « anti-syriens » ont organisé leur propre manifestation, rassemblant environ 1 million de personnes³³, et actant ainsi la polarisation de la scène politique libanaise en deux camps adverses : 8 Mars et 14 Mars. Au départ, les identités politiques de ces deux coalitions antagonistes se sont construites à partir de la question syrienne (pro-syrien/anti-syrien) mais celles-ci ont évolué et revendiqué aussi deux conceptions distinctes de « l'identité nationale », sur un même espace politique « libéré » : ainsi les « anti-syriens » sont devenus, selon leurs propres termes, tantôt des « souverainistes », tantôt des « libanistes », tandis que les « pro-syriens » se sont tour à tour désignés comme des « loyalistes » ou des « régionalistes », toujours dans leur rapport à l'État syrien, mais aussi dans leur rapport à la Résistance (qui exige cette loyauté et s'inscrit dans un cadre régional).

C'est dans ce moment où les acteurs politiques ont eu à redéfinir le « périmètre national »³⁴ que sont intervenues les élections législatives de mai-juin 2005. Le retrait des troupes syriennes, qui s'est achevé juste avant les élections, changeait alors la donne pour le Hezbollah : la tutelle syrienne ne pouvant plus garantir sa certification résistante, le parti ne pouvait plus espérer la bienveillance du gouvernement, sauf à l'intégrer. Aussi, en s'appuyant sur sa progression électorale et sur son soutien apporté au bloc du Courant du Futur de Saad Hariri dans certaines régions³⁵, le parti de Dieu a négocié avec la majorité sa participation au gouvernement formé par le Premier ministre, Fouad Siniora. Il s'y est alors fait représenter par trois ministres – Mohammad Fneich à l'Énergie, Faouzi Saloukh aux Affaires étrangères et Trad Hamadé au Travail –, bouleversant ainsi la répartition des pouvoirs chiites que Damas avait maintenue puisqu'il empiétait sur un espace politique qu'Amal avait occupé seul jusque-là. Dans un premier temps, cette stratégie d'intégration s'était avérée payante puisque dans sa déclaration générale pour l'obtention de la confiance du Parlement, le gouvernement Siniora avait fait l'impasse sur la résolution 1559 et maintenu effectivement le statut légal de la Résistance³⁶, cependant que le 8 Mars modérait son opposition à la création d'un Tribunal Spécial pour le Liban chargé d'enquêter sur les attentats qui avaient pris pour cible des personnalités politiques ou médiatiques ouvertement hostiles à la Syrie. Mais

³³ Les organisateurs avancent le chiffre d'1,2 million de personnes. Robert Fisk parle quant à lui de 800 000 personnes. Selon d'autres : « cela représenterait le quart de la population libanaise » (d'après OTAYEK René, « La « révolution du Cèdre » au Liban, Re-fondation du Pacte national ou occasion manquée ? », in MARTIN Denis-Constant (dir.), *L'identité en jeux. Pouvoirs, identifications, mobilisations*, Paris, Karthala, 2010, p. 313).

³⁴ MAÏLA Joseph, communication présentée lors du colloque consacré aux « Conditions du renouveau libanais », organisé à l'initiative de la Fondation Michel Chiha et de l'USJ, le 18 octobre 2005.

³⁵ Hassan Nasrallah avait personnellement appelé ses coreligionnaires chiites de la circonscription de Baabda-Aley à voter avec les « anti-syriens ». Dans cette circonscription, le Hezbollah s'était allié aux FL.

³⁶ DAHER Aurélie, « Le Hezbollah libanais et la résistance islamique au Liban : des stratégies complémentaires », *Confluences Méditerranée*, n° 76, Hiver 2010-2011, p. 109.

dès le mois de mars 2006, le gouvernement Siniora avait lancé un dialogue national pour aboutir à une stratégie de défense nationale, dialogue dans le cadre duquel devait être débattue la question des armes du Hezbollah. Dans ce contexte, le 14 Mars avait tenté d'orienter les forces armées libanaises, en écartant, par exemple, les officiers ayant suivi leur formation militaire en Syrie³⁷ ; et aucune cérémonie officielle n'avait été organisée par les autorités centrales pour célébrer la libération du Sud, en mai 2006³⁸. Aussi, rapidement, l'institutionnalisation du Hezbollah s'était accompagnée d'une certaine radicalisation, ses représentants politiques bloquant toute éventualité d'un règlement de la question des armes de la Résistance lors des réunions de discussion, si bien qu'un an après le départ des troupes syriennes, aucune stratégie de défense nationale n'était adoptée. Le commandement militaire du Hezbollah continuait alors de lancer des opérations ponctuelles contre Israël et le rythme de sa défense active militaire s'accélérait jusqu'à ce qu'une de ses prises d'otages provoque une guerre de 33 jours en juillet-août 2006. Le dialogue national qui s'était engagé tant bien que mal a alors été interrompu et l'unité nationale qui s'était créée pendant, et par, la guerre ne s'est pas traduite sur la scène politique interne par un rassemblement consensuel autour de la Résistance, accusée au contraire d'avoir provoqué les hostilités. À cet égard, la guerre de l'été 2006 a révélé la fragilité de ce consensus apparent. Alors que les gouvernements précédents avaient, sous la tutelle syrienne, toujours soutenu la Résistance, le 14 Mars a montré son autonomie à l'égard de l'ancien patron syrien et s'est désolidarisé du Hezbollah (certains collaborant même avec Israël pendant le conflit³⁹), à l'instar de l'Arabie saoudite, de l'Égypte et de la Jordanie qui manifestaient ainsi plus globalement leur hostilité à l'égard de l'axe Téhéran-Damas. Ces derniers considérant cet « arc chiite » (qui inclut plus tard le gouvernement irakien de Nouri al-Maliki) et le « front du refus » dans lequel il s'inscrivait avec le Hamas (dont l'Égypte et la Jordanie en particulier craignaient le rapprochement avec l'axe chiite) comme une menace régionale et interne.

A contrario, Damas a logiquement manifesté son soutien au Hezbollah, par la voix de son ministre des Affaires étrangères, Walid Mouallem, qui avait annoncé que son pays était « prêt à répondre à une attaque si la guerre se régionalisait »⁴⁰, puis par la voix du président Bachar el-Assad, qui avait adressé ses compliments à la Résistance dans un discours enflammé dans lequel il avait aussi dénoncé la complicité avec Israël des États-Unis, des régimes arabes et du gouvernement Siniora. Plus paradoxalement, Damas

³⁷ LEROY Didier, « Les forces armées libanaises, symbole d'unité nationale et objet de tensions communautaires », in *Maghreb-Machreck*, n° 214, Hiver 2012, Éditions Eska, p. 34.

³⁸ AVON Dominique et KHATCHADOURIAN Anaïs-Trissa, *Le Hezbollah, de la doctrine à l'action : une histoire du « parti de Dieu »*, Paris, Éditions du Seuil, 2010, p. 89.

³⁹ DAHER Aurélie, « Le Hezbollah libanais et la résistance islamique au Liban : des stratégies complémentaires », *op. cit.*, p. 112.

⁴⁰ PICARD Elizabeth, « L'ombre portée des ambitions syriennes », in MERMIER Franck et PICARD Elizabeth (dir.), *Liban, une guerre de 33 jours*, Paris, La Découverte, 2007, p. 207.

avait aussi fait preuve d'une certaine retenue dans le conflit, affichant son soutien au « programme en sept points » du gouvernement Siniora, n'engageant pas ses troupes même lorsque les postes-frontières syro-libanais avaient été visés, et proposant des ouvertures diplomatiques à Washington au sujet, en particulier, du Golan occupé (les négociations étaient suspendues depuis l'échec de la rencontre Assad-Clinton, en mars 2000). Ostracisé par la communauté internationale, soupçonné par les enquêteurs internationaux mandatés par l'ONU d'une complicité des plus hauts dirigeants baathistes dans les attentats perpétrés au Liban, à commencer par celui qui a coûté la vie à Rafic Hariri, et menacé par d'éventuelles sanctions, le régime syrien avait fait le choix de ne pas s'impliquer au Liban et de sécuriser son territoire et son pouvoir. A l'issue de la guerre, Damas n'avait pas davantage saisi l'opportunité de la reconstruction, à laquelle elle n'a participé que très marginalement⁴¹, ce que le 14 Mars n'a d'ailleurs pas manqué de souligner par sa politique de mépris⁴².

La polarisation de la scène politique libanaise, qui s'est amorcée autour de la question syrienne en 2005, s'est donc déplacée autour de la question de la Résistance avec la guerre de 2006, et renforcée en prenant une dimension régionale. Dans ce contexte, la désolidarisation du 14 Mars à l'égard de la Résistance a été interprétée par le Hezbollah comme un effet de contamination par l'extérieur puisque cette trahison révélait, d'après lui, sa connivence avec les puissances américaine et israélienne, qui, n'ayant pas su vaincre la Résistance sur le terrain militaire, encourageraient le gouvernement libanais à la combattre sur la scène politique intérieure. Le Hezbollah voyait dans ce « cheval de Troie » que représentait l'État libanais la nouvelle sphère de confrontation avec les deux puissances, ce qui justifiait qu'il surinvestisse d'autant plus son espace politique domestique. Mais cette imbrication entre l'intérieur et l'extérieur dans le jeu politique endogène consacrait la fracture entre les deux courants – 8 et 14 Mars – qui ne se percevaient alors plus que comme les bras armés d'acteurs exogènes. C'est donc autour de ce paradoxe que s'est agencé le champ politique libanais de l'après-guerre de 2006 : tandis que s'intériorisait et se radicalisait le conflit politique balisé par la frontière résistante, l'ensemble des relations qui subsistait de part et d'autre de cette frontière tendait à extérioriser l'autre, en l'enserrant dans ses assignations étrangères et bientôt dans le clivage sunnite/chiite.

L'ambiguïté de la posture syrienne dans la guerre de 2006, couplée à l'envergure prise par le Hezbollah par la même occasion, a modifié le rapport de force entre les deux alliés qui ont alors engagé un véritable partenariat (avec l'égalité des forces que cela suppose) à l'échelle régionale : Damas dépendant au moins autant du glacis de protec-

⁴¹ Bachar el-Assad avait annoncé le parrainage de trois villages intégralement détruits au Sud-Liban, choisis pour leur valeur symbolique : celui de Cana, où un nouveau massacre avait été perpétré à l'été, Saddikin et Qouleila, qui font partie des localités figurant sur la « liste rouge » des sites touchés par les bombes à fragmentation qu'ont dressée les Nations unies.

⁴² Dans les campagnes de remerciements aux bailleurs de fonds étrangers, la Syrie et l'Iran ont été soigneusement écartés.

tion que lui procurait le Hezbollah que celui-ci dépendait du soutien logistique syrien. Pour autant, dans son espace domestique, le soutien affiché de Damas devenait encombrant pour le Hezbollah dans la mesure où, à l'issue de la guerre, il entendait dissocier ses propres enjeux et objectifs libanais de ceux de son allié. Alors que Damas voyait d'un mauvais œil la résolution 1701 qui mettait fin à la guerre, en ce qu'elle réclamait au gouvernement libanais de sécuriser ses frontières que l'armée syrienne continuait manifestement de traverser depuis son départ⁴³ d'une part, et en ce qu'elle élargissait les compétences de la Force intermédiaire des Nations unies au Liban (FINUL) – son extension à la frontière syrienne étant même envisagée – d'autre part, le Hezbollah, lui, avait fait le choix de s'y conformer⁴⁴, du moins en apparence, en se désinvestissant du front militaire et en surinvestissant le champ politique. Ce surinvestissement de l'espace politique qu'a opéré le Hezbollah dans l'après-2006 procède en effet aussi, pour partie, des dispositions exigées par la résolution 1701 : en donnant au gouvernement libanais la responsabilité de désarmer les groupes armés sur son territoire, l'application effective de la résolution dépend en grande partie de l'action (ou de l'inaction) de l'État libanais, de sorte que celui-ci devient objet de pressions, autant internes qu'externes. Dans cette perspective, le soutien syrien était d'autant moins indispensable au Hezbollah que le régime de Damas était conquis pour son implication supposée dans les attentats, au moment où le parti de Dieu semblait, lui, avoir atteint le zénith de sa popularité en autoproclamant la « victoire divine » de sa Résistance et en prolongeant ses effets dans la reconstruction qui s'ensuivait. C'est donc autour de ce dénominateur commun résistant, et d'un rassemblement transcommunautaire⁴⁵ qui doit donner à cette Résistance valeur nationale, que s'est fondée la stratégie politique du Hezbollah dans son espace domestique, après le départ syrien. Aussi, à partir de 2006, sa coalition s'est renforcée non plus autour du soutien à la Syrie, mais autour du soutien à la Résistance.

Lorsqu'il s'est formé à la faveur de la manifestation de « remerciement » au régime syrien, le camp du 8 Mars s'apparentait à une coalition regroupant le Hezbollah, Amal (qui a longtemps représenté le « courant syrien » de la résistance armée chiite), et

⁴³ L'armée syrienne conservait notamment la maîtrise de la contrebande de produits stratégiques comme le ciment, la drogue et le diesel subventionné en Syrie puis revendu au Liban avec un profit substantiel (PICARD Elizabeth, *Liban-Syrie, intimes étrangers, un siècle d'interactions sociopolitiques*, Paris, Sindbad Actes Sud, 2016).

⁴⁴ La résolution 1701 est adoptée à l'unanimité au Conseil des ministres (Hezbollah compris) le 11 août 2006 et, conformément à cet esprit, le Hezbollah abandonne ses positions militaires et les postes de surveillance et de contrôle qu'il avait récupérés lors du retrait israélien en mai 2000, tous repris par l'armée libanaise.

⁴⁵ À l'exception du PSNS et du Parti communiste libanais, qui figurent parmi les rares formations politiques au Liban à n'être pas confessionnelles, tous les partis politiques qu'elle regroupe sont « *marqués confessionnellement* » : ils sont tantôt chiites (Hezbollah, Amal, parti Baath alaouite), tantôt chrétiens (Courant patriotique libre, Marada, Tachnag et parti Solidarité), druzes (parti démocratique libanais) ou sunnites (nassériens). À la faveur d'une territorialisation des appartenances confessionnelles encore bien marquée, la coalition – et, à travers elle, le Hezbollah – bénéficie ainsi de points d'ancrage sur tout le territoire libanais.

plusieurs partis pro-syriens disposant d'un ancrage politique local, à l'instar du Parti social nationaliste syrien (PSNS)⁴⁶, du parti Baath libanais⁴⁷, de l'organisation populaire nassérienne, ou de formations résiduelles qui représentent le « courant syrien » de la résistance sunnite ralliée au Hezbollah⁴⁸ comme le Front d'action islamique du Cheikh Yakan (auquel Hassan Nasrallah rend d'ailleurs hommage à sa mort, en juin 2009). Mais avec la guerre de l'été 2006, la frontière syrienne étant remplacée par la frontière résistante, la coalition s'est inscrite dans le temps et s'est élargie, en formant ce qu'il serait plus juste de désigner comme une confédération résistante, dans la mesure où cette alliance garantissait la centralité du Hezbollah. Ce 8 Mars élargi ralliait donc au bloc de la Résistance et du Développement, dont toutes les formations ont soutenu politiquement et/ou militairement la Résistance pendant la guerre⁴⁹, le Bloc du changement et de la réforme⁵⁰, qui était essentiellement constitué par le Courant Patriotique Libre, le parti Marada, le Tachnag, le Parti démocratique libanais d'Arslan et plusieurs députés indépendants. Aussi, à l'exception des Marada, dont le *leader* entretient des relations personnelles avec le régime syrien⁵¹, les formations qui se sont intégrées ou arrimées à la coalition ont auparavant largement contesté la puissance syrienne, à l'instar du Courant patriotique libre ou encore du Parti communiste libanais.

S'il n'a pas rejoint officiellement le 8 Mars, le Parti communiste libanais s'est rallié à sa Résistance au prix d'une scission interne, opposant le courant « socialiste-dirigiste », mené par Khaled Hadadeh, au courant « social-démocrate », mené par Georges Hawi, qui avait participé à « l'*Intafada* de l'Indépendance »⁵². Lorsque ce dernier a été assassiné, semble-t-il par la Syrie, Hadadeh a pris la direction du Parti communiste libanais et l'a engagé dans les combats aux côtés de la résistance islamique pendant la guerre de

⁴⁶ Dans les années 2000, le PSNS est redevenu une force politique, à la faveur de son alliance avec le Hezbollah, qui lui a permis d'obtenir 2 sièges à l'Assemblée nationale.

⁴⁷ Le parti Baath arabe et socialiste, créé en 1956, est la branche libanaise du Baath syrien. Au Liban, il représente la minorité alaouite, qui est officiellement reconnue et est représentée par 2 sièges à l'Assemblée nationale. Si les différentes branches du Baath (au Liban, en Irak ou en Jordanie) ne sont pas unifiées dans leurs décisions, chacune privilégiant *a priori* l'État dans lequel elles évoluent, le Baath libanais suit encore une ligne politique dictée par les priorités du régime syrien, dont il défend, parfois avec violence, la position aujourd'hui.

⁴⁸ La coalition peut aussi compter sur un soutien symbolique des Ahabaches, qui ne le soutiennent pas militairement et s'opposent au recours à la violence armée (AVON Dominique, « Les Ahabaches. Un mouvement libanais sunnite contesté dans un monde globalisé », *Cahiers d'Études du Religieux – Recherches interdisciplinaires*, Centre Interdisciplinaire d'Étude du Religieux, 2008).

⁴⁹ Nabih Berri est amené à plusieurs reprises à revendiquer les positions du Hezbollah, voire à le représenter directement lors de négociations comme ce fut le cas lorsque Condoleezza Rice s'est rendue au Liban, le 24 juillet 2006, pour proposer un plan de négociations pour un cessez-le-feu, dont Nabih Berri a décliné les conditions.

⁵⁰ Le Bloc du changement et de la réforme représente 27 députés depuis les élections de juin 2009.

⁵¹ Soleimane Frangé jr., qui dirige les Marada, est lui-même un ami d'enfance de Bachar el-Assad.

⁵² C'est par cette expression que le Parti communiste libanais évoque ce que le Courant du Futur désigne quant à lui comme la « Révolution du Cèdre » (MROUE Karim et AMIN Samir, *Communistes dans le monde arabe*, Paris, Le Temps des Cerises, 2006, p. 19).

2006⁵³, avant de consacrer son ralliement en participant, en novembre 2006, à l'organisation d'une conférence de soutien à la Résistance. Comme le Parti communiste libanais, d'autres formations résiduelles se sont ralliées au 8 Mars après avoir combattu la puissance syrienne⁵⁴. Mais, il est une formation politique en particulier, le Courant patriotique libre, pour laquelle ce positionnement anti-syrien n'était pas seulement conjoncturel, mais structurel car constitutif de son identité politique primordiale. Lorsqu'il a été fondé, en 1996, par le général Aoun exilé en France, le Courant patriotique libre se revendiquait, en effet, comme un « mouvement de résistance contre l'occupation syrienne »⁵⁵. Auditionné par la sous-commission des relations internationales à la Chambre des Représentants américaine dans le cadre du projet de loi *Syria Accountability & Lebanese Sovereignty Restoration Act*, Aoun avait accusé le régime syrien d'être « un syndicat du crime organisé »⁵⁶ ; après l'assassinat de Rafic Hariri, il avait affirmé n'avoir « aucun doute quant à l'implication de la Syrie »⁵⁷. Ce n'est d'ailleurs que lorsque les troupes syriennes ont quitté le Liban que le général Aoun est rentré au pays et a été élu député du Kesrouan (Mont-Liban). Mais malgré son poids⁵⁸, son bloc parlementaire se retrouvait marginalisé sur la scène politique. Aussi, pour réaliser son ambition présidentielle, le général Aoun devait capter au-delà du seul électorat chrétien : l'électorat chiite, davantage mêlé aux populations chrétiennes que l'électorat sunnite, devenait alors séduisant. Progressivement, le Courant patriotique libre a donc noué contact avec le Hezbollah, qui cherchait, quant à lui, à élargir son influence au-delà de la seule communauté chiite pour donner à sa Résistance une dimension nationale. Après de longues tractations tenues secrètes, les deux partis ont signé, en février 2006, un *Document d'entente mutuelle* qui scellait leur alliance. Ainsi, le Courant patriotique libre s'est rallié au 8 Mars résistant, davantage qu'au 8 Mars pro-syrien. Pendant la guerre de l'été 2006, Michel Aoun avait d'ailleurs appelé, avec ferveur, ses militants à apporter un soutien effectif à la Résistance, qu'il avait alors érigée en garante de la souveraineté nationale.

C'est aussi dans cette perspective d'une Résistance garante de la souveraineté nationale, qu'il faut comprendre la démission des six ministres « 8 marsistes » en novembre

⁵³ Parmi les 2 500 combattants de la brigade *Saraya al-muqâwama al-Lubnanyya*, qui a joué un rôle décisif dans la bataille de Marjayoun en août 2006, on compte des membres du Parti communiste libanais.

⁵⁴ On peut citer le courant iranien issu de la *jamaa islamyyia* qui, représenté par le mouvement Tawhid, formé par Saïd Chaaban, a combattu la présence syrienne à Tripoli, avant que l'armée syrienne y écrase le mouvement, le désarme puis l'intègre à la résistance islamique.

⁵⁵ C'est en ces termes que le général Aoun aurait défini son parti dans son discours lors de son rassemblement le 18 février 1996, au Palais des Congrès à Paris. Ce rassemblement, à Paris, montre d'ailleurs l'inflexion des autorités françaises quant à la « réserve » politique qu'elles ont imposée au général Aoun.

⁵⁶ Cité par Jean-Pierre Perrin, *Libération*, 12 novembre 2003.

⁵⁷ <http://www.youtube.com/watch?v=p7Cof503i80>

⁵⁸ A l'issue des élections, le Courant patriotique libre fait partie d'un bloc de 21 députés, lui-même en disposant de 14. Face aux autres formations politiques chrétiennes, le Courant patriotique libre a recueilli 70 % des voix chrétiennes (exprimées).

2006. Arguant de leur victoire et « des sacrifices consentis pour la Nation », ils revendiquaient ainsi une meilleure représentation au sein du gouvernement et réclamaient une minorité de blocage pour se prémunir des menaces internes qui pourraient être opposées à la Résistance. Mais cette démission devait aussi permettre à l'opposition du 8 Mars de faire valoir ses conditions et, si possible, de torpiller la préparation du Tribunal Spécial pour le Liban, dont l'institution constituait pour eux l'abandon d'une partie de la souveraineté nationale au profit de la communauté internationale. Ce blocage institutionnel s'était doublé d'un blocage par la rue avec l'installation, en décembre 2006, d'un sit-in permanent sur la place Riad el-Solh, paralysant le centre-ville de Beyrouth pendant 538 jours consécutifs, mais cette contestation pacifique s'était rapidement accompagnée d'une radicalisation croissante des deux camps. Ainsi, lorsqu'en janvier 2007 le 14 Mars avait criminalisé la politique de reconstruction que le Hezbollah avait labellisée « résistante », l'accusant d'être un prétexte pour mailler le territoire libanais de « carrés sécuritaires » supposés faire une jonction physique « libano-syro-irako-iranienne » et parachever ainsi « la création de l'État persan au Liban »⁵⁹, cependant que le gouvernement signait, au même moment, un accord avec l'ONU pour l'institution du TSL. Le chef du Parlement, Nabih Berri, avait bloqué la ratification de cet accord et des partisans 8 marsistes avaient investi les rues de la capitale et s'étaient opposés, à coup de pierres et de bâton, à de jeunes partisans du Courant du Futur.

Ensuite, lorsqu'en mai 2008, le gouvernement Siniora avait décidé de suspendre le réseau de télécommunications autonome du Hezbollah et de démettre de ses fonctions le directeur de la sécurité de l'aéroport international de Beyrouth (suspecté de collusion avec le Hezbollah), le Hezbollah et ses alliés avaient investi, cette fois militairement, les rues de la capitale. Certes, le Hezbollah avait cherché, dans une certaine mesure, à intégrer le facteur communautaire dans son mode opératoire et à gérer le niveau d'intervention de ses milices (en leur donnant des consignes strictes de discipline, en associant les milices sunnites et laïques et, en définitive, l'armée libanaise dans la conduite de son opération) pour ne pas donner l'image d'une invasion chiite des quartiers sunnites et druzes. Cependant, l'opération militaire menée par le noyau dur de la confédération résistante a manifestement insuffisamment maîtrisé les effets de sa radicalisation. Les Sunnites en particulier, et dans une moindre mesure les Druzes, se sont sentis humiliés et cette frustration ne pouvait que nourrir le risque de leur remilitarisation. Pour résoudre la crise, la classe politique libanaise s'est réunie à Doha et y a signé un accord débouchant sur la formation d'un gouvernement d'union nationale et permettant l'élection, dans la foulée, de Michel Sleimane à la présidence de la République. Surtout, l'accord accédait aux principales revendications du 8 Mars : découpage électoral favorable pour les législatives de 2009, minorités de blocage au gouvernement et silence sur la question des armes du Hezbollah. À cet égard, l'accord de Doha a amorcé un renversement de la subordination entre le régime syrien et le Hezbollah : ce

⁵⁹ *L'Orient le Jour*, 4 janvier 2007.

dernier avait en effet pu exercer, seul, sa capacité de nuisance dans son espace domestique, tout en conservant son partenariat stratégique avec Damas dans le cadre de la *muqâwama*, à l'échelle régionale. Et depuis la contestation populaire du régime syrien en 2011, c'est l'engagement de la RIL en Syrie qui permet – en partie – à ce régime de se maintenir au pouvoir, ce qui consacre en quelque sorte ce renversement de subordination.

2 – L'engagement de la RIL en Syrie : modalités et effets au Liban

2.1 – Une « légitime défense »

Après avoir exprimé sa « *solidarité avec le peuple égyptien et le peuple tunisien* » en assimilant leur « *face-à-face entre oppresseurs et opprimés* » à « *la résistance menée par les Libanais pendant la guerre de 2006 et à celle des Palestiniens menée pendant la guerre de 2008* »⁶⁰, le Hezbollah s'est engagé dans la répression du soulèvement syrien aux côtés du régime de Bachar el-Assad. Cette intervention de la RIL en Syrie, qui aurait débuté en 2011, n'est reconnue par le parti qu'en mai 2013, lorsque ses combattants – dont le nombre varie selon les sources⁶¹ – se battent trois semaines durant à Qusayr, ville du nord-ouest syrien, limitrophe de la région libanaise (chiïte) de Baalbeck el-Hermel. Indéniablement, cet engagement de la RIL a servi le régime syrien, qui, en reprenant la région de Qusayr et de Homs, a pu ouvrir les routes liant Damas au nord-ouest, notamment littoral, du pays ; et fermer *a contrario* la voie de la Bekaa libanaise sunnite aux rebelles qui y avaient trouvé un havre de repli et un centre d'approvisionnement et d'armement. Mais pour légitimer son action au Liban, le Hezbollah n'a pas revendiqué défendre le régime syrien. Pour lui, la participation de la RIL aux combats en Syrie traduirait davantage une crainte de la chute de Bachar el-Assad et de son remplacement par un éventuel adversaire qu'une volonté farouche de défendre le régime syrien en tant que tel. Reprenant à son compte la rhétorique d'el-Assad, qui a agité dès le départ le spectre du chaos, le Hezbollah ne peut en effet tolérer l'arrivée au pouvoir ni d'une opposition syrienne incarnée par le conseil national syrien, qui déclarait en décembre 2011 qu' « *en cas de chute du régime d'Assad, le nouveau pouvoir reverra drastiquement ses relations avec l'Iran et le Hezbollah* »⁶², se prononçant au passage en faveur d'une paix avec Israël ; ni des rebelles islamistes qui ont désigné le parti de Dieu comme une cible. Ainsi, pour le Hezbollah, l'engagement de la RIL en Syrie correspond d'abord à ses propres intérêts et la projection de la Résistance en dehors du territoire national – à une énième réactualisation de celle-ci dont l'ennemi originel, lui, n'aurait pas changé,

⁶⁰ Discours d'Hassan Nasrallah, *al-Manar*, le 7 février 2011.

⁶¹ Joseph Daher rapporte une estimation entre 7 000 et 9 000 combattants (combattants d'élite, experts et réservistes) à des périodes données et en rotation dans et hors du pays, sur des déploiements de 30 jours, dans DAHER Joseph, « Les conséquences de l'intervention militaire du Hezbollah en Syrie sur la population libanaise chiïte et les rapports avec Israël », *Notes de la FRS*, septembre 2017, p. 5. ; Aurélie Daher rapporte, quant à elle, une estimation entre 3 000 et 4 000 hommes selon les autorités françaises, et entre 1 500 et 2 000 d'après le Hezbollah (DAHER Aurélie, « L'intervention de la résistance islamique en Syrie : causes, formes et répercussions en termes de mobilisation », in *Confluences Méditerranée*, n° 96, Hiver 2015-2016, pp. 129-143).

⁶² DAHER Aurélie, *Ibid.*

ainsi qu'en témoigne une banderole affichée par l'organisation dans son fief de la Bekaa au printemps 2014, sur laquelle on pouvait lire : « *Au Liban en 2006, à al-Qusayr en 2013, dans le Qalamun en 2014 – Israël toujours défaite* »⁶³.

Derrière l'engagement syrien de la résistance islamique, le Hezbollah a en effet d'emblée pointé son ennemi originel israélien, qu'il affirme toujours combattre. Ainsi, au départ surtout, Israël a été accusée de se tenir derrière l'agitation syrienne, et de chercher, à travers elle, à nuire à la résistance islamique en la privant d'un allié stratégique. Rompu à la rhétorique complotiste, le Hezbollah a ensuite élargi son interprétation en prétendant que l'Arabie saoudite et le Qatar appuyaient les islamistes pour le compte des États-Unis et d'Israël. Pourtant, initialement, les autorités israéliennes ont plutôt montré une certaine retenue dans le conflit syrien, et ça n'est qu'en 2013 qu'elles ont réagi face au déploiement croissant de combattants du Hezbollah (et de conseillers militaires iraniens) dont elles craignent un renforcement en armes, susceptible de remettre en cause le *statu quo* qui prévaut depuis 2006. En effet, depuis 2006, les capacités militaires du Hezbollah semblent s'être accrues puisque l'état-major israélien estimait le nombre de roquettes à sa disposition à 40 000 en 2008 et à 100 000 en 2014⁶⁴. Pour juguler l'arsenal du Hezbollah, l'aviation israélienne frappe alors les convois et les dépôts d'armes de la RIL en Syrie, d'abord en janvier 2013, puis en mai 2013 et encore en février 2014. D'après Jean-Loup Samaan, ces frappes israéliennes semblent alors servir une logique claire : « *la volonté, coûte que coûte, de maintenir le statu quo à la frontière israélo-libanaise en déconnectant cette zone du théâtre syrien* »⁶⁵.

Or, dès le début de l'année suivante, cette logique vole en éclats lorsque le 18 janvier 2015, un hélicoptère de l'armée israélienne lance quatre missiles sur un convoi du Hezbollah circulant dans la province syrienne de Quneitra, qui jouxte la frontière avec l'État hébreu. Cette attaque coûte la vie à douze combattants, parmi lesquels figurent le fils d'Imad Mughniyah (un des commandants historiques du Hezbollah tué à Damas en 2008) et un général de brigade iranien appartenant au corps des Gardiens de la Révolution. Quatre jours plus tard, *Al-Manar* publie deux lettres de condoléances adressées à Hassan Nasrallah et signées par Mohammed Al-Daif et Ismaël Haniyeh, dans lesquelles ces deux dirigeants du Hamas, qui apporte un soutien inconditionnel au soulèvement syrien et dénonce la présence militaire de la RIL en Syrie, affirment leur convergence stratégique avec le Hezbollah dans sa confrontation avec Israël⁶⁶. Étant donné l'ampleur du raid, les spéculations pleuvent pendant plusieurs jours quant à un possible

⁶³ *Ibid.*

⁶⁴ SAMAN Jean-Loup, « Israël-Hezbollah : la nouvelle équation stratégique », in *Politique étrangère*, 2:2015, pp. 113-123.

⁶⁵ *Ibid.*

⁶⁶ DOT-POUILLARD Nicolas et ALHAJ Wissam, « Pourquoi le Hamas et le Hezbollah restent quand même alliés », in *Orient XXI*, 9 mars 2015, <https://orientxxi.info/magazine/pourquoi-le-hamas-et-le-hezbollah-restent-quand-meme-allies,0831>, consulté le 8 janvier 2019.

embrasement de la région et l'armée israélienne renforce immédiatement son dispositif dans le nord du pays. Mais les représailles du Hezbollah, qui ne peut se permettre d'ouvrir un nouveau front avec des capacités réduites par son engagement syrien, se limitent finalement à un tir de missile sur des troupes israéliennes patrouillant dans le secteur des fermes de Chebaa, causant la mort de deux soldats et en blessant sept autres.

De même, les liens qu'Israël entretient avec certains groupes rebelles islamistes montrent que la déconnexion entre les théâtres syrien et libanais n'est plus la priorité face au renforcement du Hezbollah, en particulier sur le plateau syrien adjacent au territoire israélien, où il combat les rebelles syriens. Ces liens – attestés par la Force des Nations unies chargée d'observer le dégagement des forces israéliennes et syriennes sur le Golan (FNUOD) et corroborés par des combattants du Jabhat al-Nusra – permettent aux rebelles syriens de franchir la frontière pour bénéficier d'un soutien matériel et aller se faire soigner dans les hôpitaux israéliens, ce qui n'a bien sûr pas échappé au Hezbollah. Pour autant, si l'on s'en tient à l'ensemble des discours des cadres du Hezbollah de ces dernières années – et en particulier à ceux de son secrétaire général –, on ne peut que constater que ceux-ci ne consacrent qu'une place marginale à la menace israélienne. Les interventions d'Hassan Nasrallah sont essentiellement consacrées, il est vrai, à la guerre syrienne et au conflit qui oppose les combattants de la résistance islamique aux groupes extrémistes sunnites, en particulier Jabhat al-Nusra et l'État islamique, ce qui permet au Hezbollah d'introduire une nouvelle justification de son engagement en Syrie : celle de défendre le Liban.

Dès mars 2011, le secrétaire général du Hezbollah avait annoncé qu'il défendrait le Liban, « *forteresse de l'arabisme* » face aux « *terroristes* »⁶⁷, ralliant ainsi à sa cause plusieurs groupes armés qui combattent à ses côtés au nom de l'arabisme, à l'instar du PSNS et de la Garde nationale arabe (GNA). Cette dernière, dont les effectifs ont été évalués à 1 000 combattants permanents (auxquels s'ajoutaient des volontaires dont le nombre fluctuait en fonction de l'endroit ou de l'aptitude au combat), a en effet recruté, autour d'un Libanais issu de la Jeunesse nationaliste arabe, des jeunes (hommes et femmes) libanais, égyptiens, palestiniens, yéménites, et tunisiens, et revendiqué combattre pour la « *survie de la Nation arabe* »⁶⁸ – et non pour celle du régime baathiste, quoiqu'elle aurait été financée, armée et entraînée par l'armée syrienne. Au-delà de cette proximité logistique qu'elle a entretenue avec l'armée syrienne et le Hezbollah, elle rejoignait ce dernier du point de vue idéologique, notamment sur l'idée d'une Résistance défensive contre Israël, les États-Unis et les islamistes : c'est d'ailleurs à la suite de frappes israéliennes en Syrie que le groupe avait été créé, puis à la suite des menaces américaines d'intervenir en Syrie que le nombre de ses combattants avait consi-

⁶⁷ MEIER Daniel, « Réfugiés de Syrie et tensions sunnito-chiites. Le Liban entre défis et périls », *Maghreb Machrek*, n° 218, 2014, pp. 41-60, p. 52.

⁶⁸ HARBI Rana, « [Arab Nationalists Take up Arms in the Battle for Syria](#) », *Al-Akhbar English*, 5 mai 2014.

dérablement augmenté⁶⁹. Le PSNS, quant à lui, s'est investi aux côtés du Hezbollah mais au prix de fractures internes au sein de ses branches syrienne et libanaise, divisées entre une minorité solidaire de l'insurrection populaire qui participait aux manifestations, et une majorité de plus en plus nombreuse à mesure de la militarisation et de l'islamisation de l'insurrection syrienne, qui s'est jointe aux combats aux côtés de l'armée syrienne et du Hezbollah à Homs, Damas ou dans le Qalamoun⁷⁰. A cette mobilisation est venue s'ajouter une brigade constituée de jeunes, notamment chrétiens, de la Bekaa, désireux de se joindre à un camp d'entraînement ouvert vers Baalbeck dès 2012, avec pour objectif de faire face aux jihadistes. De l'aveu d'une source proche du mouvement chiite, cette jeunesse chrétienne représenterait des sortes de comités de protection populaire dans leurs villages. Il apparaîtrait donc qu'il y ait là, pour le mouvement, un nouveau moyen de contrôle territorial *via* la coordination militaire avec ces comités locaux, avec la justification sécuritaire de barrer la route à l'islamisme radical dans la Bekaa Nord et possiblement jusqu'à Tripoli, en passant par le Hermel et la région de Denniye, où l'État islamique prévoyait d'étendre son émirat, toujours selon la source proche du Hezbollah⁷¹. Enfin, il faut aussi relever la coordination que la RIL a entreprise avec l'armée libanaise sur les frontières de l'Est et à l'intérieur du pays. À ce titre, la fin de l'épopée du cheikh al-'Assir en juin 2013 a montré que des miliciens du Hezbollah avaient été associés pour partie aux opérations militaires contre la milice du cheikh, selon des témoins oculaires, mais aussi aux perquisitions et aux interrogatoires, qui auraient été caractérisés par l'usage régulier de la torture, causant la mort d'un homme. Outre l'illégalité de toutes ces mesures, qui ont valu des mises en examen et arrestations d'officiers de l'armée, il apparaît que le parti de Hassan Nasrallah a bénéficié d'un passe-droit significatif lui permettant d'effectuer sa propre enquête en marge (ou en parallèle) de celle de l'armée. Le contrôle de la scène salafiste radicale en serait un objectif. La collecte d'informations sur les partisans anti-Bachar et d'éventuelles cellules jihadistes au Liban ou d'autres bases arrière constituées de sympathisants en serait un autre. De fait, des représailles contre le Hezbollah n'ont pas tardé, en lien ou non avec les événements d'Abra, lorsque deux voitures piégées ont explosé dans divers secteurs de la banlieue sud les 9 juillet et 15 août 2013, faisant des dizaines de victimes et des centaines de blessés⁷². En lien avec cette affaire, l'attaque de novembre 2013 contre l'ambassade d'Iran, soutien principal du mouvement chiite, a été perpétrée par un militant du cheikh al-'Assir, Mouin Abou Daher. Désormais membres d'une cellule de l'État islamique, certains de ces militants « assiristes » ont tenté des opérations suicide au Liban, dont celle, ratée, du Costa Café de Hamra (Beyrouth Ouest) le 21

⁶⁹ AL-TAMIMI Aymenn Jawad, « [The Arab Nationalist Guard: A Pro-Assad Militia](#) », *Middle East Forum*, 31 décembre 2013.

⁷⁰ CHOUFI Fouad, « [The SSNP 'Hurricane' in the Syrian Conflict: Syria and South Lebanon Are the Same Battlefield](#) », *Al-Akhbar English*, 3 février 2014.

⁷¹ *Ibid.*

⁷² *Al-Monitor*, 26 août 2013.

janvier 2017. On peut aussi ajouter que d'autres attentats d'al-Qaïda ciblant le Hezbollah, notamment celui de Bir Hassan le 19 février 2014, qui a visé le centre culturel iranien et qui a été revendiqué par les brigades Abdallah Azzam, du nom du fondateur d'al-Qaïda en Afghanistan en 1989, et comportant un communiqué des plus explicites dans le lien fait avec le Hezbollah : « *Nous allons continuer à frapper les centres politiques, sécuritaires et militaires de l'Iran et son parti au Liban (c'est-à-dire le Hezbollah) jusqu'à la réalisation de deux objectifs : le départ de la Syrie de ce parti de l'Iran et la libération de nos prisonniers détenus dans les geôles libanaises* »⁷³. Force est de constater que ces attaques visant le parti ont permis de resserrer la collaboration avec les services de renseignement de l'armée libanaise.

Malgré cette collaboration et ces ralliements, il a fallu attendre la bataille de Qusayr, en mai-juin 2013, pour que le Hezbollah revendique pleinement son engagement militaire en Syrie. Qusayr (de même que Homs, Damas ou la région du Qalamoun) se trouvant suffisamment proche de la frontière⁷⁴, il pouvait alors avancer la défense du territoire libanais pour justifier sa participation. C'est d'ailleurs à partir de cette même Résistance défensive qu'il avait reconnu plus tôt la participation, à titre personnel et sans mandat du parti, de miliciens du Hezbollah originaires de Homs et de Qusayr⁷⁵. Et c'est aussi suivant ce même impératif défensif qu'il a en particulier mobilisé ses combattants de la Bekaa et s'est ensuite investi dans la région du Qalamoun, dont la proximité avec le village « occupé » d'Ersal justifie sa « neutralisation » pour protéger le territoire libanais et l'identité libanaise. Sa bataille de l'été 2017 sur les frontières est du pays contre le Fatah al-Cham, un groupe anciennement lié à al-Qaïda, et sa relative coordination avec l'armée libanaise lors des combats ont ensuite renforcé ce récit « patriotique » du Hezbollah.

Ces territoires frontaliers du Liban avec la Syrie étant en grande partie chiites et chrétiens, surtout dans la Bekaa, il a été enfin d'autant plus aisé pour le Hezbollah de justifier son engagement militaire comme une défense de ces minorités religieuses au Liban. Dans cette perspective, l'apparition de Daesh sur le terrain syrien à partir du printemps 2013, sa proclamation du Califat sur une grande partie du territoire syrien et irakien en juin 2014, la terreur que l'État islamique propage au sein des minorités chiites et chrétiennes, particulièrement traumatisées par le traitement de leur coreligionnaires en Syrie et en Irak, et à l'inverse l'émulation qu'il provoque chez certains Libanais sunnites, ont renforcé cet argument défensif avancé par le Hezbollah. Aussi a-t-il pu revendiquer avec d'autant plus de force que c'était pour « défendre l'identité chiite » qu'il participait en particulier aux combats dans la localité de Sbeineh, qui

⁷³ *Le Monde*, 19 février 2014.

⁷⁴ Située entre Hermel (Liban) et Homs (Syrie), la région de Qusayr est stratégique en ce qu'elle assure une continuité territoriale entre l'axe Damas-Homs et le littoral syrien.

⁷⁵ *L'Orient le Jour*, 17 octobre 2012.

abrite, près de Damas, le tombeau de Sayida Zaineb, fille d'Ali ; et pour « défendre l'identité chrétienne » qu'il délogeait Jabhat al-Nosra de Maaloula⁷⁶, quitte à en payer le prix. Le sacrifice que le Hezbollah dit consentir à cet effet vient d'ailleurs renforcer plus avant la légitimité de la posture défensive qu'il revendique. En réaction à l'engagement de la RIL en Syrie, des dizaines d'attaques revendiquées par l'État islamique – et parfois par des groupes affiliés à al-Qaïda – ont en effet ciblé les zones contrôlées par l'organisation chiite au Liban, sans émettre outre mesure ses adversaires politiques libanais, qui y voyaient un règlement de comptes. Mais lorsqu'un double-attentat a touché, le 12 novembre 2015, le quartier chiite de Bourj Al-Barajneh, dans la *dâhiyeh*, provoquant la mort d'une quarantaine de personnes et faisant plus de 200 blessés (ce qui en faisait alors l'attentat le plus meurtrier depuis la fin de la guerre civile libanaise), l'attaque, qui visait à attiser la haine intercommunautaire et à dénoncer l'engagement militaire de la RIL en Syrie, a paradoxalement provoqué – même si brièvement – un rassemblement national au-delà des clivages communautaires et politiques jusque chez les plus farouches adversaires du Hezbollah. Ainsi, dans le camp du 14 Mars, le leader sunnite, Saad Hariri, avait dénoncé l'attaque terroriste « *qui vise les nôtres* » et le leader chrétien des Forces libanaises, Samir Geagea, l'avait considérée comme « *une attaque contre tous les Libanais* »⁷⁷.

La légitime défense comme argument a également trouvé un terrain fertile avec la frontière de l'Est du Liban en permettant à la RIL d'entamer une re-légitimation « nationale » de son action. De fait, depuis 2011, la frontière syro-libanaise dans la région montagneuse de l'Anti-Liban jouxtant la région syrienne du Qalamoun était devenue une sorte de *no man's land* où le vide sécuritaire avait vu se développer une base arrière pour les insurgés, en lien avec la région de Ersal côté libanais ainsi que de nombreuses pistes d'approvisionnement en hommes et matériels, des routes de trafiquants déjà utilisées antérieurement, à l'époque de la tutelle syrienne pour la contrebande⁷⁸. À l'été 2014, le 2 août, près du village d'Ersal, où se trouvait un grand rassemblement de réfugiés syriens, dans un environnement favorable aux insurgés, apparaît soudainement un groupe de 700 jihadistes affiliés à la branche syrienne d'al-Qaïda, le Front al-Nusra (qui deviendra plus tard Hayat Tahrir al-Cham), accompagnés de miliciens de l'État islamique arrivant du Qalamoun. Ils déferlèrent sur la région en dévastant les positions de l'armée libanaise, prenant un grand nombre d'otages parmi l'armée et la police et faisant une vingtaine de victimes dans les rangs de l'armée⁷⁹. Les négociations avec le gouvernement libanais, via l'armée libanaise, aboutirent le 7 août au retrait des ji-

⁷⁶ Cette « défense de l'identité chrétienne » a été particulièrement revendiquée par le Hezbollah (et par Bachar el-Assad) à Maaloula. De nombreuses images et vidéos ont circulé, montrant des miliciens du Hezbollah saluant la Vierge ou allant sonner les cloches pour annoncer la « libération » de la ville.

⁷⁷ *L'Orient le Jour*, 13 novembre 2015.

⁷⁸ OBEID Michelle, 2010, « Searching for the 'Ideal Face of the State' in a Lebanese Border Town », *Journal of Royal Anthropological Institute*, n° 16, pp. 330-346.

⁷⁹ *The Daily Star*, 3 août 2014.

hadistes dans le jurd d'Ersal accompagnés de 39 otages mais après la libération de 3 d'entre eux. Les jihadistes demandaient la libération d'un militant d'al-Qaida détenu par les autorités libanaises mais aussi – du fait de leur isolement à Ersal puisque le Hezbollah avait réussi assez rapidement à couper les routes d'approvisionnement des salafistes jihadistes avec leurs bases arrière dans le Qalamoun – la garantie d'une route sûre entre Ersal et Raqqa, alors contrôlée par l'État islamique, pour 1 500 individus (combattants et familles)⁸⁰. Or, le refus de l'armée syrienne pour ce transfert conduisit à une sorte de *statu quo* faisant d'Ersal, pour les trois années suivantes, une zone instable soumise à la menace d'opérations des jihadistes. La pression exercée par les miliciens du Hezbollah dans l'Est (Qalamoun) et aux limites du jurd d'Ersal a conduit rapidement à déplacer l'axe de confrontation entre les jihadistes et les militants du Hezbollah. Ces derniers ont alors fait face à une offensive à l'automne dans le jurd du Qalamoun en direction de Brital et Baalbeck qui aurait été repoussée au prix de la vie d'une dizaine de miliciens du parti chiite au moins⁸¹. Dans les mois qui ont suivi, on a assisté à une collaboration au moins implicite entre le Hezbollah et l'armée libanaise pour prendre en tenaille les jihadistes dans les montagnes de Qalamoun et du jurd d'Ersal. Sur le terrain, les tentatives de négociations ont été conduites par l'armée tout au long des années suivantes alors que le Hezbollah lançait divers assauts, avec parfois le soutien de l'armée syrienne, lorsqu'il le faisait du côté syrien de la frontière⁸², en assurant une publicité médiatique à leurs opérations⁸³.

Le rapport de force entre les groupes salafistes jihadistes et le Hezbollah continua en 2015 avec un discours centré sur le thème de la libération des « terres libanaises » dans le jurd d'Ersal du secrétaire général Nasrallah le 16 mai⁸⁴ et annonçant l'intensification des opérations et une victoire prochaine à la frontière de l'Est. Toutefois, la pression militaire n'a pas suffi à éradiquer les militants jihadistes et ceux-ci au contraire réussirent à monter une opération (revendiquée par l'État islamique) avec une moto-cyclette piégée, immédiatement suivie d'un attentat suicide, qui ont ravagé Burj el-Barajneh le 12 novembre 2015 dans la banlieue sud de Beyrouth faisant à nouveau des dizaines de victimes chiites⁸⁵. En 2016 enfin, il faut noter un *statu quo* que les jihadistes du Front al-Nusra et de l'État Islamique ont tenté de modifier avec la série d'attentats suicide dans le village frontalier chrétien de al-Qaa le 27 juin. Une réponse non seule-

⁸⁰ *Al-Monitor*, 11 août 2014.

⁸¹ *L'Orient le Jour*, 7 octobre 2014.

⁸² *The Daily Star*, 8 octobre 2014.

⁸³ BLANFORD Nicholas, 2017, « [The Lebanese Armed Forces and the Hezbollah's Competing Summer Offensives against Sunni Militants](#) », *CTC Sentinel*, Vol. 10, n° 8, consulté le 30 décembre 2018.

⁸⁴ <https://english.alahednews.com.lb/29416/562> (consulté le 31 décembre 2018).

⁸⁵ *Al-Monitor*, 13 novembre 2015.

ment à l'encerclement des jihadistes mais aussi au démantèlement progressif de cellules jihadistes combattantes au Liban les mois précédents⁸⁶.

C'est durant l'été 2017 que la crise des jihadistes et de leurs otages restants – 16 ayant été libérés au début 2016 – a connu un épilogue suite à une action concertée de l'armée libanaise, de l'armée syrienne et du Hezbollah qui les enserraient. Cette opération a vu le jour dans un contexte politique relativement différent et apaisé lorsqu'on le compare avec l'année 2014, qui avait vu les jihadistes déferler sur la frontière de l'Est. En effet, non seulement en Syrie le pouvoir baathiste avait repris l'initiative dans plusieurs villes clés (Palmyre, Alep, Raqqa) mais l'entrée en scène de la Russie au côté du régime syrien avait permis à Bachar el-Assad de dire, dès février 2016, qu'il allait reconquérir tout le territoire syrien⁸⁷. Au Liban, l'élection de Michel Aoun à la présidentielle en octobre 2016 suivie par la formation d'un gouvernement sous la présidence de Saad Hariri – et donc avec l'accord de l'Arabie saoudite – permit de détendre l'atmosphère et d'envisager les élections législatives (initialement prévues en 2013) pour le printemps 2018. Dans cette nouvelle configuration, une coopération plus ouverte a pu être envisagée entre l'État et le Hezbollah au niveau politique avec des répercussions sur le terrain, notamment dans la mise en place d'un agenda commun entre l'armée libanaise et le Hezbollah relativement à la question du traitement de la menace des groupes jihadistes dans l'Est du Liban. L'armée reconnut alors l'action militaire du Hezbollah et put de la sorte mettre en valeur son nouveau matériel et démontrer l'efficacité de ses troupes et sa nouvelle puissance militaire, à destination de ses bailleurs de fonds (États-Unis, France, Grande-Bretagne, et plus récemment l'Arabie saoudite). Mais ce contexte ne permettait pourtant pas de rendre publique cette coopération entre l'armée nationale et le Hezbollah au risque de voir ces bailleurs – qui s'opposent tous au Hezbollah – lui retirer leur soutien.

C'est dans ce contexte précis qu'il faut analyser la stratégie du Hezbollah d'entreprendre la première phase de la confrontation de façon unilatérale avec les jihadistes de Hayat Tahrir al-Sham (HTS) au sud d'Ersal, qui eut pour résultat de repousser les jihadistes sur plusieurs kilomètres. Cette stratégie avait d'abord pour objectif de montrer l'efficacité de la résistance islamique dans la défense de la souveraineté libanaise. De la sorte, c'était adresser un appel du pied aux soutiens internationaux de l'armée libanaise pour leur rappeler qui est capable de faire quoi au Liban. Ainsi, troisième étape de la stratégie du parti chiite, le Hezbollah était ensuite capable d'être entendu cinq sur cinq au moment où Hassan Nasrallah déclarait qu'il mettait la résistance à la disposition de l'armée libanaise pour toute opération militaire future contre l'État islamique et HTS, lesquels occupaient encore un territoire d'environ 60 km² dans le jurd

⁸⁶ *Al-Monitor*, 28 juin 2016.

⁸⁷ *Le Point*, 12 février 2016.

d'Ersal et dans le Qalamoun, du côté syrien⁸⁸. Afin d'éviter tout problème avec ses bailleurs de fonds, l'armée déclara, une fois l'opération terminée, qu'il n'y avait pas eu de coordination avec le Hezbollah ni, du reste, avec l'armée syrienne, qui participa à la seconde phase de ce qui fut présenté comme l'opération « Aube du Jurd » (*fajr al-jurd*), le 20 août 2017. Au-delà de ce jeu de discrétion diplomatico-militaire, il apparaît improbable, selon plusieurs analystes, qu'il n'y ait pas eu de consultation et de coordination entre ces trois forces militaires au sujet du mouvement militaire d'encerclement et de prise en tenaille, *le même jour*. Symboliquement, la victoire en fut créditée à l'armée libanaise, qui, pour le coup, apparut beaucoup plus puissante, comme légitimée aux yeux de ses bailleurs de fonds, au point de générer dans la presse libanaise d'abondants commentaires⁸⁹ sur une possible obsolescence du Hezbollah, compte tenu de cette efficacité redoutable⁹⁰.

Le fond de la réflexion, au-delà de l'opposition idéologique classique entre les deux pôles du champ politique, a partie liée avec la question de la définition de l'État et avec le fait qu'une partie significative des acteurs politiques libanais se posent, avec régularité, la question de l'autonomie de l'État à l'égard du mouvement chiite, c'est-à-dire, en creux, les contours ou limites de la capacité d'action de l'État. De fait, sur le terrain, la réalité du rapport de force se révéla dès que les jihadistes furent acculés : le Hezbollah négocia leur reddition, la libération des otages, la reddition des corps de certains de ces otages ainsi que la libération des combattants du parti encore aux mains des jihadistes⁹¹. Les termes de l'arrangement incluaient le transport sûr des jihadistes par convoi sécurisé de bus pour eux et leurs familles jusqu'à Deir ez-Zor, une garantie que seul le Hezbollah était en mesure d'offrir en raison du nouveau rapport de pouvoir qui existait entre le parti chiite et le régime syrien. Cela montrait aussi le rôle clé de médiateur joué par le Hezbollah sur la scène libano-syrienne, dans un arrangement médian entre deux États qui savent tous deux ce qu'ils doivent au mouvement. Habilement du reste, dans un des discours qu'il fit après cette victoire militaire et lors des négociations avec l'État islamique et avec Damas, Hassan Nasrallah, le secrétaire général du mouvement, souligna l'importance de sécuriser et garantir un partenariat solide avec la Syrie afin d'éviter à l'avenir toute menace jihadiste dans les régions frontalières. Ce qui lui permit de saisir l'opportunité de ce succès militaire conjoint pour appeler à une normalisation des relations entre Beyrouth et Damas. A n'en pas douter, dans ce contexte précis, ce succès militaire apparut comme un succès diplomatique majeur

⁸⁸ *Al-Manar*, 4 août 2017.

⁸⁹ BLANFORD Nicholas, *op. cit.*

⁹⁰ *Al-Monitor*, 15 septembre 2017.

⁹¹ *L'Orient le Jour*, 14 septembre 2017.

dans le cheminement vers une normalisation du régime syrien⁹² à l'échelle régionale – ce que la suite semble avoir montré – avant qu'elle advienne à un niveau global, sans doute en 2019. Dernier acte de ce ballet diplomatique, la prise de parole du président de la République libanaise, Michel Aoun, allié politique du mouvement chiite depuis 2006, qui reconnaissait le rôle clé joué par le Hezbollah. Plus encore, dans son discours, Michel Aoun hissait le Hezbollah au rang de garant de la sécurité du Liban et d'élément d'une solution de paix globale dans la région. Et le Président de conclure sur l'aspect hautement positif de la collaboration entre l'État libanais et le Hezbollah aussi longtemps qu'existerait la menace israélienne⁹³.

Cet exemple de la menace jihadiste sert probablement moins pour la question jihadiste elle-même – qui, comme partout dans la région, a fonctionné comme un paravent des rapports de force réels ou comme écran de fumée d'enjeux autrement plus politiques – que comme révélateur d'un enjeu de pouvoir sur le territoire et son contrôle, autant que sur le politique, des deux côtés de la frontière. Avec la bataille sur le front de l'Est du Liban, le Hezbollah a ainsi fait la preuve qu'il est non seulement le garant et le défenseur des frontières libanaises, tant au Sud qu'à l'Est, qu'il est un acteur fiable et qui travaille et collabore avec l'armée libanaise pour les intérêts des Libanais (i.e. leur sécurité) mais aussi qu'il est devenu le garant du régime syrien et de sa sécurité sur ce flanc stratégique, donnant ainsi corps à un vieux principe inscrit dans les accords de Taëf et laissant entendre qu'en aucune manière le Liban ne pourra être une menace pour la Syrie⁹⁴. Ce rappel discret mais solide de ce principe de l'entente post-guerre civile permet au Hezbollah d'ancrer la nouvelle ère qui commence sur les bases anciennes du rapport libano-syrien de 1989 tout en adoptant le statut de garant, contrôleur et policier de cette relation. Une autre façon de percevoir le déplacement stratégique que la guerre en Syrie a causé : ce n'est désormais plus le Liban qui constitue une profondeur stratégique pour la Syrie mais bien l'espace syro-libanais qui constitue une profondeur stratégique pour le Hezbollah. En somme, l'action de la RIL dans la région frontalière de l'Est du Liban a permis au Hezbollah de se positionner comme défenseur de la souveraineté nationale dans un combat où non seulement la sécurité mais aussi la légitimité du parti étaient en jeu pour reconstruire son image, écornée par son engagement militaire aux côtés de Bachar el-Assad, d'acteur positif pour le Liban et les Libanais.

⁹² Par normalisation, on entend ici un retour au *statu quo ante* diplomatique, c'est-à-dire la levée du discours d'isolement du régime syrien, sa mise au ban des nations et la reconnaissance de la légitimité de ce régime.

⁹³ Interview du président libanais publié dans *Al-Monitor*, 21 septembre 2017.

⁹⁴ MAILA Joseph, « Document d'entente nationale. Un commentaire », *Les Cahiers de l'Orient*, n° 16–17, 1989, pp. 135–217.

2.2 – Le risque d'une démobilisation du camp résistant

Malgré cette légitimation défensive avancée par le Hezbollah pour justifier l'engagement militaire de la RIL en Syrie, reste que celui-ci est vivement critiqué sur la scène politique libanaise et de nombreux observateurs y voient le signe d'un déclin inexorable de l'organisation.

Du point de vue militaire, l'engagement en Syrie semble avoir renforcé les capacités de la RIL, qui, en plus de disposer d'une force de frappe croissante grâce à l'Iran⁹⁵ et d'une base de combattants élargie à la faveur d'un recrutement plus souple et de quelques ralliements, a pu bénéficier d'une expérience en termes de guérilla urbaine ou de coordination militaire avec d'autres acteurs parfois inédits (Russie), devenant ainsi un acteur régional à part entière. Mais cette aventure syrienne a aussi eu un prix. D'abord, le coût humain pour l'organisation est important puisqu'avec des pertes estimées à près de 2 000 combattants, c'est près de 10 % de pertes affichées, dont des hauts gradés. Ensuite, financièrement, la guerre a coûté cher, et alors que de nouvelles sanctions frappent son allié et principal bienfaiteur, l'Iran, le parti de Dieu peine à payer les hausses de salaires et de pensions exigées par des recrues et des familles de victimes de plus en plus nombreuses, et il a déjà dû réduire certains des services essentiels fournis à sa base populaire⁹⁶, ce qui pourrait avoir un impact sur sa mobilisation à long terme. Aussi, avec l'engagement de la RIL en Syrie, le Hezbollah n'est pas à l'abri d'une certaine démobilisation au sein de ses propres militants, et au-delà, au sein des sympathisants qu'il avait su rallier à sa cause, en particulier avec la libération du Liban-Sud en 2000 puis avec la guerre de l'été 2006.

En outre, en interne, plusieurs affaires de corruption et de compromission avec les services israéliens ont déstabilisé le Hezbollah et entaché sa réputation de parti « aux mains propres » ces dernières années⁹⁷. Ainsi, en 2012, le directeur des communications du mouvement, Hussein Fahs, avait pris la fuite pour Israël, emportant avec lui 5 millions de dollars ; en 2014, c'est l'ancien chef de la sécurité personnelle de Hassan Nasrallah, Mohammad Shawraba, qui a été arrêté pour avoir transmis des informations au Mossad. S'ils inquiètent l'organisation chiite, particulièrement sensible à faire valoir son dispositif sécuritaire et sa probité, ces scandales ne sont en fait pas tout à fait inédits et une véritable « chasse aux sorcières » s'était déjà engagée au sein de l'organisation après la guerre de l'été 2006. En interne toujours, mais du point de vue de « la base » cette fois, il est difficile de jauger l'impact de l'engagement de la RIL en Syrie sur la popularité du Hezbollah. Souvent, le sondage réalisé auprès de la communauté chiite

⁹⁵ L'armement du Hezbollah se serait ainsi non seulement accru en quantité, mais également diversifié, la RIL disposant désormais également de drones par exemple.

⁹⁶ *An-Nahar*, 23 août 2018.

⁹⁷ BLANFORD Nicholas, « As Hezbollah Grows, Corruption Takes Root », *Daily Star Lebanon*, 3 janvier 2015.

par l'ONG *Hayya Binâ* à l'été 2015⁹⁸, est avancé pour attester du soutien permanent de cette communauté au Hezbollah puisque 78,7 % des chiites interrogés y déclaraient soutenir cette intervention, 79,9 % estimant même qu'elle leur permettait de se sentir davantage en sécurité. Aussi, la légitimité défensive avancée par le Hezbollah semble fonctionner auprès de la communauté chiite qu'il prétend représenter. Pourtant, un examen plus attentif des questions/réponses de ce sondage nuance quelque peu ce soutien dans d'autres secteurs, en particulier dans le secteur social, que le Hezbollah avait pourtant particulièrement investi avec la reconstruction post-2006. D'abord, on peut noter que ce sondage a été réalisé par une ONG issue d'une initiative citoyenne lancée en 2005 par un « dissident chiite », Lokman Slim, qui l'a structurée pour œuvrer dans le secteur éducatif et produire des analyses politiques à travers son programme ShiaWatch, à la faveur de financements américains⁹⁹. La publication des résultats de cette enquête intervient à un moment où le Département d'État américain, se montrant soucieux d'un dégel avec l'Iran, avait suspendu ses subventions à l'ONG. Dans ce contexte, on peut s'interroger sur les éventuelles motivations politiques de cette ONG et *ipso facto* sur les résultats de son enquête. Ensuite, si l'on observe plus en détail ces résultats, cette enquête montre certes que la capacité militaire (y compris donc celle projetée en Syrie) du Hezbollah et ses stratégies politiques sont toujours soutenues par une majorité de chiites. Mais dans le secteur social, où l'ONG revendique une alternative au dispositif du Hezbollah, la performance de l'organisation chiite est en revanche remise en cause dans la mesure où une majorité des sondés déclare se considérer plus pauvre qu'avant. De même, la popularité de son dispositif médiatique apparaît amoindrie, en particulier chez les plus jeunes, qui déclaraient regarder *al-Jadeed*¹⁰⁰ plutôt qu'*al-Manâr*. Globalement donc, les résultats de cette enquête sont à prendre avec précaution, même s'ils permettent de confirmer une tendance générale favorable au parti de Dieu, que les élections législatives de mai 2018 ont entérinée. En effet, à l'issue du scrutin, le Hezbollah est sorti grand vainqueur en termes de mobilisation, puisqu'il est le premier parti en pourcentage de voix (avec 21,7 % des voix), suivi de près par son allié Amal : à eux deux ils représentent ainsi 37 % du corps électoral, la coalition du 8 Mars qu'ils mènent cumulant 62 % des suffrages exprimés, contre 35 % pour celle du 14 Mars¹⁰¹.

Enfin, en termes de mobilisation strictement politique, on peut s'interroger sur les effets de l'engagement de la RIL en Syrie sur la coalition du 8 Mars que le Hezbollah mène depuis 2006. Si l'on peut observer une certaine érosion de cette coalition, celle-

⁹⁸ Hayya Binâ, [15 Questions For The Lebanese Shia Community](#), juillet 2015.

⁹⁹ En 2011, une enquête du journal « 8 marsiste » *al-Akhbar* confirmait que l'USAID avait accordé ses financements contre l'assurance que ses bénéficiaires soient conformes à la vision politique des États-Unis, Rashad Abu Zaki, *al-Akhbar*, 3 juin 2011.

¹⁰⁰ *Al-Jadeed* est la seule chaîne de télévision au Liban à ne pas être affiliée à un parti ou à un homme politique.

¹⁰¹ *Libanews*, 9 mai 2018.

ci reste relative d'une part, et elle ne date pas de l'engagement de la RIL en Syrie d'autre part. D'abord, c'est essentiellement le parti communiste, dont le poids était marginal et dont le ralliement au 8 Mars n'a pas été formel, qui s'est éloigné du 8 Mars, et ce depuis les événements de mai 2008 : lorsque la RIL s'est déployée dans les rues de la capitale libanaise, le Hezbollah avait non seulement réactivé la frontière communautaire entre chiites et sunnites, ce qui était intolérable pour un parti laïc, mais il avait aussi « euphémisé » les contestations sociales que le parti communiste libanais organisait à ce moment-là, s'opposant même à certaines revendications sociales à travers son ministre du Travail, Mohammed Fneich, dans le gouvernement qui suivit l'Accord de Doha. À partir de là, le parti communiste libanais s'était donc éloigné du 8 Mars du moins dans le discours, puisque l'étrécissement des modes d'expression offerts par le champ politique libanais l'avait conduit à se rallier à la coalition pour les élections législatives de 2009¹⁰². Aujourd'hui, le parti communiste libanais ne s'oppose d'ailleurs pas tant au Hezbollah qu'à toute solution militaire au conflit syrien¹⁰³. L'impact de mai 2008 s'est aussi fait sentir au sein du Courant patriotique libre, dont le ralliement, cette fois formel, au 8 Mars, faisait du principal parti chrétien l'un des piliers stratégiques de l'alliance en ce sens qu'elle était non seulement représentative mais aussi constitutive de son caractère transcommunautaire, supposé donner une valeur nationale à la Résistance. Si les chrétiens n'ont pas été directement visés par le coup de force du Hezbollah en mai 2008, et si le QG du général Aoun avait même été protégé par ses miliciens, cet épisode avait fait resurgir le spectre de la guerre civile dont toutes les communautés avaient souffert. On peut noter aussi qu'à cette crainte d'une réactivation de la frontière communautaire dans la foulée des événements de mai 2008 s'est ajoutée la criminalisation de la politique de reconstruction post-2006 menée par le Hezbollah. Cette criminalisation, manifeste dans le discours du 14 Mars, avait en effet aussi concerné les régions chrétiennes dans lesquelles le projet de reconstruction du Hezbollah avait alors été assimilé à un projet d'expansion territoriale et de domination. Dans la banlieue de Beyrouth, à Haret Hreik, où la communauté chrétienne est numériquement importante, celle-ci ne s'était pas opposée au projet de reconstruction autoritaire mené par le Jihad el-Binaa et s'en était même accommodée puisqu'elle avait, comme la grande majorité des habitants du quartier, accordé à l'entreprise de reconstruction du Hezbollah le droit d'encaisser les indemnités pour la reconstruction des habitations. Au Sud-Liban non plus, la politique de compensation du Hezbollah n'avait pas exclu les Chrétiens puisque le Jihad el-Binaa avait travaillé avec les comités locaux

¹⁰² ABI-YAGHI Marie-Noëlle, « Et pourtant ils votent ! Entre contestation et participation : le vote de la gauche anti-système aux élections de juin 2009 », in CATUSSE Myriam, KARAM Karam et LAMLOUM Oifa (dir.), *Métamorphose des figures du leadership au Liban*, Beyrouth, Presses de l'Ifpo, 2011, pp. 81-104.

¹⁰³ [Entretien avec la secrétaire générale adjointe du Parti communiste libanais](#), Marie Nassif-Debs, réalisé par le magazine irlandais *Look left*, en août 2013.

du Courant patriotique libre pour dédommager les Chrétiens des villages du Sud¹⁰⁴. Pour autant, un sentiment d'abandon s'y était manifesté chez certains chrétiens, et à Hadeth, la protection des chrétiens face au projet d'expansion du Hezbollah avait même constitué le thème principal de la campagne pour les élections municipales de 2010 du candidat aouniste, Georges Aoun. Ainsi, s'il y a une certaine contestation chrétienne-aouniste du Hezbollah, celle-ci n'est pas tant liée à l'engagement de la RIL en Syrie qu'à la reconstruction autoritaire du Hezbollah après 2006 d'une part, et à la réactivation de la frontière communautaire d'après 2008 d'autre part. Quoiqu'on ne dispose pas d'études permettant d'évaluer réellement la réception du ralliement du Courant patriotique libre à la coalition pro-syrienne en 2006, au sein de son électorat supposé¹⁰⁵, on peut relever qu'un certain décrochage s'est manifesté après 2008 puisque les élections législatives de 2009 ont marqué un recul du Courant patriotique libre, qui a perdu 3 sièges par rapport à 2005. Quoiqu'il ait récupéré 5 sièges lors des dernières législatives (2018), cette progression correspond en fait à une surreprésentation du Courant patriotique libre (essentiellement liée à la carte électorale et à la densité électorale de chaque circonscription), et son décrochage en termes de voix chrétiennes s'est confirmé : ainsi, alors qu'il représentait 70 % des voix chrétiennes en 2005, il n'en représente plus que 37 % aujourd'hui, et est talonné de près par son principal rival chrétien, les Forces libanaises (30 %).

Au sommet du parti, en revanche, le Courant patriotique libre est apparu toujours aussi soudé au 8 Mars après 2006-2008, et même après l'engagement supposé de la RIL en Syrie dès 2011. Aussi, lorsque le Hezbollah s'est opposé à la reconduction du général Ashraf Rifi à la tête des Forces de Sécurité Intérieure, et à la formation d'un comité de supervision des élections législatives, il a été suivi par le Courant patriotique libre – et Amal –, dont les ministres ont démissionné, faisant chuter le gouvernement « 8 marsiste » de Najib Miqati, en mars 2013. Quoique cette démission n'ait pas offert de gain politique concret, le bloc « 8 marsiste » perdant sa majorité dans le gouvernement suivant formé par Tammam Salam¹⁰⁶, elle a témoigné de la solidarité du noyau dur politique de la confédération résistante. Loin d'être unilatérale, puisque le Hezbollah et

¹⁰⁴ D'après le responsable du Courant patriotique libre pour la reconstruction du Sud-Liban Maher Bassil, le comité régional du parti aurait indemnisé 1 500 familles dans 21 villages, en distribuant des sommes comprises entre 100 et 10 000 \$, venues en partie du Hezbollah, et d'autres mouvements. La collaboration Courant patriotique libre-Hezbollah était d'ailleurs affichée, les représentants du Courant patriotique libre se distinguant avec une casquette orange, ceux du Jihad el-Binaa avec leur casquette jaune.

¹⁰⁵ Beltram Dumontier est d'ailleurs assez vague lorsqu'il écrit que ce rapprochement aurait été « vécu par certains chrétiens comme une trahison du général à la cause anti-syrienne [et] plébiscité par une majorité d'entre eux » (DUMONTIER Beltram, « L'entente du Hezbollah avec le Courant patriotique libre », in MERVIN Sabrina (dir.), *Hezbollah, état des lieux*, Paris, Sindbad-Actes Sud, 2008, p. 113).

¹⁰⁶ Alors que dans le gouvernement Miqati (2011-2013), 17 ministres « 8 marsistes » (6 Courant patriotique libre, 2 Amal et 2 Hezbollah) étaient représentés, le gouvernement Salam (2014-) n'en compte plus que 8 (2 Courant patriotique libre, 2 Amal et 2 Hezbollah), soit autant que le bloc du « 14 Mars ».

Amal ont soutenu à leur tour les velléités présidentielles du général Aoun¹⁰⁷, cette solidarité a même consolidé le consensus tacite autour duquel le Hezbollah, Amal et le Courant patriotique libre se sont alliés en 2006, laissant aux chiites la « spécialité Libération » et aux chrétiens celle de « la souveraineté ». Ainsi, le noyau dur formé par Hezbollah-Amal-Courant patriotique libre subsiste et le Hezbollah peut encore compter sur le soutien politique – et très marginalement sur un soutien militaire non revendiqué¹⁰⁸ – de ces deux alliés qui n'ont de cesse de revendiquer l'engagement de la RIL en Syrie comme nécessaire à la préservation de la sécurité et de la souveraineté nationale. D'une certaine manière, la question syrienne semble même resserrer la coalition du 8 Mars, au sein de laquelle les désaccords se fondent davantage sur une question de politique intérieure opposant essentiellement le Courant patriotique libre et Amal. En effet, l'année 2018 en particulier a été marquée par la tentative du *leader* du Courant patriotique libre et président de la République de rééquilibrer les pouvoirs en faveur de l'exécutif, bénéficiant en cela d'un certain soutien de la part du Premier ministre Saad Hariri, avec lequel il avait renforcé sa relation depuis l'épisode de « la démission de Riyad », en novembre 2017. Le président Aoun s'est donc essentiellement heurté au président de la Chambre et *leader* d'Amal, Nabih Berri, dont le rôle est devenu d'autant plus prépondérant que le Hezbollah, occupé à l'extérieur du pays, lui a délégué tous les dossiers internes. Certes, en février 2018, le ministre des Affaires étrangères (et gendre de Michel Aoun), Gebran Bassil, avait adressé des critiques inédites au parti de Dieu que d'aucuns avaient considérées comme un signal de rupture entre les deux alliés. Mais, une fois encore, ces critiques et les quelques différends qui ont suivi tout au long de l'année 2018, se sont circonscrits à des questions d'ordre interne et ne semblent pas avoir entamé l'alliance stratégique entre les deux partis, qui réaffirment à l'envi leurs positions communes sur les questions stratégiques.

2.3 – Effets en termes d'hégémonie politique ?

L'engagement de la RIL en Syrie ne semble pas non plus avoir eu un effet négatif en termes d'hégémonie politique du Hezbollah et, par extension, de sa coalition politique. En effet, les élections législatives de mai 2018 ont abouti à un Parlement légèrement modifié en faveur du 8 Mars. Mais surtout, la capacité de nuisance que le Hezbollah exerce sur la scène politique libanaise depuis 2006, et *a fortiori* depuis la crise de 2008, à l'issue de laquelle il avait su tirer à son avantage la formation d'un gouvernement

¹⁰⁷ Le Hezbollah et Amal ont d'ailleurs engagé des négociations avec le Courant du Futur pour soutenir la candidature de Michel Aoun à la présidence de la République, face au *leader* des forces libanaises, Samir Geagea, son principal adversaire soutenu par le 14 Mars.

¹⁰⁸ D'après un porte-parole de l'Armée syrienne libre, 70 combattants appartenant au Courant patriotique libre auraient été entraînés dans la Bekaa par le Hezbollah avant d'être envoyés en Syrie, où ils auraient été affectés à la protection d'églises et de lieux de culte chrétiens dans les régions de Damas et du Qalamoun ; ce qu'un cadre du Courant patriotique libre, Antoine Nasrallah, a démenti dans *al-Manar*, le 17 décembre 2013.

d'union nationale et s'appuyer sur un jeu d'alliance stratégique avec le Courant patriotique libre pour opposer un droit de veto aux mesures gouvernementales et bloquer le processus législatif, n'a jamais cessé depuis. De la démission du gouvernement Miqati, en 2013, à l'élection en 2016, de Michel Aoun à la présidence de la République, au terme de plus de deux ans et demi de vacance présidentielle et de blocages du processus institutionnel : le Hezbollah et sa coalition continuent de maîtriser le jeu politique libanais.

Aujourd'hui encore, les calculs politiques du 8 Mars interfèrent largement dans le blocage concernant la formation d'un gouvernement. En effet, depuis la désignation de Saad Hariri pour la formation du gouvernement après les élections législatives de 2018, le parti chiite et le *leader* du courant aouniste se sont relayés pour réduire les ambitions ministérielles de leurs adversaires, en particulier les Forces libanaises, le Courant du Futur et le Parti socialiste progressiste. Ainsi, le Hezbollah et le Courant patriotique libre ont profité de l'effondrement du 14 Mars à l'issue du scrutin, et en particulier du Courant du Futur et du Parti socialiste progressiste, pour tenter de lamener l'influence de ces deux formations au sein du futur gouvernement. Quant aux Forces libanaises qui ont progressé, elles ont été la cible d'une offensive soutenue de la part de Gebran Bassil, qui a ainsi remis en cause l'accord de Meerab conclu entre les deux formations chrétiennes, en janvier 2016, pour permettre l'accession de Michel Aoun à la présidence de la République. Enfin, plus récemment, alors que la formation du gouvernement semblait imminente à la veille des fêtes de la fin d'année 2018, les six députés sunnites pro-8 Mars ont bloqué *in extremis* le processus. Ainsi, le 8 Mars semble toujours autant prompt à exercer sa capacité de nuisance dans le jeu politique libanais, ce qui ne manque d'ailleurs pas d'être dénoncé par ses adversaires, à l'instar de Walid Joumblatt, qui dénonçait encore, le 6 janvier dernier, la « *campagne programmée des porte-voix du régime syrien* »¹⁰⁹ pour entraver la formation d'un gouvernement libanais.

Cette hégémonie du Hezbollah – et en particulier son hégémonie sur les chiites libanais – contraste fortement avec l'affaiblissement substantiel du Courant du Futur et de son *leader*, Saad Hariri¹¹⁰. Pour autant si l'hégémonie politique du Hezbollah et du 8 Mars ne semble pas pâtir de la crise syrienne, son monopole résistant à lui, bel et bien, été remis en cause par une concurrence sunnite : formée dans le sillage des événements de mai 2008 lors desquels la communauté sunnite a essuyé une véritable humiliation, cette concurrence s'est manifestée dans le contexte de la guerre en Syrie au travers d'une lutte armée dédiée à contrer l'engagement de la RIL aux côtés du régime alaouite de Bachar el-Assad dans un pays majoritairement sunnite.

¹⁰⁹ *L'Orient le Jour*, 6 janvier 2019.

¹¹⁰ Le Courant du Futur ne dispose plus que de 21 sièges dans le nouveau Parlement — contre 33 dans la précédente législature.

Tout en dénonçant la responsabilité du 8 Mars en général, et du Hezbollah en particulier, dans le *spill-over* syrien et tout en souscrivant également à la politique de « dissociation », le 14 Mars n'a pas manqué d'investir, lui aussi, la crise syrienne. Il l'a fait d'abord en s'appropriant la paternité du soulèvement syrien à travers le slogan « le 14 Mars libanais et le 15 Mars syrien » et en l'inscrivant ainsi dans la continuité de la « Révolution du cèdre », alors brandie comme la pionnière des « Révolutions arabes ». Plus discrètement, le Courant du Futur, en particulier, a aussi joué un rôle proactif dans le soutien à la rébellion syrienne à travers le directeur des renseignements des Forces de Sécurité Intérieure, Wissam al-Hassan, dont le soutien logistique a été établi après son assassinat en octobre 2012¹¹¹ ; ou encore à travers le directeur du Haut Comité de Secours, Ibrahim Bachir, qui avouait, en mars 2014, avoir détourné 4 millions de dollars sur les fonds destinés à la reconstruction post-2006, puis à l'aide aux réfugiés syriens au Liban, pour financer certains hommes politiques au Akkar et à Tripoli, ainsi que des personnes liées au groupuscule islamiste de cheikh Assir. De plus en plus ostensiblement, le 14 Mars a investi aussi la résistance armée : « par le haut », à travers le député Okab Sakr, qui a revendiqué, non sans fierté, son rôle d'intermédiaire avec la rébellion syrienne¹¹² ; et « par le bas », à travers le mouvement formé et piloté par le cheikh Assir, qui a mobilisé certains militants du Courant du Futur¹¹³.

Le sunnisme politique au Liban a toujours été, jusqu'à l'orée des années 2000, de type laïc, l'instrumentalisation du religieux par les mouvements salafistes commençant réellement avec le maquis de Sir el-Denniyeh et avec les groupes islamistes palestiniens¹¹⁴. Le contexte de l'après-retrait israélien, qui a vu l'émergence d'un discours critique à l'égard des armes du Hezbollah, d'abord dans les milieux chrétiens opposés à la présence syrienne au Liban, va progressivement irradier dans les milieux sunnites défavorisés. La mobilisation sunnite va connaître une recrudescence avec l'assassinat de Rafic Hariri en 2005 et d'autres ténors politiques et sécuritaires sunnites les années suivantes (de Walid Eido à Wissam el-Hassan) au point de fournir, avec les événements de mai 2008, un récit victimaire dont le fautif au Liban serait le Hezbollah. La crise syrienne va venir alors amplifier ce récit, où la répression populaire en Syrie sera lue par ces milieux comme une attaque contre les sunnites par les forces « chiïtes ». L'un des thuriféraires de ce récit confessionnel est le cheikh al-Assir, qui va provoquer le Hezbollah, avec l'assentiment initial du Courant du Futur.

C'est en reprenant le mode d'action de la *muqâwama* et en jouant sur la réserve du Courant du Futur à s'y engager qu'Ahmad el-Assir a construit une résistance armée

¹¹¹ IGNATIUS David, « [Requiem for a Middle East Spymaster](#) », *The Washington Post*, 26 octobre 2012.

¹¹² [Al-Akhbar](#), 3 décembre 2012.

¹¹³ CAILLET Romain, « [Le phénomène Ahmad al-'Asîr: le nouveau visage du salafisme au Liban? \(2/2\)](#) », *Les Carnets de l'Ifpo*, 2012.

¹¹⁴ ROUGIER Bernard, *La Oumma en fragments. Contrôler le sunnisme au Liban*, Paris, Presses de Sciences Po, 2011.

sunnite concurrentielle, et accessoirement sa notoriété. Inconnu du grand public jusqu'à l'été 2011, le cheikh salafiste se fait connaître par ses prêches enflammés dans la mosquée d'Abra (banlieue de Saïda), dans lesquels il réactualise la frustration sunnite de 2008 et établit une continuité entre cette crise et la crise syrienne. D'abord localisé autour de Saïda et circonscrit aux prêches du vendredi, qui rassemblent de nombreux fidèles, son mouvement mobilise au-delà à mesure que se construit le « phénomène Assir » et qu'il s'étend dans l'espace public médiatique¹¹⁵ et physique (conférences de presse, *sit-in* et manifestations au centre-ville de Beyrouth).

Le cheikh al-'Assir attisa la discorde confessionnelle au Liban, en écho à la répression « des sunnites » en Syrie, transformant un processus d'affaiblissement structurel du sunnisme politique au Liban en menace contre la communauté sunnite¹¹⁶. Il répétait ainsi dans ses prêches du vendredi que : « *Nous n'accepterons par cette abjecte tutelle syro-iranienne (sur le Liban) ! Assez du mépris pour les sunnites. Assez du mépris pour leur sang, leur sécurité et l'honneur de leur femmes* »¹¹⁷. Cette stratégie confessionnelle gagna en audience, notamment lorsque le cheikh se présenta comme le défenseur d'Aïsha, la mère du Prophète, qu'un dignitaire du Hezbollah aurait insultée. De ce fait, il se parait des atours du défenseur de la communauté sunnite tout en profitant d'une large couverture médiatique. L'amalgame entre confession et politique fut atteint lorsque le cheikh critiqua, au diapason du credo du 14 Mars, la possession des armes par le mouvement chiite en tant que son moyen objectif de dominer le champ politique libanais. La collusion entre le régime syrien réprimant les sunnites et le Hezbollah – qui n'était pas encore officiellement en Syrie pour soutenir militairement le régime de Bachar el-Assad – était faite *a priori* en raison de la parenté confessionnelle entre chiïtes et alaouites. Cette alliance « naturelle » permettait donc au cheikh al-'Assir de désigner l'ennemi des sunnites libanais, le Hezbollah.

Entre 2012 et 2013, son discours de soutien à la rébellion syrienne se focalisa sur la Résistance du Hezbollah : réclamant son désarmement et accusant l'armée de complicité, il entretient l'humiliation sunnite en l'opposant à une hégémonie chiite installée dans, et tolérée par, l'État libanais. Lors d'une interview, il expliquait qu'il y avait eu une subversion du label de la résistance par le Hezbollah : « *Je m'adresse à tous ceux qui ont peur pour leur dire : vous pouvez vivre sans pain et sans électricité, mais vous ne pourrez pas vivre sans dignité. Le parti de la résistance nous a spolié cette dignité. Désormais, nous n'accepterons plus cela* »¹¹⁸. À partir de 2013, la radicalisation de son discours s'accompagna d'une militarisation de son mouvement. Lors d'un accrochage avec des partisans du

¹¹⁵ L'espace médiatique, et notamment Internet, a largement participé de l'émergence ou de la consécration de certains salafistes libanais en exil, qui ont construit leur *leadership* avec la crise syrienne.

¹¹⁶ Di PERI Rosita, MEIER Daniel (eds), *Lebanon Facing the Arab Uprisings. Constraints and Adaptation*, Palgrave, London, 2017.

¹¹⁷ CAILLET Romain, *op. cit.*

¹¹⁸ *L'Orient le Jour*, 29 juin 2012.

Hezbollah à Saida, deux militants du cheikh furent tués et deux jours plus tard, le cheikh avait rendu publics ces affrontements pour révéler « le vrai visage du Hezbollah », avec des affiches placardées en ville de Saida montrant les portraits des deux partisans tués et un drapeau du Hezbollah souillé de sang et au bas duquel on pouvait lire « Hassan Nasrallah a tué Ali Samhoun/Lubnan al-'Azzi à Saida ». Après ces accrochages, le cheikh Assir annonça la création des phalanges¹¹⁹ de la résistance libre (*al-kataëb al-muqâwama*¹²⁰ *al-hurra*) en avril 2013¹²¹, et appela au *jihād* au Liban et en Syrie, où il se rendit à Qusayr. Lorsque cette dernière fut reprise par l'armée syrienne appuyée par le Hezbollah, Assir accusa la milice chiite d'entreposer des armes à Saida et lui lança un ultimatum à l'issue duquel il déploya 300 hommes armés dans les rues de la ville¹²². Le déploiement de l'armée à Saida occasionna trois jours plus tard un important accrochage armé à un *check point* proche d'Abra, faisant 3 tués et 7 blessés dans les rangs de l'armée libanaise. Deux jours d'affrontements s'ensuivirent entre les salafistes, surtout dans le quartier d'Abra et notamment sa mosquée, avec le cheikh al-'Assir, et l'armée libanaise ainsi que des miliciens du Hezbollah qui avaient effectué depuis un certain temps tout un travail de renseignement sur le mouvement salafiste. Au milieu de la bataille, le cheikh twittait sur son compte en ligne un appel à ses partisans et aux habitants de Saida : « *Peuple de Saida, peuple du Liban, libéraux du monde arabe (sic), voilà que le fusil est actuellement dirigé contre nous, après Qussayr* »¹²³, en référence aux miliciens du Hezbollah déployés dans la bataille pour cette ville syrienne. Finalement, la bataille prit fin mardi 25 juin sur un bilan lourd pour l'armée, 18 morts, et 40 morts du côté de la milice du cheikh ainsi que 70 prisonniers et 123 mandats d'arrêts¹²⁴. Aucun chiffre définitif ne fut communiqué sur le nombre de tués ou de blessés dans les rangs du *leader* salafiste et aucune information n'a circulé au sujet des captifs et de leurs familles. La seule certitude était que le cheikh avait réussi à s'enfuir avec un de ses lieutenants¹²⁵.

En fuite, le cheikh Assir continue de mobiliser ses partisans *via* les réseaux sociaux et de bénéficier de soutiens directs (manifestations à Tripoli) et indirects, à travers le Courant du Futur, qui a fustigé la répression exercée par l'armée libanaise à l'encontre de sunnites (qui plus est dans une mosquée) et l'a accusée d'être alignée et soutenue par le Hezbollah. Mais, faute de *leadership*, le mouvement s'essouffle et se dilue en par-

¹¹⁹ Injustement traduit par « bataillon » ou « brigade » de la Résistance libre, le terme « kataëb » est intéressant en ce qu'il indique un mode opératoire particulier, celui du combat en bloc, qui diffère de celui adopté par le Hezbollah, qui fait combattre ses unités compartimentées, en essaim.

¹²⁰ Nous soulignons ici le terme « Résistance/*muqâwama* » pour insister sur la terminologie utilisée.

¹²¹ <https://www.youtube.com/watch?v=SSfCgdqz7yw>

¹²² *Al-Akhbar*, 20 avril 2013.

¹²³ *L'Orient le Jour*, 24 juin 2013.

¹²⁴ *L'Orient le Jour*, 24 juin 2013 ; *Al-Akhbar*, 24 juin 2013.

¹²⁵ *L'Orient le Jour* 25 juin 2013. Le cheikh al-'Assir sera finalement arrêté à l'aéroport de Beyrouth à l'été 2015 alors qu'il avait subi une chirurgie faciale et rasé sa barbe pour ne pas être reconnu.

tie au sein du Courant du Futur¹²⁶. Bien qu'il se soit finalement ré-institutionnalisé et marginalement radicalisé, le mouvement formé autour du cheikh Assir a cela d'intéressant qu'il témoigne d'une mobilisation sunnite construite, non plus seulement autour du *jihad*, mais aussi de la *muqâwama*. En d'autres termes, en plus d'achever l'emprise du Courant du Futur sur la communauté sunnite, il remet en cause la certification résistante ou, pour reprendre le concept formulé par Ahmad Beydoun, la « spécialité libération » jusqu'ici assimilée au Hezbollah, comme ce dernier avait remis en cause, en 2006, la « spécialité reconstruction » qui était assimilée à la communauté sunnite. En cela, la crise syrienne vient nuancer l'hégémonie du Hezbollah en matière de résistance armée, dont la certification est, une nouvelle fois, remise en cause, ainsi qu'en témoignent les appels récurrents à son désarmement.

Le cas du mouvement du cheikh al-'Assir est un exemple radical de mouvement auquel le Hezbollah a été confronté directement, contrairement aux attentats susmentionnés. Loin d'avoir fait preuve d'improvisation, le parti chiite a joué la prudence en adoptant un profil relativement bas compte tenu du climat de tension sunnito-chiite ayant un fondement strictement politique – l'opposition entre les courants du 8 et 14 Mars. Le fait qu'il ait pénétré la zone d'Abra, selon les dires de plusieurs témoins résidents de ce quartier de Saida¹²⁷, en investissant des appartements d'un bâtiment adjacent au camp retranché des miliciens du cheikh – qui aurait compté jusqu'à 500 hommes en armes au plus fort de la mobilisation – lui aurait permis de collecter des informations de façon à pouvoir intervenir le moment venu. Il semble en effet improbable que le parti chiite ait été pris au dépourvu par la montée en force armée de ce groupe salafiste qui remettait en cause son hégémonie militaire. Cela ne veut toutefois pas dire que le parti avait une stratégie bien précise mais plus probablement qu'il a adapté sa stratégie à l'évolution des acteurs salafistes qui, eux, apparaissaient nettement moins bien préparés à une confrontation armée, espérant peut-être que la troupe (Armée libanaise) opposerait moins de résistance et reculerait face à des pertes humaines. En outre, le soulèvement des groupes armés salafistes dans le camp palestinien d'Ain el-Héloué le premier jour des affrontements témoigne d'une volonté de faire diversion et, peut-être, à terme, de faire la jonction avec les partisans du cheikh¹²⁸. Mais c'était, là aussi, sans compter sur la riposte de l'armée. Il n'est d'ailleurs pas exclu qu'un mot d'ordre ait existé pour aller à la confrontation une fois les affrontements commencés l'après-midi du 23 juin. Une des preuves résiderait dans le refus du chef des renseignements militaires de considérer l'offre de médiation proposée par une délégation de religieux sunnites, dès la soirée du 23 juin.

¹²⁶ SALEM Paul, « Lebanese Army's Defeat of Salafists Buys Only Short Respite », *Carnegie Middle East Center*, Beyrouth-Washington, 27 juin 2013.

¹²⁷ *L'Orient le Jour*, 26 juin 2013.

¹²⁸ On apprendra plus tard que les fugitifs, dont le chanteur libano-palestinien Fadhel Chaker, avaient trouvé refuge dans ce même camp d'Ain el-Héloué après leur fuite (*Al-Monitor*, 27 mars 2015).

Il est donc indéniable qu'il y a eu, de la part du Hezbollah, une anticipation et une coordination avec l'armée libanaise, probablement à l'échelon des renseignements, mais il serait impropre de parler d'une stratégie planifiée visant à contrôler systématiquement le groupe salafiste, voire à le manipuler. Il est en revanche évident que le démantèlement de ce groupe de combattants allait dans le sens des intérêts syriens visant à couper l'herbe sous le pied à toute cinquième colonne anti-baathiste basée au Liban. Mais au-delà, il semble que le démantèlement du mouvement du cheikh al-'Assir était avant tout dans l'intérêt du monopole militaire du Hezbollah (hors armée libanaise). Sa démarche silencieuse mais efficace atteste de sa volonté de ne pas attiser les courants anti-syriens et/ou salafistes au Liban. Il semble que l'intérêt du parti ait été, dès cette époque, de pouvoir dissimuler son action derrière celle de l'armée, avec le risque de voir cette dernière apparaître moins légitime aux yeux d'une partie de la population – ce qui allait rester encore quelques années un problème saillant et un sujet de discorde entre Libanais, voire entre communautés.

2.4 – *Traitement de la question des réfugiés syriens*

La question des réfugiés syriens pour le Hezbollah nécessite d'être appréhendée à la fois dans le contexte de son émergence régionale, lors des « printemps arabes » mais aussi dans son contexte libanais, en raison de la bipolarité 8/14 Mars consécutive au retrait militaire syrien du Liban en 2005 et du gouvernement Miqati qui, en 2012-2013, a tenté de gérer la question au moyen d'une politique dite « de distanciation » en jouant la partition de la neutralité face à la descente aux enfers de la société syrienne. La gestion subséquente de la problématique des réfugiés au Liban par le Hezbollah se caractérise par une forme de discrétion, de tentative de contrôle et de politique visant à solutionner « le fardeau » qu'est devenue la présence d'un million et demi de réfugiés sur le territoire national aux yeux d'une bonne partie de la population.

La problématique des réfugiés syriens au Liban s'inscrit dans le cadre plus large de l'attitude du Hezbollah à l'égard des soulèvements arabes dans la région dès 2010. Sur ce point, Alagha rappelle que face aux soulèvements arabes, le parti s'est en quelque sorte adapté à son environnement dans une sorte d'*infitah* (ouverture)¹²⁹. On se souvient en effet des déclarations d'Hassan Nasrallah soutenant les soulèvements au Maghreb et se félicitant qu'un « *nouveau Moyen-Orient soit créé par ses propres populations* »¹³⁰. Son appui devint plus fort lorsqu'il fut question du soulèvement au Bahreïn au printemps 2011, lu selon le clivage confessionnel¹³¹ – ce qui reste largement problématique selon

¹²⁹ ALAGHA Joseph, « Hezbollah and the Arab Spring », *Contemporary Review of the Middle East*, Vol. 1, n° 2, 2014, pp. 189-206.

¹³⁰ *Ibid.*, p. 194.

¹³¹ On peut se référer aux discours du secrétaire général du parti des 19 mars et 7 avril 2011.

les spécialistes¹³² –, avec la dénonciation du régime inique (sunnite) et de la répression organisée par les monarchies du Golfe dans l'opération conjointe conduite en mars 2011 à Manama¹³³. Mais le Hezbollah fut rapidement sur la défensive lorsqu'il fallut se prononcer sur le soulèvement pacifique de la population syrienne dès mars 2011, ce que tous les commentateurs ne manquèrent pas de dénoncer comme un « double standard ». Le parti se trouvait là, en effet, face à une importante contradiction, celle d'appuyer un régime qui pratiquait sur sa population une répression que le parti dénonçait lorsqu'elle avait lieu ailleurs. Plus grave encore, le parti allait rapidement se trouver prisonnier de son alliance stratégique avec le régime syrien *via* l'Iran, et le parti, malgré ses appels à Bachar el-Assad à effectuer des réformes toute l'année 2011, adopta le vocabulaire du pouvoir baathiste en dénonçant les manifestants comme des agents étrangers participant d'une conspiration¹³⁴ avant de les labelliser comme « takfiris » (excommunicateurs) lorsqu'en 2012 des combattants se rassemblèrent sous l'égide du Front al-Nusra.

C'est dans cette optique de défense du régime syrien menacé par « les takfiristes et leurs soutiens internationaux » que le Hezbollah avoue sa participation militaire aux côtés du régime après des mois de dénégation. Présentant sa présence comme permettant de « libérer » Qusayr des insurgés syriens, le parti défend en même temps sa présence par rapport aux lieux saints chiites et aux minorités chiites face à la majorité sunnite. Tous les vocabulaires de l'époque de l'Armée du Liban Sud pour qualifier les insurgés de « traîtres » ou d'« ennemis » ressurgissent en même temps que les labellisations empruntées au régime syrien qualifiant les insurgés de « gangs armés » faisant du « terrorisme international » ou de « jihadistes affiliés avec al-Qaïda »¹³⁵. L'argumentaire du parti au sujet de son enrôlement aux côtés du régime syrien faisait la part belle à la sécurité du Liban (prévenir « la contagion » salafiste jihadiste au Liban mais aussi éviter que le pays ne tombe aux mains des « forces impérialistes »)¹³⁶. Pour le bloc politique opposé, le 14 Mars, cette prise de parti risquait de générer davantage de turbulences et de répercussions négatives sur le Liban. Plus encore, sur la stratégie même du mouvement chiite, le 14 Mars qualifia celle-ci de similaire à celle de l'armée israélienne, qui envahit des territoires au détriment de l'intégrité territoriale d'un État voisin souverain (ici la Syrie) afin de protéger ses arrières au détriment de sa mission première, qui est d'éviter toute menace israélienne au Sud¹³⁷.

¹³² MATTHIESEN Toby, *Sectarian Gulf: Bahrain, Saudi Arabia and the Arab Spring that Wasn't*, Stanford: Stanford University Press, 2013.

¹³³ [Le Monde](#), 14 mars 2011.

¹³⁴ Voir l'intéressant blog du *Monde diplomatique* datant des premiers temps du soulèvement, au printemps 2011 : <https://blog.mondediplo.net/2011-03-28-Revoltes-en-Syrie> (consulté le 1er janvier 2019).

¹³⁵ ALAGHA Joseph, *op. cit.*, p. 198.

¹³⁶ *L'Orient le Jour*, 1^{er} mai 2013.

¹³⁷ ALAGHA Joseph, *op. cit.*, p. 198.

L'arrivée aux affaires du gouvernement monocolore 8 Mars de Najib Miqati a vu l'adoption initiale d'une attitude des plus ambiguës à l'égard des réfugiés. Outre son silence sur leur sort, la politique initiale du gouvernement consista en l'usage de la force pour freiner l'arrivée de réfugiés, en expulsant certains, en emprisonnant d'autres et probablement en déportant certains de ceux recherchés par le gouvernement baathiste. Le premier label qui fut ainsi accolé aux réfugiés par ce gouvernement fut celui de « traîtres ». Cette posture idéologique, qui confina à un véritable gâchis en freinant tout contrôle sur les flux de réfugiés, se trouva confrontée en 2012 à un afflux grossissant. Ne pouvant plus nier le problème, une politique dite « de dissociation » fut mise sur pied avec les autres forces politiques lors d'une séance de Dialogue National en juin 2012. Toutefois, il devait apparaître que celle-ci servit moins de réel bouclier contre les effets du conflit syrien au Liban que de paravent pour masquer l'appui de certains partis du 8 Mars au régime de Bachar el-Assad alors que les forces du 14 Mars prenaient fait et cause pour les insurgés.

Le gouvernement Miqati chercha par tous les moyens à éviter la labellisation des réfugiés de Syrie en tant que tels, demandant expressément au CICR de les définir comme « personnes déplacées »¹³⁸ afin de ne pas donner prise aux Conventions internationales sur les réfugiés, les contraignant ainsi à la constitution de camps que les membres du gouvernement et le Hezbollah voyaient comme de potentiels espaces échappant au contrôle du pouvoir et facilitant leur transformation en camps d'entraînement pour l'ASL. Cette lecture repose sur une politique de la peur que le ministre des Affaires sociales Wael Bou Faour a entretenue avec des amalgames entre réfugiés et auteurs de troubles de toutes natures. L'afflux massif de réfugiés dès l'automne 2012 produisit un accroissement des déclarations venant de certaines élites chrétiennes, dont le président de la République, expliquant que le Liban atteignait les limites du supportable et que des mesures sévères devaient être prises à l'encontre des réfugiés qui perturbaient l'ordre public. La stigmatisation qui se développa, ajoutée à la précarité des conditions de séjour au Liban, conduisit certaines familles syriennes à retourner dans leur pays¹³⁹.

L'autre effet de l'accroissement du nombre de réfugiés fut le revirement complet de la position du gouvernement, passant de la négation du problème à son identification comme étant de première urgence. En effet, entre août et décembre 2012, le nombre de réfugiés officiellement enregistrés par le HCR passa de 36 000 à 150 000 environ. La poussée se fit encore plus forte durant la première moitié de 2013 puisque leur nombre officiel atteignit le demi-million en juin 2013. Un appel urgent aux donateurs eut lieu lors d'une conférence au Koweït en janvier 2013. Or, de l'aveu d'un fonctionnaire international proche du dossier, l'instance libanaise dévolue à la gestion de cette

¹³⁸ Entretien au CICR, Beyrouth, septembre 2012.

¹³⁹ *Magazine*, 5 avril 2013.

crise¹⁴⁰, le Haut comité de Secours (HCS), se serait décrédibilisée en raison de sa gestion douteuse de cette problématique. La levée de fonds serait alors devenue plus difficile en raison de la méfiance des organisations internationales à son égard. En tout état de cause, il en a résulté un découplage des tâches dévolues aux organismes d'aide, de sorte que c'est le HCR qui vient en aide aux réfugiés syriens alors que le HCS se cantonne à aider les seules familles libanaises¹⁴¹. Dans les conversations populaires, on évaluait le nombre réel des réfugiés syriens à 1,5 million en septembre 2013. S'il est évident que ces approximations permettent de dramatiser la situation, il est un fait que nombreux sont les réfugiés qui n'ont pas voulu s'enregistrer de peur d'être identifiés et refoulés en raison de l'appui au moins tacite du gouvernement Miqati au régime syrien.

A cette époque, la question des réfugiés soulevait pour le pouvoir en général un souci majeur qui était (et reste) celui de la durée du séjour au Liban, laquelle, au vu de l'évolution incertaine des combats, était appelée à s'allonger bien au-delà des pronostics initiaux¹⁴². Mais en 2013, le souci du gouvernement s'énonçait suivant le scénario de la perte de souveraineté sur la région du Nord-Liban : celle-ci semblait être clairement devenue un bastion ou une base arrière pour la rébellion syrienne, espace de transit pour des armes et de repos ou de refuge pour les blessés. Comme en réponse à l'engagement du Hezbollah aux côtés du régime syrien, de nombreux sunnites du Nord se sont enrôlés dans des brigades d'insurgés syriens. Ces prises de positions ont achevé de décrédibiliser le gouvernement et induit une montée de la tension, provoquant la démission du Premier ministre lorsqu'il est apparu trop artificiel de continuer à soutenir une politique de dissociation du conflit syrien qui n'en avait plus que le nom.

Au sein du Hezbollah et chez ses partisans, la progression de la lecture communautaire est devenue évidente, comme l'illustre un discours de Hassan Nasrallah, qui fait ouvertement référence à l'identité chiite¹⁴³. Si le problème des réfugiés fut analysé à travers le prisme sécuritaire (i.e. la présence de rebelles parmi eux), le vocabulaire pour les qualifier a évolué de « terroristes » à « takfiris », désignant ainsi clairement leur appartenance à l'Islam sunnite. Tout aussi révélatrices sont les représentations de plusieurs cadres ou militants du parti de Dieu qui voient se tramer un complot avec l'apparition d'un ennemi intérieur parmi les réfugiés syriens, alimentant la tension communautaire¹⁴⁴. Dans le même temps, le Hezbollah refusait de faire le lien entre son action en Syrie et l'effet déstabilisateur qu'il engendrait sur la scène intérieure libanaise, notam-

¹⁴⁰ Entretien effectué à Beyrouth en avril 2013.

¹⁴¹ Entretien avec un fonctionnaire international proche du dossier, Beyrouth, septembre 2012.

¹⁴² International Crisis Group, *A Precarious Balancing Act: Lebanon and the Syrian Conflict*, Middle East Report, n° 132, 2012.

¹⁴³ Discours du 2 août 2013, dont des extraits en anglais sont disponibles sur <http://english.alahednews.com.lb/essaydetails.php?eid=23911&cid=445#.UHTsXRYzUn4>

¹⁴⁴ International Crisis Group, *Too Close for Comfort: Syrians in Lebanon*, Middle East Report, n° 141, 2013.

ment auprès des réfugiés eux-mêmes, qui ne peuvent que nourrir des griefs à son égard.

C'est en 2017 qu'apparut, quelques mois avant l'épilogue militaire des groupes salafistes jihadistes dans le Jurd d'Ersal (*voir plus haut*), un nouveau scénario imaginé par le Hezbollah pour relocaliser les réfugiés syriens dans un *no man's land* du Qalamoun tenu par une milice locale affiliée à l'ASL, le *Saraya Ahl al-Cham*, au terme d'une négociation menée par le Hezbollah auprès de ce groupe armé. Déjà à cette époque, le scénario des *returnees* volontaires, préalablement approuvé par les autorités syriennes, se mettait en place avec l'octroi de nouveaux papiers d'identité – sorte de « faveur » puisque 70 % des papiers d'identité des réfugiés syriens sont périmés. Ce scénario, basé sur l'existence d'une sorte de *safe zone* où la milice anti-Bachar pourrait continuer à exercer son autorité, prenait appui et exemple sur l'arrangement international récemment mis au point à la réunion d'Astana (janvier 2017) et prévoyant l'institution de plusieurs *safe zones* hors du contrôle de l'État syrien et situées plutôt sur ses marges territoriales, avec lesquelles le pouvoir syrien devrait composer en tant qu'ils regroupent des forces d'opposition armées avec lesquelles une paix tacite était souhaitée (au moins par les trois États parrains du processus, la Russie, l'Iran et la Turquie). Il apparut ensuite que le *deal* espéré par le Hezbollah ne put se réaliser en raison d'un prérequis du parti chiite : la réconciliation entre cette milice locale et le régime syrien¹⁴⁵.

Comme en écho différé à ce scénario, c'est en juin 2018 qu'eurent lieu – dans un contexte toutefois encore plus favorable pour le régime syrien, remis en selle par la Russie et les victoires sur le terrain – les premiers retours de réfugiés syriens, sous l'œil critique du Haut Commissariat aux Réfugiés des Nations Unies (UNHCR). Vus du Liban, les enjeux sont importants et d'au moins deux ordres : d'une part alléger la pression sociale, qui a conduit à plusieurs reprises des communautés locales à s'en prendre physiquement aux réfugiés syriens et, de façon générale, à les traiter de façon de moins en moins acceptable ; et, d'autre part, aider ainsi le régime syrien à briser son isolement régional. Sur ce dernier point, le retour d'une diplomatie arabe en Syrie après la réouverture de l'ambassade des Émirats arabes unis à Damas semble augurer une participation des pays régionaux à la reconstruction du pays et pourrait lui donner une nouvelle place au sein des nations arabes en 2019. Plusieurs inconnues sont toutefois encore sur la table puisque, malgré l'accord général de toutes les forces politiques libanaises, Hezbollah inclus, pour favoriser ces retours, ce sont en dernier recours les réfugiés eux-mêmes qui doivent vouloir rentrer – faute de quoi le processus ne pourra aboutir. Un processus que l'UNHCR n'accompagne pas mais observe de façon à garantir ce qui peut l'être, c'est-à-dire la libre volonté des Syriens qui y participent, une clause que le gouvernement libanais entend garantir¹⁴⁶. Pourtant, une fois enclenchée, la mécanique a

¹⁴⁵ *Al-Monitor*, 22 mars 2017.

¹⁴⁶ *Al-Monitor*, 6 juin 2018.

déjà ses premiers grippages puisque le Courant du Futur entend se poser en garant de la sécurité et des normes internationales et désapprouve la coordination adoptée par l'État et les forces politiques du 8 Mars avec le régime syrien dans cette affaire. Il critique notamment le rôle prééminent que le Hezbollah semble jouer dans l'ouverture et la coordination des bureaux d'inscription au retour ouverts dans la Bekaa et la banlieue sud. Ce dernier s'en est justifié par le fait qu'il entend se prémunir contre tout laxisme gouvernemental en prenant les devants¹⁴⁷.

En somme, la question des réfugiés syriens, comme celle des réfugiés palestiniens en son temps, permet au mouvement chiite de servir ses intérêts stratégiques qui apparaissent totalement liés à ceux de Damas. Plus que de servir d'alibi au régime de Damas, le traitement proactif que le Hezbollah fait des réfugiés syriens et de leur retour en Syrie vise également à positionner le parti chiite comme acteur « responsable » face aux demandes sociales des Libanais, concernés par le fait que le million et demi de réfugiés pèse d'un poids problématique sur l'économie et les infrastructures libanaises, déjà largement dépassées par la croissance naturelle de la population, en raison de l'incurie des services publics, parent pauvre structurel de l'État confessionnel libanais.

¹⁴⁷ *Al-Monitor*, 25 juillet 2018. Fin juin, Nasrallah avait annoncé le rôle de *leader* que le parti entendait jouer dans cette opération de retour en Syrie. *Al-Nahar*, 29 juin 2018.

3 – Le Hezbollah sur la scène régionale et internationale

Cette troisième section entend poser la question de savoir comment l'appartenance du mouvement à l'Axe de la Résistance positionne le parti sur la scène régionale et si son affiliation iranienne le rend plus vulnérable ou plus fort face aux attaques saoudiennes et américaines.

3.1 – *Iran, Syrie, Israël/Palestine, Irak, Yémen : cercle d'influence, relations politiques en mouvement*

Afin de bien cerner les ressorts du mouvement à l'échelle régionale, il convient de revenir sur ses conditions d'émergence et ses liens politiques et idéologiques avec l'Iran. D'en évaluer ensuite les soubassements idéologiques et historico-politiques qui définissent une relation spéciale différente de celle que le parti chiite possède avec le voisin syrien. La question palestinienne est à ce titre éclairante dans la façon différenciée que Damas et le Hezbollah ont de la traiter, l'utiliser ou l'exploiter à des fins politiques avec le cas du Hamas. Enfin nous verrons le rôle joué par le parti chiite sur les théâtres d'opérations irakiens et yéménites afin d'en saisir les ressorts régionaux.

Le mouvement du Hezbollah a été créé par l'union de trois groupes politico-religieux chiites libanais en 1982. Le contexte local et régional de son apparition est à ce titre déterminant. La communauté chiite libanaise avait connu depuis la fin des années 1960 un processus de mobilisation autour de la figure du clerc Moussa al-Sadr, qui fonda un mouvement politique, le « Mouvement des Dëshérités », avant de former la milice d'Amal, qui allait supplanter le mouvement à la faveur de la guerre civile. La disparition de son fondateur en 1978 puis la révolution iranienne de 1979 provoquèrent une scission au sein d'Amal. Cette scission avait également à sa base une perception différenciée par rapport à la résistance palestinienne, Amal ayant développé un fort antagonisme à l'égard de l'OLP, qu'il accusait d'être responsable des dommages causés par Israël lors de ses répliques destructrices au Sud-Liban alors que le courant islamique d'Amal, alors composé de plusieurs futurs cadres du Hezbollah, dont Hassan Nasrallah lui-même¹⁴⁸, voyait l'importance symbolique de la question palestinienne et le rôle nodal de la résistance armée face à Israël. La mobilisation islamique gagna en intensité notamment grâce à l'organisation de comités de soutien à la révolution iranienne dans les mosquées et les husseiniyyeh et au rôle déterminant des activistes du parti al-

¹⁴⁸ DAHER Aurélie, « Hasan Nasrallah : éléments de biographie », in MERVIN Sabrina (dir.), *Le Hezbollah, état des lieux*, Paris, Sindbad-Actes Sud, 2008, pp. 251-271.

Da'wa, dont le guide spirituel, le Sayyid Mohammed Hussein Fadlallah, encouragea la lutte armée dès le moment où Israël envahit le Liban, en juin 1982¹⁴⁹.

La Révolution islamique en Iran avait permis de faire triompher un projet novateur qui se voulait révolutionnaire, celui d'une République islamique, emmené par une importante figure religieuse de l'islam chiite, l'ayatollah Khomeiny. Sa théorie politique de « la guidance du jurisconsulte » (*wilāyat al-faqīh*), soit le fait que le plus haut dignitaire religieux chiite puisse assumer des fonctions de « guide » religieux et politique, fit des émules, notamment parmi les chiites libanais par le truchement de clercs réputés. En 1982, ceux-ci demandèrent le soutien de l'Iran afin de contrer l'invasion israélienne. Après avoir renoncé à envoyer des troupes de son armée en raison de sa guerre avec l'Irak, l'Iran dépêcha au Liban un corps de 1 500 Gardiens de la révolution, les Pasdaran, afin d'y former les premiers bataillons de la résistance islamique au Liban¹⁵⁰. Outre les armes et un entraînement militaire, l'Iran procura aux militants chiites libanais un enseignement au chiisme politique.

Durant les années 1980 s'est posée la question de la rivalité entre le courant chiite libanais appuyé par l'Iran et celui d'Amal appuyé par la Syrie, comme vu plus haut (*partie I*). Or, la relation que le Hezbollah a entretenue avec l'Iran et continue d'entretenir avec les autorités politiques et religieuses chiites à Téhéran constitue un élément fort de la définition contemporaine du parti, sans que cela le définisse de bout en bout. C'est souvent sous l'angle du soutien militaire – de l'ordre de 100 millions de dollars annuel¹⁵¹ – qu'est appréciée cette relation, ce qui permet, dans un raccourci saisissant, d'en faire un simple vassal, voire un bras armé de l'Iran. Cette explication n'est pas satisfaisante pour plusieurs raisons : outre qu'une partie importante du budget du mouvement provient de sources et financements propres générés tant par la communauté chiite libanaise d'Afrique de l'Ouest que par celle vivant au Liban même, le parti est lié à l'Iran avant tout par un lien religieux. C'est l'empreinte du chiisme révolutionnaire, c'est-à-dire la pensée révolutionnaire de Khomeiny – lui-même inspiré par la pensée radicale de Sayyid Qutb. Manière d'arriver à la question de l'influence de l'Iran sur le Hezbollah : comme le rappelle Sabrina Mervin¹⁵², la compétence et l'influence du *marja'* (source d'imitation) qu'est le guide suprême en Iran, l'ayatollah Khamenei, successeur désigné de Khomeiny, se limitent aux orientations générales du Hezbollah. C'est-à-dire aux principes de politique générale et à une autorité sur les questions cruciales (qui sont les amis/ennemis et la nécessité du jihād), le Hezbollah disposant à son

¹⁴⁹ HARB Mona, *op. cit.*

¹⁵⁰ MERVIN Sabrina (dir.), *Le Hezbollah, état des lieux*, Paris, Sindbad-Actes Sud, 2008, p. 79.

¹⁵¹ NORTON Richard Augustus, *Hezbollah, A Short History*, Princeton & Oxford: Princeton University Press, 2007.

¹⁵² MERVIN Sabrina, *op. cit.*

tour d'un large espace de décision pour ce qui concerne son agenda propre, spécifiquement lié à la sphère libanaise.

Devenu hégémonique sur le terrain du Sud-Liban, notamment dans la lutte contre l'occupation de la « zone de sécurité » par les supplétifs d'Israël (Armée du Liban-Sud), le mouvement, qui avait pour objectif l'établissement d'un Etat islamique au Liban, connut un virage politico-idéologique à la fin de la décennie qui allait redéfinir ses liens, jusqu'à relativement lâches, voire délétères, avec la Syrie. La mort de Khomeiny en 1989 ainsi que le règlement pour la fin de la guerre civile libanaise, signé sous les auspices de la Syrie et de l'Arabie saoudite à Taëf la même année, amenèrent le parti à procéder à un *aggiornamento* de son programme. Sa survie dans le nouvel environnement post-conflit au Liban, fruit d'un accord entre l'Iran et la Syrie signé à Téhéran en décembre 1990, nécessitait la mise entre parenthèses du projet d'instauration d'un Etat islamique et la spécialisation du Hezbollah sur la question de la résistance en tant que mouvement politico-militaire dans le cadre constitutionnel initié par Taëf. Sous la houlette d'Abbas Moussaoui puis, après son assassinat par Israël en 1992, d'Hassan Nasrallah, le Hezbollah s'attela à cette « normalisation », également désignée par le terme de « libanisation »¹⁵³ afin de désigner son entrée dans le champ politique libanais (avec élection de représentants au Parlement) et son acceptation de la nature pluricommunautaire du politique au Liban. Ce processus s'accompagnait de la légitimation de sa lutte armée au Sud-Liban, qui fut encouragée par l'État sous le label d'une lutte contre l'occupation israélienne. Plus encore, cette entente irano-syrienne entendait servir l'intérêt de chaque pays, la Syrie se dotant ainsi d'un moyen de pression sur Israël et l'Iran renforçant son emprise sur la scène israélo-arabe. De fait, l'hégémonie de la lutte armée anti-israélienne ainsi confiée au Hezbollah ouvrait la porte à sa qualification de défenseur de la souveraineté nationale, avec tous les profits imaginables et toutes les pertes subséquentes (notamment du monopole de l'exercice de la force légitime) pour l'État libanais.

Les années 1990 ouvrent ainsi la voie à une collaboration sous contrainte mais aussi à une transformation de l'espace stratégique pour le Hezbollah, qui, dans sa lutte contre Israël, peut recourir au territoire syrien comme base arrière de son approvisionnement en armes (venant d'Iran notamment). Cette nouvelle donne et la victoire de mai 2000 lors du retrait unilatéral d'Israël du Sud Liban tendent à valoriser l'axe stratégique développé depuis le milieu des années 1980 entre l'Iran et la Syrie¹⁵⁴. Au tournant du millénaire, le parti d'Hassan Nasrallah s'était doté de technologies avancées qui lui permirent de lancer son premier drone¹⁵⁵. Mais dans sa confrontation avec Israël, le

¹⁵³ ALAGHA Joseph, *The Shifts in Hizbullah's Ideology*, Leiden, Amsterdam University Press, 2006.

¹⁵⁴ GOODARZI Jubin, *Syria and Iran. Diplomatic Alliance and Power Politics in the Middle East*, London, I.B.Tauris, 2009.

¹⁵⁵ ABU KHALIL Asaad, « Lebanon One year after the Israeli Withdrawal », *Middle East Report Online*, 29 mai 2001.

Hezbollah pouvait désormais capitaliser sur une aura indéniable de mouvement de résistance auprès des combattants palestiniens. Un mouvement qui allait prendre progressivement, et à la faveur de la confrontation de 2006, la forme d'une alliance objective entre l'Iran, la Syrie, le Hezbollah et le Hamas, deux États et deux groupes armés non étatiques¹⁵⁶.

La relation du Hezbollah avec le groupe islamiste (sunnite) du Hamas permet d'évaluer l'impact et l'extension géopolitique (à l'échelle régionale) du mouvement chiite mais aussi de jauger à nouveau la prééminence de la relation qu'il entretient avec Téhéran plutôt qu'avec Damas lorsqu'il s'agit de définir une politique étrangère régionale. Le lien existant entre les deux groupes – par-delà leur différence doctrinale qui ne peut à elle seule ni expliquer leur politique ni prédéfinir le type de relations qu'ils pourraient développer – est d'abord celui de la résistance armée contre « l'occupant israélien » au Liban pour le Hezbollah en 1982 puis surtout au Sud Liban entre 1985 et 2000, et en Palestine pour le Hamas, un mouvement qui est né au début de la première intifada en 1987. Chacun des deux mouvements est avant tout un mouvement de lutte armée et va se profiler comme un acteur politique incontournable à l'échelle nationale, en partie en raison du maintien de leur autonomie militaire mais surtout en raison de leur pénétration dans la société comme discours et vision alternative (à l'Autorité palestinienne vs aux partis du 14 Mars). Chacun des deux mouvements a dû adapter à la réalité environnante son concept de résistance, le Hezbollah l'étendant à la défense d'un régime allié contre la menace jihadiste et le Hamas le découplant en tactique de résistance (reconnaissant les frontières de 1967) et stratégie de résistance (libération de toute la Palestine) depuis qu'il assume des fonctions de gouvernement à Gaza (2007)¹⁵⁷.

Depuis son installation à Damas en 1999, le bureau politique du Hamas ? et donc l'aile globale, la plus politique du mouvement, dirigée par Khaled Mechaal, s'est mis sous la protection du régime baathiste syrien, *leader* des États du front du refus et parangon de la résistance à l'impérialisme américain au Moyen-Orient. Ce faisant, les rencontres et un partenariat stratégique avec le Hezbollah ont pu se développer avec le Hamas et permettre un transfert de compétence du premier vers le second. Il y a ainsi eu des entraînements militaires autant que des conseils politiques dispensés par le Hezbollah ainsi que du soutien symbolique *via* le réseau médiatique du parti chiite à l'égard de la cause palestinienne vue sous l'angle du Hamas¹⁵⁸. On peut rappeler ici que la cause palestinienne a été au fondement de l'idéologie de résistance du Hezbollah, conçue comme un des piliers de la lutte anti-israélienne¹⁵⁹. Et avec les années, la cause palesti-

¹⁵⁶ International Crisis Group (ICG), *Drums of War: Israel and the Axis of Resistance*, Middle East Report 97, Brussels, 2010. (consulté le 2 janvier 2019).

¹⁵⁷ KOSS Maren, *Flexible Resistance: How Hezbollah and Hamas are Mending Ties*, Beyrouth, Carnegie Endowment for International Peace, 2018. (consulté le 3 janvier 2019).

¹⁵⁸ *Ibid.*

¹⁵⁹ SAAD-GHORAYEB Amal, *Hizbullah: Politics and Religion*, London: Pluto Press, 2002.

nienne a été accaparée par le mouvement chiite sur le terrain libanais notamment lorsqu'il s'est profilé comme un pôle nodal de l'organisation des commémorations des massacres de Sabra et Chatila, dès le début des années 2000 ou lorsque le parti s'est fait le convoyeur et l'organisateur d'une grande marche de protestation le 15 mai 2011 à la frontière du Sud Liban, en organisant du reste sur place un grand dialogue télévisé, sous la houlette de la chaîne hezbollahie *al-Manar*, avec Khaled Mechaal à Damas, où le pouvoir syrien organisait une marche similaire à la frontière syrienne du Golan occupé. Pour le Hezbollah, la cause palestinienne a été un ressort de son capital symbolique, y puisant la légitimité de son action anti-israélienne – on pense ici en particulier aux kidnappings et échanges de prisonniers que le parti a enclenchés dès la fin des années 1990 afin d'obtenir la libération de militants du parti ou/et la restitution de corps, notamment ceux de combattants palestiniens ou pro-palestiniens¹⁶⁰.

Le Hezbollah a aussi eu un ascendant sur le groupe islamiste palestinien en raison de ses liens avec l'Iran, facilitant ainsi un rapprochement stratégique qui, pour le Hamas, s'est avéré être particulièrement utile au moment du blocus de Gaza dès 2007. L'Iran a ainsi soutenu le mouvement palestinien jusqu'à hauteur de 150 millions de dollars par année¹⁶¹, devenant *ipso facto* un des membres de ce qui a été appelé « l'axe de la résistance », anti-israélien mais aussi anti-occidental, et critique des relations amicales que certains régimes entretiennent avec les États-Unis. Or, la guerre en Syrie et la répression que le régime lança et qui affecta aussi les réfugiés palestiniens en Syrie, quoiqu'initialement dans une moindre mesure, conduisirent à une progressive rupture du Hamas, qui, dès 2012, adressa de vives critiques au régime baathiste avant de quitter la capitale syrienne pour s'installer à Doha (Qatar) en compagnie d'autres groupes anti-syriens. Cette rupture s'observa à divers niveaux, d'abord celui du financement iranien, celui de la couverture politique de l'axe de la résistance ensuite et au niveau de son alliance avec le Hezbollah aussi, visible au Liban avec un refroidissement patent entre les deux mouvements islamistes. Parmi les raisons de la rupture, l'ascendant régional pris par les Frères Musulmans qui arrivèrent au pouvoir en Égypte, sorte de parent idéologique originel du Hamas, et les perspectives de voir d'autres mouvements similaires ailleurs dans la région (on pense à l'arrivée au pouvoir d'Ennadhâ en Tunisie mais aussi au poids des Frères Musulmans en Syrie) prendre l'ascendant sur les régimes autoritaires en déliquescence conduisit le Hamas à considérer opportun de rompre avec l'axe de la résistance au profit de l'axe frériste. Le calcul du Hamas tablait ainsi sur l'espoir que la croissante légitimité internationale que ces régimes allaient recevoir rejallirait sur le Hamas et serait *in fine* profitable politiquement et économiquement à Gaza.

¹⁶⁰ MEIER Daniel, 2016, *op. cit.*

¹⁶¹ SEURAT Leïla, *Le Hamas et le monde (2006-2015) : la politique étrangère du mouvement islamiste palestinien*, Paris, CNRS Editions, 2015.

Si des accusations de trahison fusèrent entre les deux mouvements, le Hamas et le Hezbollah continuèrent à entretenir des relations *a minima*, notamment au Liban, là où les relations avec le régime syrien étaient rompues. La médiation entreprise par le Hezbollah pour ramener le Hamas dans le giron de l'axe de la résistance après la chute du président Morsi en Égypte à l'été 2013 n'a pas aboutie. La série noire continua pour le mouvement islamiste au Liban avec l'implication d'individus dans des attaques anti-chiites, notamment l'attentat qui frappa la banlieue de Roueiss à Beyrouth le 15 août 2013 et les tirs de roquettes contre la banlieue sud de Beyrouth le 26 mai 2013. Malgré cela, ou en raison de cela peut-être, le Hezbollah soutint que ses liens avec le parti islamiste étaient « bons » alors que de son côté, l'antenne locale du Hamas fit savoir qu'elle ne couvrirait en aucune façon des individus impliqués dans ces attaques si cela était avéré, ce qui fut par la suite confirmé, notamment le rôle joué par le camp palestinien de Burj el-Barajneh dans la préparation des voitures suicides ou piégées¹⁶². En outre, la coopération militaire n'a pas cessé entre les deux mouvements, comme le rappelait un commentateur en 2014, les brigades Ezzedine al-Qassem étant apparues de façon très favorable et visible sur la chaîne hezbollahie *Al-Manar* durant le conflit qui ravagea la bande de Gaza à l'été 2014. Ainsi le Hezbollah a effectué un découplage entre l'aile politique incarnée par Mechaal et l'aile militaire liée à Jabari, fondateur de Ezzedine al-Qassem, et ses successeurs après son assassinat en 2012¹⁶³. Dans le contexte de 2014, le bureau politique du Hamas s'est donc rattaché à cette collaboration pour renouer avec le Hezbollah. Enfin, du côté du Hezbollah, il convient de noter que le parti n'a jamais fermé les bureaux du Hamas, situés dans la banlieue sud, ni stoppé son soutien financier à la chaîne de télévision du mouvement *Al-Quds TV*, qui émet depuis la Dahyie. Un rapprochement était déjà en discussion durant l'été 2014 entre les deux mouvements islamistes, peu avant la troisième guerre à Gaza. Il signale aussi le fait que la relation entre les deux mouvements est beaucoup plus ancienne au Liban et notamment enracinée dans le secours que le Hezbollah porta en 1993 aux *leaders* du Hamas expulsés d'Israël par le Sud Liban, à Marj el-Zouhour. Dès cette époque, ils ont développé, au-delà des différences doctrinales, une coopération militaire et ont ainsi créé une culture commune qui semble être plus forte que les divisions. Notamment depuis que la guerre en Syrie semble prendre un chemin défavorable pour ceux qui espéraient se débarrasser du régime baathiste au profit d'un régime dirigé par les Frères Musulmans. Ce rapprochement s'officialisa à l'automne 2017 avec la visite, le 19 octobre, d'une délégation du Hamas à Téhéran qui devait sceller le retour de la brebis galeuse au sein du troupeau de l'axe de la résistance¹⁶⁴. Il faut ajouter que ces retrouvailles, et notamment la restauration des liens entre l'aile militaire du Hamas et l'Iran en août 2017, ont eu lieu à la faveur de plusieurs changements au sein du parti en 2017 – Khaled Mechaal ayant été remplacé par Ismail Haniyeh à la tête du bureau politique,

¹⁶² *Al-Monitor*, 27 août 2013.

¹⁶³ *Al-Monitor*, 14 juillet 2014.

¹⁶⁴ *Al-Monitor*, 22 décembre 2017.

mais aussi l'élection de Yahya Sinwar à la tête du Hamas à Gaza, et enfin l'élection de Saleh al-Arouri, co-fondateur de l'aile militaire du Hamas, à la vice-présidence du bureau politique – ainsi que l'évolution sur le terrain en Syrie, qui ne laisse aujourd'hui plus guère de doute sur la continuité du régime baathiste, au vu du contexte géopolitique actuel.

Le Hezbollah s'est également déployé en Irak dans le cadre de la lutte contre les groupes salafistes jihadistes, notamment l'État islamique. Si le corps expéditionnaire n'a pas été nombreux, il était surtout constitué de cadres du parti, des conseillers militaires rejoignant la milice Hashd al-Chaabi (Unités de protection populaires) qui a constitué une force auxiliaire à l'armée irakienne dans la lutte contre l'État islamique¹⁶⁵. Selon le décompte précis de ses factions membres, le Hashd est aujourd'hui dominé par des groupes armés en faveur de la direction iranienne, et c'est en ce sens que les éléments du Hezbollah libanais prennent place dans ce dispositif de lutte anti-terroriste, avec leurs expériences et compétences propres en Syrie et au Liban. Le 20 novembre 2017, Hassan Nasrallah annonçait lors d'un discours le retrait de ses hommes d'Irak, suite à la victoire quelques jours plus tôt de l'armée irakienne, ayant repris le dernier bastion, la localité de Rawa, aux mains de l'État islamique¹⁶⁶.

Au Yémen, le possible déploiement d'agents du Hezbollah, combattants ou conseillers, reste un point d'interrogation tant les informations sur le sujet sont lacunaires. Dans un entretien à *L'Orient le Jour*, quotidien libanais francophone, un expert, Majed el-Madhaji, directeur général et co-fondateur du Sanaa Center for Strategic Studies, déclarait qu'une petite centaine de conseillers iraniens et du Hezbollah libanais seraient à pied d'œuvre au Yémen pour soutenir les Houthis dans leur combat contre la coalition arabe, qui, sous l'égide de l'Arabie saoudite, a lancé une guerre contre cette minorité chiite, les zaidites, lorsque ces derniers ont pris le pouvoir en 2015¹⁶⁷. La rumeur sur l'implantation d'une branche du Hezbollah bis au Yémen avait été lancée par le prince héritier d'Arabie saoudite, Mohamed Ben Salman (MBS), afin de justifier la poursuite de cette guerre des plus discutables au vu de la famine qu'elle a générée, selon l'ONU¹⁶⁸. En juin 2018, le secrétaire général du Hezbollah nia clairement que 8 de ses membres avaient été abattus au Yémen sans pour autant nier ni confirmer la participation du Hezbollah sur le terrain. A la mi-août, une photo d'Hassan Nasrallah recevant une délégation de Houthis fit le buzz dans la péninsule, avec le retour de la thèse du Hezbol-

¹⁶⁵ International Crisis Group (ICG), [Iraq's Paramilitary Groups: The Challenge of Rebuilding a Functioning State](#), Middle East Report, n° 188, Bruxelles. (consulté le 4 janvier 2019).

¹⁶⁶ *Le Parisien*, 20 novembre 2017.

¹⁶⁷ *L'Orient le Jour*, 16 novembre 2017.

¹⁶⁸ *Le Monde*, 23 octobre 2018.

lah bis en train d'être créé au Yémen, relayée par la presse israélienne et par les *think tanks* américains, ne citant que des sources saoudiennes, émiraties ou israéliennes¹⁶⁹.

On peut donc constater que le positionnement du Hezbollah au sein de l'axe de la résistance a produit un double effet : celui de conduire le parti à se déployer sur divers théâtres d'opération où les intérêts de l'axe, mais surtout de l'Iran ou du parti, sont en jeu. Mais aussi celui de montrer/rappeler l'écart qui existe entre le Hezbollah et la Syrie. Il est par exemple clair que la carte palestinienne ressort comme un axe important de la justification idéologique du mouvement chiite alors que pour le régime syrien, elle n'est pas du tout une partition naturelle. Au contraire, pour ce dernier, la question palestinienne est nettement plus instrumentale – on peut penser notamment à la constitution de Fatah-Intifada en 1983, à la satellisation du FPLP-CG ou encore au *leadership* syrien dans le *tahaluf* (i.e. l'alliance des forces palestiniennes) suite à Oslo comme moyen de conserver le contrôle sur la carte palestinienne au Liban¹⁷⁰. Plus largement, les évolutions géopolitiques et la guerre en Syrie ont conduit le parti de Dieu à adopter une posture davantage proactive avec un calcul régional plus poussé et aussi une stratégie offensive à l'égard d'Israël plus étendue (on pense au deuxième front de tension frontalier avec le Golan). En somme, l'effet – et non des moindres – de la constitution de l'axe de la résistance est d'avoir propulsé le Hezbollah en tant que force déterminante et incontournable dans toute solution politique à l'échelle du Machrek.

3.2 – Le parti au cœur de la tension irano-saoudienne et ses ramifications internationales

Pour le dire en une phrase, le problème de la position du Hezbollah réside dans le fait que la politique libanaise, depuis le tournant du millénaire, est rythmée par un équilibre régional problématique entre deux grands États – le pôle iranien, révolutionnaire et anti-occidental, et un pôle saoudien allié historique des États-Unis et considéré comme pro-occidental. En outre, la rivalité qui les anime comporte des éléments de similarité (volonté de puissance, de domination religieuse, de se poser en modèle pour le monde islamique)¹⁷¹ qui en font des pôles d'attraction autant que de déstabilisation pour la région. Dans les lignes qui suivent nous voudrions explorer les effets de cette tension sur le Hezbollah dans ses ramifications régionales et internationales.

Dans les années 1990, la question libanaise était tout entière considérée comme du ressort de la Syrie – jusqu'au *Syrian Accountability Act* mis en place en 2003 par l'admi-

¹⁶⁹ [Middle East Policy Council](#), 26 août 2018. (consulté le 5 janvier 2019).

¹⁷⁰ International Crisis Group, [Nurturing Instability: Lebanon's Palestinian Refugee Camps](#), Middle East Report, n° 84, 2009.

¹⁷¹ CHABBI Mourad, « Désir mimétique et engrenage guerrier des Janus du Golfe », *Études Internationales*, Vol. 17, n° 2-3, juin-septembre 2016, pp. 133-154.

nistration Bush, à la suite de la révision de la doctrine américaine pour le Moyen-Orient, faisant elle-même suite à l'attaque du 11 septembre 2001 sur les tours jumelles de New York¹⁷². Mis en ligne de mire par l'administration américaine, la Syrie au Liban et ses alliés locaux (le Hezbollah) devinrent indésirables, la Syrie apparaissant subitement sur la liste des prochains « rogue states » ciblés par le staff du Président G.W. Bush et ses conseillers du Pentagone. Il faut dire que le levier constitué par l'occupation israélienne du Sud Liban dont jouissait le tandem Hezbollah-Syrie avait disparu après le retrait unilatéral israélien de mai 2000 et l'aval de la commission d'observateurs onusiens pour ratifier la complétude de la résolution 425 du Conseil de sécurité (1978)¹⁷³. Le printemps syrien (2001) avorté et l'opération guerrière américaine au Moyen-Orient ayant commencé (Afghanistan en 2002 puis Irak en 2003), une sourde menace planait sur la région. La guerre de 2006 contre le Hezbollah acheva de convaincre l'axe de la résistance d'adopter un front uni contre les menées états-uniennes, qui concernaient aussi l'Iran, suspecté de soutenir la résistance anti-américaine en Irak après l'invasion de 2003 ainsi que de vouloir enrichir illégalement de l'uranium à des fins militaires.

L'ombre de la menace américaine à ses portes, doublée de la possibilité d'une frappe aérienne israélienne contre ses centrifugeuses¹⁷⁴, a conduit le régime iranien à redoubler de vigilance et de soutien envers le Hezbollah (et de son allié arabe syrien après 2011), qualifié de « défense avancée » de la République islamique¹⁷⁵. Dans le même temps, le pouvoir à Riyad possédait une voix importante dans l'équation libanaise, via le parti haririen du Courant du Futur, au moins depuis les accords de Taëf (1989). La fin de la collaboration fructueuse entre ce parti et le régime syrien au tournant du millénaire, notamment après l'arrivée au pouvoir de Bachar el-Assad, contribua à un changement de ton. La prorogation de la présidentielle libanaise, forcée par le pouvoir syrien (2004), puis l'assassinat de Rafic Hariri (2005), lequel menaçait de former une coalition politique anti-syrienne qui avait toutes les chances de faire vaciller l'emprise syrienne sur le Liban, ont conduit le régime saoudien à prendre fait et cause pour le courant du 14 Mars contre le courant du 8 Mars, et donc *ipso facto* contre le régime de Damas et contre l'Iran, pilier du camp pro-syrien au Liban. Si une collaboration a existé avec le premier autour de la répartition des pouvoirs et des gains dans le Liban d'après-guerre civile, avec le second Riyad n'a jamais entretenu de liens positifs. C'est donc assez facilement que l'animosité entre ces deux plus grands États de la région du

¹⁷² COUTHERUT Julie, « Le Syria Accountability and Lebanese Sovereignty Restoration Act & UNRSC 1559 », *Maghreb Machrek*, n° 181, 2004, pp. 111-126.

¹⁷³ MEIER Daniel, 2016, *op. cit.*

¹⁷⁴ On se souvient (et les Iraniens aussi) de la frappe préventive de la chasse israélienne ayant détruit le réacteur nucléaire irakien d'Osirak en 1981. (CARMEL Hesi, DEROGY Jacques, *Israël ultra-secret*, Paris, Laffont, 1989).

¹⁷⁵ HILTERMAN Joost, « [Syria: the Hidden Power of Iran](#) », *New York Review of Books*, 13 avril 2017 (consulté le 5 janvier 2019).

Golfe s'est formée, dans le contexte d'un regain de tension voulu par Washington afin de « redessiner » un Grand Moyen-Orient (*Greater Middle East*).

L'arrivée de Barack Obama à la présidence des États-Unis ne fit pas descendre la pression, au contraire pourrait-on même dire : le désengagement américain d'Irak et l'accroissement de l'influence iranienne dans l'Irak post-baathiste contribuèrent à faire croître une animosité que les soulèvements populaires de 2009 en Iran (dits « mouvement vert »¹⁷⁶) ont permis d'alimenter à Washington, contribuant à une mise à l'index de l'Iran, en raison de la menace que cet État représentait pour la région (et donc l'Arabie saoudite et Israël), notamment à cause de son programme d'enrichissement nucléaire. Les soulèvements arabes vinrent ensuite rebattre les cartes de la région, particulièrement lors de l'insurrection en Syrie qui transforma rapidement le pays en champ de bataille entre factions, et donc entre puissances régionales, rivales. Sans surprise, la Syrie devint un des théâtres d'affrontement saoudo-iranien par milices interposées. La diplomatie saoudienne prit alors une tournure plus offensive avec l'arrivée au pouvoir le 23 janvier 2015 d'un des fils d'Ibn Séoud, le roi Salmane ben Abdelaziz Al Saoud, qui, en deux ans, réussit à accaparer le pouvoir en nommant son fils Mohammed ben Salmane prince héritier en lieu et place du prince héritier suivant l'ordre hiérarchique, Moukrine ben Abdelaziz al Saoud.

C'est dans ce contexte que le roi Salmane lance une guerre au Yémen début 2015 pour faire pièce aux avancées des Houthis, une milice chiite zaydite que Riyad dit être à la solde de l'Iran. En Syrie, le Royaume a apporté son soutien aux forces anti-Assad dès 2012 après avoir soutenu la stabilité autoritaire durant les premiers mois. Malgré les pétrodollars, la rébellion et les groupes salafistes insurgés ont été acculés et la défaite de la stratégie saoudienne a été reconnue par MBS lors de sa tournée diplomatique en avril 2018. Plus intéressant, le prince héritier n'hésita pas à appuyer sa déclaration en expliquant qu'il est possible de travailler avec Bachar el-Assad, en vue de limiter l'influence de l'Iran. C'est donc une diplomatie quelque peu obsédée par l'ennemi iranien qui semble guider la stratégie saoudienne dans l'ensemble de la région.

Par contrecoup, cette obsession peut affecter le Hezbollah et le Liban, perçu comme un champ d'influence pour les intérêts saoudiens. Le soutien à l'armée libanaise est ainsi devenu un pôle de rivalité avec l'Iran, lequel fit part de sa volonté de soutenir l'armée – ce à quoi l'Arabie saoudite répondit promptement au printemps 2015 par un don à hauteur de 3 milliards de dollars. Celui-ci, payé à la France, permit la livraison des premiers matériels dès avril 2015. Début 2016, l'ambassade d'Arabie saoudite en Iran fut mise à sac par une manifestation qui dénonçait la mise à mort d'un leader chiite saoudien, Nimr al-Nimr, une figure de proue de la contestation chiite dans le royaume saoudien durant les années 2011-2012 et qui avait été condamné à la peine capitale en

¹⁷⁶ ABDELKHAH Fariba, « Le Mouvement vert en République islamique d'Iran », *Savoir & Agir*, n° 12, 2010, pp. 117-123.

2014. L'Arabie saoudite sauta sur l'occasion pour afficher sa vindicte à l'égard de l'Iran et rompit les relations diplomatiques avec effet immédiat. Lors de la protestation officielle adressée par la Ligue arabe, le Liban refusa de se joindre aux condamnations contre l'Iran, au grand dam de Riyad, qui fit aussitôt savoir qu'elle suspendait son soutien financier à l'armée libanaise et annula un montant d'1 milliard que le royaume entendait dépenser dans l'assistance aux Forces de Sécurité Intérieure (FSI). En outre, l'Arabie saoudite émit un avertissement visant à décourager les voyageurs de se rendre au Liban et plusieurs entreprises connectées au réseau du Hezbollah auraient à cette occasion été blacklistées. L'interdiction de voyage fut ensuite adoptée par les États alliés du Golfe, et des compagnies bancaires émiraties et saoudiennes annoncèrent bientôt leur prochain départ du pays du Cèdre. Les deux États firent également planer la menace de renvoyer tous les travailleurs libanais dans le Golfe¹⁷⁷. Le contexte régional de cette offensive était également caractérisé par une défaite sur le terrain syrien que l'Arabie saoudite imputa avant tout au Hezbollah, fer de lance de la stratégie militaire iranienne en Syrie. En réponse à ce nouvel état de fait, le Hezbollah appela le gouvernement à se tourner vers l'Iran pour accepter ses offres d'aide militaire afin de combler le manque. Ce dernier n'en fit rien puisque déjà la diplomatie s'activait et, début 2017, une fois l'élection du président libanais passée et la formation du gouvernement achevée – là aussi suite à un compromis saoudo-iranien –, Riyad débloqua l'aide de 3 milliards¹⁷⁸. Le chaud-froid que l'Arabie saoudite continue de souffler sur le pays du Cèdre s'illustre encore par le fait que début mars 2016, le royaume proposa aux membres du CCG de classer le Hezbollah comme organisation terroriste, ce qui fut approuvé par tous les États¹⁷⁹. Cette mesure peut se lire comme la suite de la traque obsessionnelle du royaume saoudien contre les atouts et intérêts iraniens dans la région.

Autre rebondissement de la tension saoudo-iranienne, l'affaire Hariri, qui vit, du 4 au 22 novembre 2017, un feuilleton digne d'une pantalonnade se dérouler entre Riyad et Beyrouth sous les yeux médusés du monde. En effet, de façon quasi caricaturale, le Premier ministre libanais Saad Hariri, *leader* du Courant du Futur, la formation pro-saoudienne créée par feu son père Rafic Hariri dans les années 1990, fit une déclaration télévisée début novembre pour annoncer, dans un vocabulaire qui ne lui ressemblait guère, sa démission en raison de la mainmise de l'Iran et de son vassal le Hezbollah sur les rouages de l'État libanais. Comme le rappelle fort bien Jean-Pierre Filiu, outre que le Premier ministre libanais apparut retenu contre son gré dans la capitale saoudienne, « *la concomitance entre la démission de Hariri et les purges menées au plus haut niveau au nom de la 'lutte anti-corruption' a vite convaincu que MBS traitait le Liban*

¹⁷⁷ *Al-Monitor*, 29 février 2016.

¹⁷⁸ *Le Parisien*, 10 janvier 2017.

¹⁷⁹ *Le Monde*, 2 mars 2016.

comme un dossier de politique intérieure »¹⁸⁰. Bientôt, c'est le Hezbollah qui se saisit de cette affaire pour mettre Riyad dans une position intenable et se faire le porte-voix d'une demande sociale très large, celle du retour du Premier ministre au Liban, voire, pour certains, de « sa libération » des griffes saoudiennes¹⁸¹. En se positionnant comme le défenseur de la souveraineté libanaise dans ce dossier, le Hezbollah a pu capitaliser sur l'indignation nationale d'un procédé jugé inacceptable, fût-il celui d'un pays ami. Le mot d'ordre placardé un peu partout au Liban et brandi lors du marathon annuel qui se tenait le 11 novembre fut bientôt celui de la libération de Hariri, comme l'avait formulé le Hezbollah.

La crise finit par faire d'Hariri un acteur d'une popularité qu'il n'avait probablement jamais connue auparavant tant il incarnait la souveraineté libanaise malmenée à laquelle chaque Libanais pouvait s'identifier sans peine, au vu des soubresauts que le pays du Cèdre a connus ces trente dernières années. La sortie de crise pu avoir lieu grâce à la médiation française, lorsque le président Macron, sur le conseil du dirigeant émirati, se rendit à Riyad pour inviter Hariri à Paris et ainsi trouver un moyen de ne pas faire perdre la face à MBS. Hariri, de son côté, a profité de son séjour français pour élaborer une stratégie d'appui international, sur le chemin du retour, chez des alliés du royaume saoudien, l'Égypte et les Émirats arabes unis, afin de préparer le terrain d'un retour triomphal et d'une reprise de ses fonctions avec un appui sunnite à l'échelle régionale, empêchant du même coup un nouveau blocage saoudien tout en sortant vainqueur au plan national de ce qui se présentait comme une bien mauvaise passe pour lui.

Au-delà de l'Arabie saoudite, ce sont bien les États-Unis qui ont le Hezbollah en ligne de mire depuis presque aussi longtemps que le groupe existe puisqu'ils lui imputent l'attentat qui, à Beyrouth en 1983, a coûté la vie à 241 marines membre de la force multinationale. Pour l'administration américaine, de nos jours, le Hezbollah est une menace pour Israël d'abord, mais aussi pour le dessein que les trois derniers présidents ont nourri quant à ce que devrait être le Liban : un Etat allié des États-Unis. La guerre de 2006 avait donné le ton, et ce dessein n'a dans le fond guère changé. Les moyens ont été revus à la baisse, tant la dangerosité du Hezbollah est avérée, mais ce n'est pas une simple vue de l'esprit ou de l'idéologie bas de gamme que de s'attendre à une prochaine confrontation territorialement élargie entre la milice chiite et l'armée israélienne. On y reviendra dans la partie prospective. Pour l'instant ce qui semble important à cerner, ce sont les moyens récemment mis en place pour entraver les capacités d'action du Hezbollah et, derrière lui, l'Iran dans cette partie du Machrek.

¹⁸⁰ *Le Monde*, Le [blog de J.-P. Filiu](#), 23 novembre 2017.

¹⁸¹ *Al-Monitor*, 21 novembre 2017.

Le 15 avril 2016, une nouvelle réglementation (loi) bancaire édictée par les États-Unis était divulguée sous un nom plus que suggestif : *Hezbollah International Financing Prevention Act*, ci-après HIFPA. Cette nouvelle loi demandait à ce que plus aucune transaction de membres du Hezbollah ne puisse avoir lieu dans le secteur bancaire libanais, liste de noms à l'appui. Elle eut un effet immédiat auprès du mouvement, qui, par la voix de son secrétaire général, ne se priva pas de la commenter afin d'en souligner les conséquences néfastes et d'avertir les autorités quant à ses répercussions. De fait, assez rapidement, la Banque centrale ainsi que l'Association des Banques Libanaises (ABL) prirent le parti de collaborer pleinement avec cette nouvelle réglementation et donc de l'appliquer dans la mesure où le risque semble bien celui de sanctions et d'une décredibilisation internationale qui serait très préjudiciable pour le secteur bancaire libanais. En mai, le Hezbollah rencontra des membres de l'ABL afin de faire valoir ses arguments qui peuvent être résumés par : 1) une posture souverainiste consistant à contester tout *diktat* venant de l'étranger sur les droits bancaires des citoyens libanais et 2) l'ABL ne peut pas jouer avec ces droits. De son côté, le secteur bancaire ne voyait pas comment ne pas appliquer la loi américaine, se souvenant que la banque libano-canadienne accusée de blanchiment pour le compte du Hezbollah quelques années auparavant avait dû fermer ses portes. La réunion n'aboutit à aucune entente et le 8 juin suivant, Riad Salameh, le gouverneur de la Banque centrale du Liban, expliquait à une télévision américaine (CNBC) que 100 comptes bancaires liés au Hezbollah avaient déjà été gelés, et justifiait la mesure par la préservation de l'image et de la santé des marchés financier libanais¹⁸².

Le conflit avec le Hezbollah apparut ainsi publiquement et quelques jours plus tard, le 12 juin, une bombe explosait un dimanche soir aux abords de la BLOM Bank dans le quartier de Verdun sans faire de gros dégâts ni de victimes, comme un avertissement à stopper toute coopération avec les États-Unis. L'affaire en resta là jusqu'en octobre 2017 lorsqu'un amendement fut voté par le Congrès américain, lequel demandait à ce que les institutions financières ou personnes étrangères appuyant ou servant des responsables gouvernementaux libanais affiliés au Hezbollah soient sanctionnées. Cet élargissement des sanctions aux personnes et institutions directement ou indirectement liées au parti chiite fut justifié par le fait que le Hezbollah était responsable, avec l'Iran, de la mort « de centaines d'Américains » et continuait de faire peser une menace sur l'Amérique et Israël. Ce vote intervenait après une interview d'un ancien chef du Mossad, qui déclarait l'impossibilité de vaincre militairement le Hezbollah mais soulignait l'intérêt de recourir à des sanctions financières à l'égard du Liban¹⁸³. Ajoutons que cette brèche a été récemment mise à profit par des milieux pro-israéliens aux États-Unis, appuyés par des cabinets d'avocats, lesquels viennent de déposer un recours contre onze établissements bancaires libanais. Ce recours vise à établir leur responsa-

¹⁸² *Al-Monitor*, 15 juin 2016.

¹⁸³ *L'Orient le Jour*, 25 septembre 2018.

bilité vis-à-vis des victimes du terrorisme (1 200 plaignants dans ce cas) pour des actes commis ou soutenus par le Hezbollah¹⁸⁴. L'ABL a aussitôt déclaré que les accusations étaient sans fondements sur le plan juridique et factuel tout en se déclarant confiante dans la justice américaine.

Le plan américain HIFPA a donc une portée globale et vise à entraver la capacité « subversive » du Hezbollah opposée aux intérêts américains ou à ceux d'Israël du reste. Il en va ainsi des ressources de tous types d'entreprises licites ou illicites qui viendraient financer le mouvement par un biais ou un autre. Rappelons que le mouvement est doté d'un organigramme, dans lequel la branche armée n'est qu'un des nombreux domaines d'activité, côtoyant l'enseignement, la santé, l'aide aux familles des martyrs et, bien sûr, l'aide à la reconstruction (*jihâd al-bina*). Dans cette stratégie américaine visant à limiter l'emprise du mouvement et à réduire son pouvoir de nuisance, un autre moyen, plus musclé, a été adopté – surtout par Israël mais aussi par les États-Unis à l'occasion – pour éliminer les cadres militaires du mouvement. On se souvient bien sûr de l'assassinat d'Abbas Moussaoui, le secrétaire général du mouvement et figure clé de la résistance au Sud-Liban (notamment sur le site de Mleeta), assassiné avec sa famille par un missile tiré d'un hélicoptère israélien en 1992. En 2008, ce fut Imad Moghniyeh, artificier et chef de la branche armée du Hezbollah, qui était éliminé lorsque sa voiture explosa, dans la banlieue de Damas. Une opération conjointe du Mossad et de la CIA qui, loin de freiner le mouvement, le galvanisa autour de cette figure clé du parti avec un cérémoniel de martyrologie dont le chiisme libanais est déjà historiquement saturé.

Deux autres figures similaires, quoique de second ordre, ont aussi été délibérément ciblées par Israël en 2015, Jihad Moghniyeh, le fils du précédent, tué en Syrie sur le contrefort du Golan en compagnie d'un groupe de militaires hezbollahis et d'officiers iraniens. Et le second, Samir Qantar, en décembre de la même année, un ancien prisonnier druze pro-palestinien ayant assassiné des civils en 1979 et emprisonné en Israël jusqu'à l'échange de prisonniers de l'été 2008 entre Israël et le Hezbollah. Après avoir intégré les rangs du parti, il est placé sur la liste américaine des terroristes internationaux pour avoir mis en place « des infrastructures terroristes » en Syrie¹⁸⁵. Il est tué dans un raid aérien israélien à Jaramana, dans la banlieue de Damas. Plus récemment, en 2016, ce fut le chef militaire du parti en Syrie, Mustapha Badreddine, qui périt d'une façon plutôt mystérieuse, les versions oscillant entre un missile israélien ayant détruit le bâtiment proche de l'aéroport de Damas où il se trouvait et les revendications par divers groupes rebelles syriens de sa mort dans la bataille de Khan Touman au sud d'Alep. Le Trésor américain avait imposé des sanctions contre lui et son nom figurait parmi les 4 suspects pointés du doigt par le TSL dans l'attentat ayant tué Rafic Hariri en 2005¹⁸⁶.

¹⁸⁴ *L'Orient le Jour*, 5 janvier 2019.

¹⁸⁵ *Al-Monitor*, 21 décembre 2015.

¹⁸⁶ [BBC](#), 13 mai 2016. (consulté le 5 janvier 2019).

CONCLUSION ET PROSPECTIVE

En définitive, il semble que la popularité nationale et régionale dont le Hezbollah avait bénéficié grâce à sa Résistance à Israël en 2000-2006 apparaît *a posteriori* comme un stade paroxystique difficile à maintenir : cette popularité s'est érodée depuis la radicalisation de l'organisation chiite, qui s'est manifestée dans la crise de 2008 par la réactivation de la fracture sunnite/chiite dans son espace domestique et qui se prolonge dans la guerre syrienne.

À l'heure du désengagement américain (annoncé) de Syrie mais surtout à l'heure où la diplomatie arabe semble avoir repris ses droits et où se profile une normalisation du régime syrien par les États-Unis et la diplomatie saoudienne, la position du Hezbollah est elle aussi sujette à une reconfiguration dans ce nouveau grand jeu autour de la Syrie post-conflit. Le maître du jeu sur le terrain syrien est fort probablement la Russie. Celle-ci a clairement signifié aux deux forces militaires régionales en conflit, l'Iran et Israël, qu'elle n'entendait pas tolérer que la stabilité en Syrie soit mise à mal par leur stratégie militaire – les premiers approvisionnant en armes le Hezbollah et les seconds ayant mené depuis 2013 des dizaines d'attaques aériennes sur des sites iraniens de stockage d'armes pour le Hezbollah en Syrie – avec pour enjeu la remise en question de la domination de l'espace aérien par Israël grâce à de nouveaux missiles guidés de précision (*precision-guided missiles*) dont le Hezbollah serait doté. Dès lors, pour éviter de mécontenter Vladimir Poutine tout en continuant à alimenter le Hezbollah en matériel de pointe, l'Iran effectue désormais, depuis la fin de l'année 2018, des livraisons directement à l'aéroport de Beyrouth¹⁸⁷. Ce changement stratégique va reporter la tension sur l'aéroport libanais et sur le gouvernement libanais et ses dissensions toujours aussi palpables, notamment avec les aléas de la formation du gouvernement. Israël a semble-t-il déjà fait savoir qu'il s'agissait là d'une ligne rouge qui allait avoir une traduction militaire sur le terrain. De fait, Israël a récemment pris pour cible une série de sites iraniens sur le sol syrien suite à un tir de missile sur le domaine touristique skiable du Hermon depuis le territoire syrien, mais intercepté par le système israélien anti-missiles Iron Dome. La réplique israélienne aurait causé la mort de plus de 21 personnes, des militaires syriens et iraniens¹⁸⁸. Au-delà de la tension qui est montée en flèche à la frontière syro-israélienne, une autre question est de savoir si Israël va s'en prendre à ces livraisons directement sur le sol libanais, et donc au cœur du fief du Hezbollah, ce qui serait le franchissement d'une autre ligne rouge, posée, elle, par le Hezbollah – en d'autres termes un *casus belli* qui ne pourrait pas rester sans réponse

¹⁸⁷ *Al-Monitor*, « US Sanctions Unlikely to Crack Iran's Support for Syria », 3 décembre 2018.

¹⁸⁸ *Al-Monitor*, « Israel Wins this Round against Iran in Syria », 23 janvier 2019.

comme l'étaient restées, jusqu'à cette attaque, les opérations israéliennes sur sol syrien¹⁸⁹.

Le conflit avec Israël est donc une possibilité qui ne peut être écartée des scénarios à venir même si le coût matériel, humain et politique en serait certainement très élevé. Les analystes tablent sur un effet économiquement dissuasif d'une telle entreprise qui pourrait se retourner contre ses initiateurs (Israël) en raison d'une perte de crédibilité politique du chef du gouvernement Benyamin Netanyahu, préexistante au possible conflit militaire. La trêve négociée avec le Hamas par ce même gouvernement tend à montrer en outre qu'Israël n'a pas la volonté réelle d'entrer en conflit rapidement avec le Hezbollah. La découverte des tunnels creusés sous la frontière du Sud Liban n'a, à ce titre, que fait dévier pour un temps l'attention judiciaire qui pèse sur le Premier ministre, ce qui du reste a occasionné des analyses critiques en Israël même, tant le « risque sécuritaire » lié aux tunnels semblait opportunément découvert¹⁹⁰.

Du côté du Hezbollah, le scénario guerrier n'est pas non plus envisagé comme étant le plus souhaitable actuellement, compte tenu d'une relative exaspération de segments de la société, d'une économie qui a plusieurs voyants au rouge, de la nécessité, donc, pour le parti de ne pas aller contre l'intérêt à la paix et à la stabilisation économique, qui pourrait se produire, notamment en raison du nouveau marché que la reconstruction en Syrie annonce et dans laquelle, *via* l'Iran, le parti chiite pourrait jouer un rôle pour lequel il possède des compétences avérées au vu de ce qui a été fait dans le Sud du Liban, à la suite de la guerre de 2006. Plus largement, le parti chiite pourrait adopter une tonalité islamique plus universaliste, dans une volonté de rassembler les musulmans du Liban autour des intérêts bien compris du pays afin de faire oublier son registre communautaire et confessionnel dans les conflits syrien mais aussi yéménite et irakien. À ce titre, l'acharnement états-unien sur son flanc financier, s'il handicape le parti, pourrait tout aussi bien le servir dans son image de « victime de l'impérialisme », permettant ce faisant de rappeler qui sont les amis et les ennemis, dans un contexte post-conflit où il pourrait y avoir des tentatives de rapprochement entre les États-Unis et le régime syrien afin d'écartier le Hezbollah et l'Iran, ou plus exactement de créer les conditions pour que la distance se creuse entre le régime syrien et ces derniers. C'est aussi en ce sens que le rôle du Hezbollah en Syrie, loin des champs de bataille, devra continuer à être scruté pour cerner l'emprise que le parti de Hassan Nasrallah va chercher à consolider sur le régime syrien.

Le rôle du mouvement chiite sort renforcé du conflit syrien et propulse le mouvement à une échelle régionale, avec le risque d'une image d'un mouvement devenu un adju-

¹⁸⁹ A l'exception de celle menée contre les militants du Hezbollah accompagnés d'officiers iraniens en janvier 2015 et qui avait occasionné une réplique du Hezbollah contre un convoi israélien dans la « zone neutre » des Fermes de Chebaa (*L'Orient le Jour*, 29 janvier 2015).

¹⁹⁰ *L'Orient le Jour*, 5 décembre 2018.

vent de la puissance iranienne dans ses entreprises extérieures. Au plan intérieur, l'effet peut être contre-productif puisque les forces du 14 Mars ont souvent eu la tendance – et l'influence de l'Arabie saoudite pourrait être encore significative ici pour orienter le débat – de voir le Hezbollah comme un groupe pro-iranien, voire comme une force avec des intérêts extérieurs à ceux de l'État libanais. Le soupçon de déloyauté pourrait s'approfondir d'autant que le parti est encore plus puissant et omnipotent sur la scène politique libanaise qu'auparavant. Il peut à souhait bloquer l'avènement d'un gouvernement, faciliter les prises de décisions et faire voter des mesures par ses alliés, ses partisans ou ses ministres. Il s'est totalement fondu dans le champ politique libanais et participe donc pleinement du dysfonctionnement structurel pointé du doigt par Ahmad Beydoun dans une série de conférences données au Collège de France en 2008. Ce dernier imputait en effet la dégénérescence du système libanais à une omnipotence du communautarisme qui structure et polarise de façon univoque le champ politique en groupes confessionnels rivaux¹⁹¹.

Comment sortir de cette impasse qui, plus elle dure, plus elle paraît durcir les oppositions et crée autant de contentieux qu'il y a d'escarmouches et de sang versé entre groupes communautaires ? Beydoun proposait, à la suite d'autres, la déconfessionnalisation du système. Une mesure dont chaque homme politique libanais s'est emparé à un moment ou un autre depuis Taëf pour en faire une sorte de programme personnel parfois fort éloigné du processus réel de sécularisation de l'État et de tout ce que cela implique comme abandon de pouvoirs et baronnies. Pour l'heure, et au vu de ce que ce rapport a mis en avant comme histoire, héritage et intérêts politiques, le Hezbollah est bien loin de ce projet et vise plutôt à consolider, dans une stratégie à court terme et centrée sur la primauté de ses intérêts et de ceux de son électorat, sa position et son emprise grandissante sur l'État et ses rouages de façon à continuer patiemment l'édification de ce qu'Hassan Nasrallah avait appelé, dans l'un de ses discours, « l'État de la résistance », un peu comme si le parti de Dieu avait trouvé un État hôte qu'il est capable de phagocyter, dont il peut faire sa parure, sa défense, voire sa justification. Au risque peut-être de se passer de l'assentiment démocratique de sa population.

¹⁹¹ BEYDOUN Ahmad, *La dégénérescence du Liban ou la réforme orpheline*, Paris, Actes Sud, 2009.

BIBLIOGRAPHIE

ABDELKHAH Fariba, « Le Mouvement vert en République islamique d'Iran », *Savoir & Agir*, n° 12, 2010, pp. 117-123.

ABI-YAGHI Marie-Noëlle, « Et pourtant ils votent ! Entre contestation et participation : le vote de la gauche anti-système aux élections de juin 2009 », in CATUSSE Myriam, KARAM Karam et LAMLOUM Olfa (dir.), *Métamorphose des figures du leadership au Liban*, Beyrouth, Presses de l'Ifpo, 2011, pp. 81-104.

ABU KHALIL Asaad, « Lebanon One Year after the Israeli Withdrawal », *Middle East Report Online*, 29 mai 2001.

ALAGHA Joseph, « Hezbollah and the Arab Spring », *Contemporary Review of the Middle East*, Vol. 1, n° 2, 2014, pp. 189-206.

ALAGHA Joseph, *The Shifts in Hizbullah's Ideology*, Leiden, Amsterdam University Press, 2006.

AVON Dominique et KHATCHADOURIAN Anais-Trissa, *Le Hezbollah, de la doctrine à l'action : une histoire du « parti de Dieu »*, Paris, Éditions du Seuil, 2010.

AVON Dominique, « Les Ahabches. Un mouvement libanais sunnite contesté dans un monde globalisé », *Cahiers d'Études du Religieux – Recherches interdisciplinaires*, Centre Interdisciplinaire d'Étude du Religieux, 2008.

BAHOUT Joseph, « Le réveil de Beyrouth, entretien avec Joseph Bahout », *Esprit*, n° 314, mai 2005.

BENNAFLA Karine, « Le développement au péril de la géopolitique : l'exemple de la plaine de la Bekaa (Liban) », *Géocarrefour*, vol. 81/4, 2007, pp. 277-286.

BERTHELOT Pierre, « Quel avenir pour les accords de Doha sur le Liban ? », *Confluences Méditerranée*, n° 79, 2011, pp. 131-145.

BEYDOUN Ahmad, *La dégénérescence du Liban ou la réforme orpheline*, Paris, Actes Sud, 2009.

AL-BIZRI Dalal, *Islamistes, parlementaires et Libanais, Les interventions à l'Assemblée des élus de la Jama'a Islamiyya et du Hizb Allah (1992-1996)*, Beyrouth, Documents du Cermoc, n° 3, 1999.

BLANFORD Nicholas, 2017, « The Lebanese Armed Forces and the Hezbollah's Competing Summer Offensives against Sunni Militants », *CTC Sentinel*, Vol. 10, n° 8, en ligne : <https://ctc.usma.edu/the-lebanese-armed-forces-and-hezbollahs-competing-summer-offensives-against-sunni-militants/>

BLANFORD Nicholas, « As Hezbollah Grows, Corruption Takes Root », *Daily Star Lebanon*, 3 janvier 2015.

BONNE Emmanuel, *Vie publique, patronage et clientèle : Rafic Hariri à Saïda*, Aix-en-Provence, Cahiers de l'IREMAM, n° 6, 1995.

CAILLET Romain, « Le phénomène Ahmad al-Asîr: le nouveau visage du salafisme au Liban? (1/2) », *Les Carnets de l'Ifpo*, 2012. Disponible sur : <http://ifpo.hypotheses.org/3075>

CAILLET Romain, « Le phénomène Ahmad al-Asîr: le nouveau visage du salafisme au Liban? (2/2) », *Les Carnets de l'Ifpo*, 2012. Disponible sur : <http://ifpo.hypotheses.org/3240>

CARMEL Hesi, DEROGY Jacques, *Israël ultra-secret*, Paris, Laffont, 1989.

CHABBI Mourad, « Désir mimétique et engrenage guerrier des Janus du Golfe », *Etudes Internationales*, Vol. 17, n° 2-3, juin-septembre 2016, pp. 133-154.

CHARTOUNY-DUBARRY May, « Pluralisme communautaire et islamisme dans la République libanaise de Taëf », in CHARTOUNY-DUBARRY May et KODMANY-DARWISH Bassma (dir.), *Les États arabes face à la contestation islamiste*, Paris, Ifri-Armand Colin, 1997.

CHOUFI Fouad, « The SSNP 'Hurricane' in the Syrian Conflict: Syria and South Lebanon Are the Same Battlefield », *Al-Akhbar English*, 3 février 2014 (<http://english.al-akhbar.com/node/18502>)

COUTHERUT Julie, « Le Syria Accountability and Lebanese Sovereignty Restoration Act & UNRSC 1559 », *Maghreb Machrek*, n° 181, 2004, pp. 111-126.

DAHER Aurélie, « L'intervention de la résistance islamique en Syrie : causes, formes et répercussions en termes de mobilisation », *Confluences Méditerranée*, n° 96, Hiver 2015-2016.

DAHER Aurélie, « Le Hezbollah libanais et la résistance islamique au Liban : des stratégies complémentaires », *Confluences Méditerranée*, n° 76, Hiver 2010-2011.

DAHER Aurélie, « Hasan Nasrallah : éléments de biographie », in MERVIN Sabrina (dir.), *Le Hezbollah, état des lieux*, Paris, Sindbad-Actes Sud, 2008, pp. 251-271.

DAHER Joseph, « Les conséquences de l'intervention militaire du Hezbollah en Syrie sur la population libanaise chiite et les rapports avec Israël », *Notes de la FRS*, septembre 2017.

Di PERI Rosita, MEIER Daniel (eds), *Lebanon facing the Arab Uprisings. Constraints and Adaptation*, Palgrave, London, 2017.

DOT-POUILLARD Nicolas et ALHAJ Wissam, « Pourquoi le Hamas et le Hezbollah restent quand même alliés », *Orient XXI*, 9 mars 2015 (<https://orientxxi.info/magazine/pourquoi-le-hamas-et-le-hezbollah-restent-quand-meme-allies.0831>, consulté le 8 janvier 2019).

DUMONTIER Beltram, « L'entente du Hezbollah avec le Courant patriotique libre », in MERVIN Sabrina (dir.), *Le Hezbollah, état des lieux*, Paris, Sindbad-Actes Sud, 2008, pp. 109-117.

FAYYAD Ali, « La résistance au Liban-Sud : une défense stratégique à fonction offensive », *Confluences Méditerranée*, n° 51, 2004.

GOODARZI Jubin, *Syria and Iran. Diplomatic Alliance and Power Politics in the Middle East*, London, I.B.Tauris, 2009.

HARB Mona, *Le Hezbollah à Beyrouth (1985-2005)*, Paris, IFPO-Karthala, 2010.

HARBI Rana, « Arab Nationalists Take up arms in the Battle for Syria », *Al-Akhbar English*, 5 mai 2014 (<http://english.alakhbar.com/node/19649>).

Hayya Bina, *15 Questions For The Lebanese Shia Community*, juillet 2015 (<http://www.shiawatch.com/public/uploads/files/15-Questions-Lebanese-Shia-Community%20%5bShiaWatch%20Alert-38%5d.pdf>).

HILTERMAN Joost, « Syria: The Hidden Power of Iran », *New York Review of Books*, 13 avril 2017.

HISRT David, *Une Histoire du Liban*, Paris, Perrin, 2010.

IGNATIUS David, « Requiem for a Middle East Spymaster », *The Washington Post*, 26 octobre 2012 (http://www.washingtonpost.com/opinions/david-ignatius-wissam-al-hassan-anadvocate-for-syrias-opposition/2012/10/26/583b1b26-1ee7-11e2-ba31-3083ca97c314_story.html).

International Crisis Group (ICG), *Iraq's Paramilitary Groups: The Challenge of Rebuilding a Functioning State*, Middle East Report, n° 188, 2018.

International Crisis Group, *Too Close for Comfort: Syrians in Lebanon*, Middle East Report, n° 141, 2013.

International Crisis Group (ICG), *Drums of War: Israel and the Axis of Resistance*, Middle East Report, n° 97, 2010.

International Crisis Group, *Nurturing instability: Lebanon's Palestinian refugee camps*, Middle East Report, n° 84, 2009.

KOSS Maren, *Flexible Resistance: How Hezbollah and Hamas are Mending Ties*, Beyrouth: Carnegie Endowment for International Peace, 2018.

LAMLOUM Oifa, « Retour sur les traces d'un conflit : Amal vs Hezbollah (1988-1990) », Ifpo Éditions, 2010 (<http://halshs.archives-ouvertes.fr/docs/00/44/62/96/PDF/Lamloum-AmalvsHezbollah.pdf>, consulté le 15 octobre 2015).

LEROY Didier, « Les forces armées libanaises, symbole d'unité nationale et objet de tensions communautaires », *Maghreb-Machrek*, n° 214, Hiver 2012.

MAILA Joseph, « Document d'entente nationale. Un commentaire », *Les Cahiers de l'Orient*, n° 16-17, 1989, pp. 135-217.

MATTHIESEN Toby, *Sectarian Gulf: Bahrain, Saudi Arabia and the Arab Spring that Wasn't*, Stanford: Stanford University Press, 2013.

MEIER Daniel, « Hizbullah's Shaping Lebanon Statehood », *Small Wars and Insurgencies*, Vol. 29, n° 3, 2018, pp. 515-536.

MEIER Daniel, « Réfugiés de Syrie et tensions sunnito-chiites. Le Liban entre défis et périls », *Maghreb Machrek*, n° 218, 2014, pp. 41-60.

MEIER Daniel, « La stratégie du régime Assad au Liban entre 1970 et 2013. Du pouvoir symbolique à la coercition », in BURDY Jean-Paul (dir.), *Syrie : la régionalisation et les enjeux internationaux d'une guerre imposée*, *Eurorient*, n° 41-42, 2013, L'Harmattan.

MEIER Daniel, GALENO Giacomo, « Le Liban au miroir du 'printemps arabe' : anciens pouvoirs et nouveaux paradigmes », in CHAPUIS Julie (dir.), *Le Moyen-Orient en marche. Perspectives croisées*, Les Cahiers du CCMO, Paris, Éditions du Cygne, 2012, pp. 67-82.

MERVIN Sabrina (dir.), *Le Hezbollah, état des lieux*, Paris, Sindbad-Actes Sud, 2008.

MROUE Karim et AMIN Samir, *Communistes dans le monde arabe*, Paris, Le Temps des Cerises, 2006.

NABAA Roger, « Israël et la fin de la 'pureté des armes' », *Esprit*, n° 369, « Que devient la guerre au Proche-Orient ? », novembre 2010, pp. 139-150.

NORTON Richard Augustus, *Hezbollah, A Short History*, Princeton & Oxford: Princeton University Press, 2007.

OBEID Michelle, 2010, « Searching for the 'Ideal Face of the State' in a Lebanese Border Town », *Journal of Royal Anthropological Institute*, n° 16, pp. 330-346.

OTAYEK René, « La 'révolution du Cèdre' au Liban, Re-fondation du Pacte national ou occasion manquée ? », in MARTIN Denis-Constant (dir.), *L'identité en jeux. Pouvoirs, identifications, mobilisations*, Paris, Karthala, 2010.

PICARD Elizabeth, *Liban-Syrie, intimes étrangers, un siècle d'interactions sociopolitiques*, Paris, Sindbad Actes Sud, 2016.

PICARD Elizabeth, « L'ombre portée des ambitions syriennes », in MERMIER Franck et PICARD Elizabeth (dir.), *Liban, une guerre de 33 jours*, Paris, La découverte, 2007.

PICARD Elizabeth, « Élections libanaises : un peu d'air a circulé... », *Critique Internationale*, n° 10, 2001/1, pp. 21-31.

QASSEM Naïm, *Hezbollah, la voie, l'expérience, l'avenir*, Beyrouth, Éditions Al-Buraq, 2002.

RABIL Robert, *Salafism in Lebanon. From Apoliticism to Transnational Jihadism*. Washington, Georgetown University Press, 2014.

ROUGIER Bernard, *La Oumma en fragments. Contrôler le sunnisme au Liban*, Paris, Presses de Sciences Po, 2011.

SAAD-GHORAYEB Amal, *Hizbullah: Politics and Religion*, London: Pluto Press, 2002.

SALEM Paul, « Lebanese Army's Defeat of Salafists Buys Only Short Respite », *Carnegie Middle East Center*, Beyrouth-Washington, 27 juin 2013.

SAMAAN Jean-Loup, « Israël-Hezbollah : la nouvelle équation stratégique », *Politique étrangère*, 2:2015, pp. 113-123.

SEURAT Leila, *Le Hamas et le monde (2006-2015) : la politique étrangère du mouvement islamiste palestinien*, Paris, CNRS Editions, 2015.

AL-TAMIMI Aymenn Jawad, « The Arab Nationalist Guard: A Pro-Assad Militia », *Middle East Forum*, 31 décembre 2013 (<http://www.meforum.org/3708/arab-nationalist-guard>)

TILLY Charles et TARROW Sidney, *Politique(s) du conflit, de la grève à la manifestation*, Paris, Sciences Po Presses, 2008.